

24° 1538 m 1945 Fd

Pour Monsieur L'abbé de Sainte Geneviève

40 mouchoirs  
Neville

1770

7

SEPTENTRION

## OCCIDENT





AU ROI  
ET A NOSSEIGNEURS  
DE SON CONSEIL.

SIRE,

LES Abbé Commendataire, Prieur, & Chanoines  
Reguliers d'Autrey.

Représentent très-humblement à VOTRE MAJESTÉ &  
à NOSSEIGNEURS DE SON CONSEIL, que

A

Requête par  
ampliation, en  
résumé de tous  
les titres & pro-  
ductions de  
l'Evêché de  
Metz, & de  
l'Abbaye  
d'Autrey, & en  
réponse à ceux  
de l'Evêché.



l'Abbaye d'Autrey se trouve dans la cruelle nécessité de défendre, depuis trente-cinq ans, ce que la violence des Officiers de l'Evêché de Merz, & le crédit de leur Maître avoient bien voulu lui laisser, & qu'on veut encore lui ravir : elle reclame sa fondation & une possession de six cens ans. A des allégations sans preuve, elle oppose des faits incontestables ; à des sophismes perpétuels, des raisonnemens simples, conséquences nécessaires de ces mêmes faits ; dépouillée, vexée, persécutée, enfin totalement épuisée & ruinée par un procès qui dure depuis si long-tems, & qu'on voudroit éterniser : on l'accuse d'usurpation, on lui reproche une avidité insatiable. Il ne lui est que trop facile de se justifier, & de faire tomber ces odieuses imputations sur ceux, qui seuls les méritent.

Tout lui est aujourd'hui contesté ; elle a donc à établir que son Fondateur lui a donné la propriété.

1°. De tout le canton d'Autrey.

2°. Et par conséquent de la forêt d'Autrey qui en fait la principale partie.

3°. Même des limites, ou extrémités désignées de tout ce canton.

4°. Qu'outre cette propriété, le Fondateur lui a donné un droit d'usages hors de ce canton.

5°. Que ce double droit de propriété & d'usages est constaté par une possession de six cens ans, appuyée des titres les plus formels & les plus positifs.

6°. Enfin à faire le parallèle de sa conduite avec celle de l'Evêché de Merz pendant tout l'Episcopat du feu sieur de Saint-Simon, & depuis celui du sieur de Montmorency-Laval.

### F A I T.

Etienne, Prince de la maison de Bar, Seigneur de la Châtellenie de Remberviller, fonda, vers l'an 1145, l'Abbaye d'Autrey : il la dota d'une portion de cette Châtellenie à son extrémité, entre le midi & le couchant :

Ce n'est que quelques années après qu'il réunit à l'Evêché de Metz, qu'il possédoit, la Châtellenie de Remberviller qui consiste dans la Ville de ce nom, dix-sept Villages & quarante mille arpens de bois, indépendamment du canton d'environ cinq mille trois cents arpens qui avoit été donné à l'Abbaye : c'est cette dernière portion dont il s'agit principalement.

L'Arpent de Lorraine est plus foible de moitié que celui de France.

L'acte de fondation est perdu : il existoit cependant dans les archives de l'Evêché en 1347, comme on le voit par la Chartre d'Adémard. La Bulle de Luce III, qui a confirmé & rapporté mot à mot cet acte de Fondation (1), est depuis plusieurs siècles le titre commun des parties, de leur aveu réciproque. Suivant cette Bulle, le Fondateur donne à l'Abbaye le canton d'Autrey (2) avec les dixmes & toutes ses dépendances, qui consistent en terres, prés, eaux, bois & forêts (3).

Voilà les possessions données à l'Abbaye. Le Fondateur a plus fait : il a choisi, pour faire cette donation, un territoire, un canton qui a des limites naturelles & immuables, comme s'il prévoyoit, & pour éviter, s'il étoit possible, les difficultés que pourroit occasionner à l'Abbaye le voisinage des Evêques de Metz, alors souverains des possessions qu'il lui donnoit.

Il a désigné ces limites avec la plus grande précision, *par les deux monts de Chilimont, par le mont d'Autrey,*

(1) In quibus hæc propriis duximus exprimenda vocabulis.

(2) *Locus* signifie lieu ; mais il signifie aussi *pays, contrée, canton, territoire* ; la Bulle même en fournit la preuve : il y est dit que le Fondateur s'est réservé la chasse du Bièvre, & la haute-Justice sur le ban & territoire d'Autrey, *castores & bannum ipsius loci retineat*, ce qui ne sçauroit s'entendre du seul village d'Autrey, qui même n'existoit pas alors.

(3) *Locum scilicet qui nuncupatur alteriacum, cum decimis & omnibus appenditiis suis, in terris cultis & incultis, pratis, aquis, sylvis.*

4

par la goutte ou le ruisseau de Chilimont jusqu'à la Mortagne (1).

Il revient ensuite au pied du mont d'Autrey, où le ruisseau du Sapiné prend sa source, & de l'autre côté, dit-il, par le void ou ruisseau du Sapiné jusqu'à Mossoux, où ce ruisseau se jette dans la Mortagne (2).

### PREMIERE PROPOSITION.

*Il est donc vrai que tout ce qui est renfermé dans ces limites, appartient en propre à l'Abbaye d'Autrey, & qu'il n'y a ni ne peut y avoir d'enclavé & d'entouré par ces limites, que les possessions données à l'Abbaye par son Fondateur.*

Réflexions  
signifiées le 21  
Octobre 1769.  
P. 1.

L'Evêché de Metz paroît convenir de cette vérité. *Tout ce qui est renfermé, dit-il, dans les limites qui sont immuables, appartient à l'Abbaye.*

### SECONDE PROPOSITION.

*Qui suit nécessairement de la première; donc le Fondateur a donné à l'Abbaye la propriété de la Forêt d'Autrey qui est renfermée, enclavée, entourée, par ces limites.*

C'est ici que les Agens du sieur Evêque de Metz commencent à n'être plus d'accord, ni avec l'Abbaye, ni avec la Fondation, ni avec eux-mêmes. Qu'ils ne soient pas d'accord avec l'Abbaye, cela est tout simple; elle réclame & n'a cessé de réclamer cette propriété, & ils veulent la garder. Mais ils devroient être d'accord avec la fondation, s'ils veulent pouvoir légitimement garder cette propriété; or c'est ce qui n'est pas.

Frappés des conséquences qui résultent contr'eux de

---

(1) Per terminos designatos, scilicet, per duos Chillimontes, per montem alteriaci, per Chilmini guttam usque mortefine.

(2) Et ex aliâ parte per vadum Sapinei usque mossur.

3

cette vérité qu'ils ont été forcés d'avouer, *que tout ce qui est renfermé dans les limites qui sont immuables, appartient à l'Abbaye*, ils ont eu recours à un expédient qu'ils ont cru les tirer de l'embarras où ils se trouvoient, & qui les a précipités dans l'absurde, sans qu'ils s'en soient doutés : on le prouvera bientôt. Ils auroient dû cependant avoir une médiocre opinion d'un moyen que feu le sieur de Saint-Simon, si fécond en ressources, avoit dédaigné comme insoutenable. Ce Prélat après s'être vainement débattu contre la Fondation pendant plusieurs années, l'avoit trouvée si claire & si opposée à toutes ses prétentions, que dans un accès d'impatience, & d'impétuosité, se rappelant Alexandre qui coupa le Nœud gordien, il prit le parti tranchant de révoquer cette Fondation.

Les Agens du sieur Evêque de Metz, plus modérés en apparence, veulent que l'Abbaye en jouisse dans son entier : ils disent qu'il n'y a rien de plus juste; mais ils veulent qu'on n'entende la Fondation qu'à leur manière.

Et cette manière d'expliquer, ou de commenter la Fondation, est d'étendre une des limites dans tout le terrain contenu & enclavé dans ces limites; de sorte qu'en paroissant abandonner à l'Abbaye tout ce que le Fondateur lui donne, & qu'on ne peut lui enlever sans injustice; ils veulent dans le vrai, lui ravir la principale & la plus considérable partie de sa Fondation, & celle qu'on peut dire être l'unique qu'elle ait eu pour subsister; sçavoir, la forêt d'Autrey, qui fait les quatre cinquièmes de cette dotation.

Voici par quels raisonnemens les Agens du sieur Evêque de Metz se flattent de parvenir à leur but. Tout leur système porte sur une fausse supposition : ils confondent à dessein le mont d'Autrey avec la forêt d'Autrey, pour tâcher de persuader que ce n'est qu'une seule & même chose; & pouvoir en conclure que la forêt d'Autrey est une des limites, parce que le mont d'Autrey a été désigné pour limite par le Fondateur.

Ibid. p. 7:

Ils affectent de mettre à la marge d'un de leurs Ecrits, que la Forêt d'Autrey appartient à l'Evêché; & cela à côté de l'article même qu'ils intitulent la Forêt du mont d'Autrey: tout est artifice, tout est ruse de leur part.

Cette Forêt, disent-ils tout de suite, est également une des limites de la Dotation de l'Abbaye.

Cette assertion est absolument fausse. Le Fondateur n'a désigné aucune Forêt, pour limites à l'Abbaye: il lui a donné au contraire les forêts entourées par les limites désignées, tout comme les terres, les eaux, &c. *in sylvis, in terris, in aquis*. Il ne lui a pas plus donné l'un que l'autre, ni moins l'un que l'autre.

Les Religieux n'en sont donc pas plus propriétaires, disent les Agens, que de la rivière de Mortagne & du ruisseau de Chilimont\*.

\* La propriété des limites sera traitée plus bas, & l'on verra ce qui en est.

Le Fondateur a désigné le mont d'Autrey, pour borner les fonds qu'il a donnés. *Per montem alteriaci*.

Il est certain que le mont d'Autrey est une des limites désignées; & c'est la cime de ce mont, où les eaux tombantes qui séparent les possessions de l'Abbaye d'Autrey des possessions de celle d'Estival.

Toute la montagne est couverte d'une forêt qui est celle du mont d'Autrey; c'est-à-dire, que le mont d'Autrey est couvert de bois.

Il est sûr encore que le bois qui est sur le mont d'Autrey, n'est pas celui qui est sur les deux monts de Chilimont; d'accord. Mais que peut-on en conclure contre l'Abbaye? Une seule chose qui est que, dans les cas, que tout le mont d'Autrey, depuis le pied jusqu'à sa cime fût limite, & que les limites n'appartinssent point à l'Abbaye, les bois qui couvrent ce mont ne lui appartiendroient pas. Cela est vrai; mais c'est la seule conséquence qu'on en puisse tirer.

Cette montagne a quelques extensions dans la vallée. C'est-à-dire, que ces prétendues extensions du mont d'Autrey remplissent les quatre cinquièmes du territoire donné à l'Abbaye & renfermé dans les limites désignées.

Il est bien étonnant que le Fondateur qui a mis tant de précision en désignant les limites du canton d'Autrey, qui n'a même fait que suivre l'ouvrage de la nature, en désignant ces limites : il est bien étonnant que ce Fondateur ait poussé l'exactitude & le scrupule jusqu'à marquer par leur nombre deux hauteurs, parce qu'elles avoient le même nom, *per duos Chillimontes*, *par les deux monts de Chillimont*, & n'ait désigné toutes ces hauteurs, toutes ces prétendues extensions du mont d'Autrey qui, selon les Agens, ne sont que le mont d'Autrey, qu'en disant *Per montem Aiteriaci*, *par le mont d'Autrey*, du moins auroit-il dû dire : *per montes Aiteriaci*, *par les monts d'Autrey*. Mais cela n'est plus surprenant, quand on pense que le Fondateur vouloit doter, & non pas dépouiller l'Abbaye qu'il fondeoit.

Il étoit réservé aux seuls Agens de l'Evêché d'abuser au point qu'ils le font, de ce qu'on n'a point étiqueté, sur la carte topographique, le mont d'Autrey, de son nom, & de croire pouvoir en profiter, en étendant ce mont, dans tout l'intérieur des limites, tandis qu'il étoit tout simple qu'on ne désignât par leur nom que les parties qui avoient un nom différent du territoire d'Autrey. Il étoit réservé aux Agens de l'Evêché, entre cinq limites toutes désignées pour marquer les extrémités de ce territoire, toutes mises par la nature aux extrémités du territoire donné, dont quatre connues & servant d'indication évidente pour la cinquième, de vouloir placer cette cinquième limite, de manière que les autres deviennent les limites de cette cinquième qu'elles enclavent.

En vérité, quand on s'écarte à cet excès d'un acte de Fondation qui fait loi pour l'Evêché, comme pour l'Abbaye, les allégations ne suffisent pas, il faut des preuves. Mais pourquoi demandera-t-on à ces Agens, pourquoi veulent-ils que toutes ces hauteurs qui remplissent le canton enclavé dans les limites depuis le mont d'Autrey & les deux monts de Chillimont jusqu'à la Mortagne, ne soient que les extensions du mont d'Autrey? Pourquoi

bornent-ils ces extensions aux seules hauteurs qui sont couvertes de bois? Pourquoi les hauteurs qui ont été défrichées dès les premiers tems qui ont suivi la Fondation & qui existent toujours, ont-elles cessé d'être extensions du mont d'Autrey? Est-ce parce qu'il n'y a plus de bois? Est-ce parce que les bois y dépérissent? Et les Agens de l'Evêché ne voient-ils le mont d'Autrey que sur celles où il y a des arbres? Si cependant, comme ils le disent, le Fondateur n'a donné à l'Abbaye que la vallée d'Autrey, l'Evêché est en droit de révéndiquer ces hauteurs.

Mais pourquoi, demandera-t-on encore à ces Agens, les deux monts de Chilimont n'auroient ils pas leurs extensions enclavées aussi dans ces limites? Pourquoi les condamner à cette stérilité, tandis qu'ils rendent le mont d'Autrey si fécond? Ne seroit-il pas raisonnable de donner à ces deux monts les extensions qui viennent à leur suite, & qui bordent en grande partie le ruisseau de Chilimont? Il y a grande aparence que si le canton donné à l'Abbaye eût été appelé Chilimont, & la forêt par conséquent de même, c'eût été alors toutes les extensions des deux monts de Chilimont qui auroient rempli la contrée donnée à l'Abbaye d'Autrey.

Cette Abbaye est située à l'entrée de voges, *in faucibus Vosagorum*, tout son territoire exactement circonscrit par ces limites, est montueux, & uniquement composé de hauts & de bas; mais les Agens de l'Evêché méprisent tout ce qui n'est point en bois: ils ont raison, c'est un terrain maigre, sec & aride, en un mot très-ingrat, où même les plantations ont toujours mal réussi, ce qui y a fait renoncer l'Abbaye, sans quoi l'Evêché le lui auroit enlevé.

Reprenons les raisonnemens des Agens.

*Ces extensions n'ont jamais fait une forêt différente de celle qui couvre la montagne; c'est donc une seule forêt qu'on peut appeller avec raison la forêt du mont d'Autrey du nom de la montagne où elle existe.*

Personne ne nie que la forêt qui existe dans tout l'intérieur

rieur des limites désignées, & qui s'étend sur les deux monts de Chilimont & sur le mont d'Autrey, ne soit la même, ne soit une seule forêt, & ne soit la forêt d'Autrey; mais s'ensuit-il que tout le terrain que cette forêt occupe soit uniquement le mont d'Autrey, c'est ce qu'il falloit prouver pour que le raisonnement fut juste? Il n'y a que les agens de l'Evêché qui veulent l'appeller la forêt du mont d'Autrey, l'on en a vu la raison plus haut.

*Dans tous les siècles passés, continuent-ils, jusqu'à l'Episcopat du sieur de Coislin, personne n'avoit osé disputer à l'Evêché la propriété de cette forêt. Cela est vrai, par la même raison, que personne dans les mêmes siècles, ni même aujourd'hui, n'a osé & n'ose disputer à l'Abbaye la propriété de la Châtellenie de Ramberviller. Cela est vrai, par la même raison qu'on n'a jamais osé disputer au Roi de Maroc la propriété du Royaume de France.*

*Ibid. p. 8.*

*Mais les Religieux ont commencé en 1721 à vouloir usurper cette forêt.*

Ils en ont joui jusqu'en 1721, qu'elle leur a été enlevée injustement par le crédit du sieur de Coislin, & les actes de violence de ses officiers qui avoient précédé. L'Abbaye prouvera, avec la plus grande évidence, qu'elle a eu la propriété de cette forêt jusqu'à cette époque où l'Evêché de Metz l'a usurpée au mépris de la fondation & d'une possession de six cens ans.

*La forêt dont il s'agit n'est point une forêt limitée par le mont d'Autrey, elle couvre cette montagne.*

Cette forêt est limitée par la cime du mont d'Autrey, qui sépare les possessions de l'Abbaye d'Autrey de celles de l'Abbaye d'Éstival. En un mot, la forêt d'Autrey usurpée par l'Evêché, ou possédée par l'Abbaye, n'a, ni ne sauroit avoir des limites différentes.

*Quoique cette forêt ait été nommée simplement la forêt d'Autrey avant les contestations, elle n'en étoit pas moins réellement la forêt du mont d'Autrey: & quelques pages*

après, les agens disent encore : qu'on peut, sans faire tort à personne, l'appeller la forêt du mont d'Autrey.

*Ibid.* p. 4.

Il est sûr du moins, qu'ils ne croient pas faire tort à l'Evêché en l'appellant ainsi; ils conviennent cependant, comme on le voit, qu'elle ne s'appelloit point *forêt du mont d'Autrey* avant les contestations. Voici la conséquence qu'ils en tirent, & où l'on sçavoit bien qu'ils vouloient venir.

*Ibid.* p. 8.

*La montagne, dans toute son étendue, ne peut être l'une des limites, qu'il n'en soit de même de toute la forêt qui la couvre, puisque ces deux choses sont inséparables; or le mont d'Autrey n'appartient pas plus à l'Abbaye que les autres limites; la forêt dont le mont d'Autrey est couvert ne peut donc être réclamée par les Religieux.*

Tout ce raisonnement, comme ce qui le précède, est fondé sur deux faits, que les agens de l'Evêché étoient obligés de prouver auparavant, parce qu'ils sont contraires à la fondation.

Le premier, que le mont d'Autrey & les hauteurs qui remplissent l'intérieur des limites désignées, soient une seule & même chose : ce qui est faux, parce que les hauteurs dont il s'agit sont toutes séparées par de petits valons, ont toutes des noms différens, & n'ont jamais eu celui de mont d'Autrey, qui n'a jamais été donné qu'à la montagne qui, ainsi que les autres limites, fait une des extrémités du canton donné; montagne qui est contigue aux deux monts de Chilimont, & qui se termine à peu près à la source du Sapiné. Si les agens de l'Evêché se croyoient propriétaires du mont Cénis, ils prétendoient l'être de toutes les Alpes par leur idée des extensions. Il est singulier qu'ils ne prétendent pas l'être de toutes les Vosges par le même principe.

Le second fait supposé, c'est que les limites désignées par le Fondateur ne fassent pas partie des fonds donnés à l'Abbaye. C'est encore un fait qu'ils avancent comme un principe, & à leur ordinaire sans le prouver. On ne tardera pas à les éclairer là-dessus; il faut leur faire voir

auparavant combien sont frivoles tous les avantages qu'ils s'étoient promis, de tous les faux raisonnemens qu'on vient de rapporter, & achever de les convaincre qu'un système aussi bizarre que celui qu'ils ont adopté les met dans une contradiction manifeste avec la fondation, & les fait tomber dans l'absurde.

N'est-il pas vrai, leur demandera-t-on, que les deux monts de Chilimont, que le ruisseau du même nom, & le ruisseau du Sapiné, depuis leur source jusqu'à la Moragne, servent également de limites, suivant le Fondateur, aux fonds donnés à l'Abbaye ? Or, en supposant avec les agens que la forêt d'Autrey, sous la dénomination de *forêt du mont d'Autrey*, forme une nouvelle limite : les deux monts & le ruisseau de Chilimont, de même que celui du Sapiné, deviennent des limites nulles & chimériques, en un mot, elles cessent d'être limites des fonds donnés à l'Abbaye.

Les deux monts de Chilimont, le ruisseau de Chilimont, depuis sa source jusqu'à un quart de lieue au-dessous, & dans plusieurs autres parties de son cours, ne limitent que la forêt d'Autrey. Donc si cette forêt n'appartient point à l'Abbaye, ou si elle est elle-même limite, ces deux monts & ce ruisseau sont des limites nulles & chimériques des fonds donnés à l'Abbaye, puisqu'elle n'a pas un pouce de terre dans toutes ces parties depuis qu'elle a été dépouillée de la propriété de la forêt d'Autrey, il en est de même du ruisseau du Sapiné, qui, de l'aveu forcé du sieur Evêque de Metz, *cottey aussi cette forêt dans quelques parties*. Il la cottoyeroit même dans toutes, ainsi que les monts & une grande partie du ruisseau de Chilimont, si les Religieux n'eussent point cultivé le peu d'endroits qui en ont été tant soit peu susceptibles.

Peut-on se trouver dans une contradiction plus frappante avec la fondation, & se précipiter dans une plus grande absurdité ?

Telle est cependant la position des agens de l'Evêché.

Ils sont donc également en contradiction avec eux-mêmes ; puisqu'étant forcés d'avouer que les limites désignées par le Fondateur limitent les fonds qu'il a donnés à l'Abbaye, ils nient que les fonds qui cottoient ces limites appartiennent à l'Abbaye.

On est honteux de s'être arrêté si long-tems sur un objet aussi clair ; mais que les agens du sieur Evêque de Metz ont fait tous leurs efforts pour obscurcir.

L'on ne peut cependant terminer cet article sans relever encore d'eux de leurs raisonnemens.

*Ibid.* p. 19.

*Le ruisseau du Sapiné*, disent-ils, *n'est pas d'une grande importance ; mais si le Fondateur ne l'eut pas réservé comme les autres limites, les Religieux auroient pû dans la suite réclamer la propriété de la forêt du mont d'Autrey, parce que le ruisseau du Sapiné y prend sa source, & qu'il la cottoye dans quelques parties.*

Les agens de l'Evêché sentent que si le ruisseau du Sapiné appartient à l'Abbaye, elle a une nouvelle raison pour réclamer la propriété de la forêt d'Autrey. Nous leur prouverons bientôt que ce ruisseau appartient à l'Abbaye ; il nous suffit quant à présent que la forêt cottoye en quelques endroits ce ruisseau qui lui sert de limite, pour assurer, comme nous venons de le démontrer, que cette forêt a été donnée à l'Abbaye.

Ils font tout de suite le raisonnement que voici :

*Le Sapiné a été désigné par le Fondateur pour limite.* Les agens du sieur Evêque de Metz en donnent une raison à laquelle on ne s'attend pas : *c'est afin*, disent-ils, *d'ôter tout prétexte d'entreprendre du côté de la forêt qui borne les possessions de l'Abbaye* : c'est à-dire, que le Fondateur a désigné une limite au-delà d'une limite qu'il n'a pas indiquée, pour que l'Abbaye n'entreprit point sur cette limite-ci, qui est en-deça, & qui lui étoit inconnue.

Il faut avouer que le Fondateur ne pouvoit pas plus mal s'y prendre, & que les Religieux étoient fondés à aller toujours devant eux jusqu'à la limite qui leur étoit désignée, c'est à-dire, jusqu'au ruisseau du Sapiné. Mais

si cette prétendue limite intrinsèque étoit une vraie limite, le ruisseau du Sapiné qui est au-delà, & qui cotoye cette limite intérieure, devenoit inutile, pourquoi le Fondateur l'a-t-il nommée & désignée sans exception, ainsi que le ruisseau de Chilimont depuis sa source jusqu'à la Mortagne ?

Concluons qu'avec la moindre réflexion, il est impossible de se laisser surprendre à une pareille bathologie & à cette suite de paralogismes entassés les uns sur les autres.

En effet, il ne faut que du bon sens & un peu de bonne foi pour ne pas prendre le change.

1°. La situation du canton que le Fondateur donnoit à l'Abbaye lui présentait à ses extrémités des limites naturelles & immuables qui apprenoient aux Religieux jusqu'où s'étendoient & où se terminoient les possessions dont on les dotoit. Ces limites existent telles qu'il les a désignées avec la plus grande précision il y a plus de six cents ans.

2°. L'ordre qu'il a suivi en faisant cette désignation est une nouvelle preuve en faveur de l'Abbaye, & contre les prétentions des Agens de l'Evêché; le Fondateur indique d'abord pour limites les deux monts de Chilimont & le mont d'Autrey, qui est contigu; voilà les deux seules limites en terre, des fonds donnés à l'Abbaye. De-là le Fondateur passe aux limites que forment les eaux; Il désigne le ruisseau de Chilimont qui prend sa source dans les monts de ce nom, & qui coule jusqu'à la Mortagne; le Fondateur revient ensuite au pied du mont d'Autrey, où le ruisseau du Sapiné prend sa source, pour désigner ce ruisseau comme dernière limite jusqu'à l'endroit où il se jette dans la Mortagne.

Il est donc démontré que les possessions données à l'Abbaye n'ont & ne sauroient avoir d'autres limites que celles qui sont aux extrémités des fonds donnés, & qui viennent d'être détaillées. Il est donc de la plus grande évidence que les possessions renfermées, enclavées, en tou-

rées par ces limites, appartiennent à l'Abbaye, & qu'elle est par conséquent Propriétaire de la Forêt d'Autrey.

### TROISIEME PROPOSITION.

*Le Fondateur a non-seulement donné à l'Abbaye d'Autrey tous les fonds enclavés dans les limites désignées ; mais il lui a aussi donné ces limites qui font partie de ces mêmes fonds.*

Il suffiroit de l'énoncé de la fondation, dont Luce III dit qu'il a copié les propres termes, pour prouver cette proposition.

Il suffiroit d'y voir que le Fondateur ne s'est absolument rien réservé des fonds qu'il donnoit, pour avoir droit de conclure qu'ils appartiennent en entier à l'Abbaye avec les limites qui en font partie, & qui ne font que les extrémités de ces fonds : *termini* : il en est d'une fondation comme d'une donation ; c'est le titre qui décide : quand le Donateur ne se réserve rien du fond qu'il donne, tout le fond appartient au Donataire, & l'on n'a jamais imaginé que les limites où les extrémités du fond donné étoient réservées au Donateur, précisément parce que celui-ci les a désignées dans la donation, pour appartenir au Donataire jusqu'où & par où s'étendoient les possessions qu'il lui donnoit.

Il suffiroit d'observer la situation de la contrée qu'Etienne de Bar donnoit à l'Abbaye, pour qu'il ne pût ni ne dût s'élever aucune difficulté à ce sujet. Le canton d'Autrey est situé tout à l'extrémité de la Châtellenie de Ramberviller, il forme à-peu-près un quarré long : ce qui est au-delà de trois de ses côtés, c'est-à-dire, au-delà du mont d'Autrey, du ruisseau du Sapiné, & de la Mortagne, étoit très-étranger au Fondateur, & ne lui appartenait pas. Ainsi il n'avoit point de raison pour se réserver les trois extrémités qui terminent le canton d'Autrey de ces trois côtés-là ; aussi ne se les est-il pas réservées ; il n'y avoit donc que les monts de Chilimont & le ruis-

seau de ce nom, qui séparoient le canton d'Autrey de la Châtellenie de Ramberviller. Voilà les seules limites, les seules extrémités que par ce motif il auroit pu se réserver, il n'en a rien fait ; elles appartiennent donc également à l'Abbaye comme les autres.

Il n'y auroit rien à ajouter à ce qu'on vient de dire ; mais vis-à-vis des Agens de l'Evêché, l'Abbaye est obligée de prouver les choses les plus évidentes. Tout va confirmer ce qu'on vient d'établir.

1°. On pourroit demander à ces Agens pourquoi le Fondateur dont la précision est si remarquable, se sert toujours de la préposition *per* pour désigner ces limites, *per duos Chillimontes*, *per vadum sapinei*. Or, le seul mot *per*, démontreroit qu'il a compris les limites dans la donation. » Vos possessions, dit-il, s'étendent par les » deux monts de Chilimont, par le mont d'Autrey, par » le ruisseau de Chilimont jusqu'à la Mortagne, & de l'autre » côté par le ruisseau du Sapiné jusqu'à cette même » Mortagne. *Per terminos designatos* ; voilà les extrémités de vos possessions. » Si le Fondateur ne l'eut pas entendu ainsi ; d'abord il se les seroit réservées directement, ensuite la langue latine lui offroit mille expressions pour une. *Intra*, au-dedans ; *infra*, au-dessous ; *citra*, en-deça ; ces termes lui étoient aussi présens & aussi familiers qu'à nous ; & l'on voit par la Bulle du Pape Luce III, que le Fondateur s'en est servi, lorsqu'il n'a pas voulu ou pu comprendre les limites dans ce qu'il donnoit (1) : ainsi la préposition *per* prouve par elle-même la donation des limites désignées par cette préposition.

2°. Le Fondateur donne à l'Abbaye les eaux qui sont dans le canton d'Autrey, *in aquis* : or, il n'y a d'autres eaux que celles qui sont les extrémités de ce canton, savoir les ruisseaux de Chilimont, de la Mortagne, & du Sapiné ; donc ces ruisseaux appartiennent à l'Abbaye.

---

(1) *Piscariam aquæ inter mossut & baldincham.*

Dès que le Fondateur a donné les eaux, il est naturel qu'il ait donné la pêche en même-tems; puisque celui qui a la propriété des eaux a certainement le droit d'y pêcher.

Les Agens de l'Evêché avancement, & toujours sans le prouver, que les Religieux demanderent à Thierri, successeur du Fondateur, la permission de pêcher dans la Mortagne, qui leur fut accordée, & qu'ils la firent insérer dans la Bulle.

La façon dont la Bulle s'exprime, prouve que cette pêche n'étoit pas un don de Thierri; mais que l'Abbaye ayant été troublée dans son droit, Thierri, à qui elle en avoit porté plainte, avoit rendu une Ordonnance pour lui en assurer la possession exclusive, par la défense qu'il fit aux riverains & autres d'y pêcher sans la permission de l'Abbaye (1). Il n'y a qu'à voir dans la Bulle, avec quelle différence elle s'explique sur cet article, & sur ce qui étoit simplement un don fait pour la première fois à l'Abbaye.

La Charte de Bertrand de 1187, en nous apprenant que le Fondateur s'étoit réservé le droit d'y faire pêcher, lorsque lui & ses successeurs seroient de leur personne à Ramberviller, & que le besoin de leur maison l'exigeroit, prouve encore d'une manière incontestable que la propriété de la Mortagne, entre les limites désignées, appartenoit à l'Abbaye. Car si le Fondateur s'en étoit réservé la propriété pour lui & pour ses successeurs, il étoit inutile qu'il se réservât le droit d'y pêcher dans certains cas, puisque ce dernier droit dérive nécessairement du droit de propriété.

---

(1) *Piscariam aqua quæ mortefme dicitur inter mossur & Baldincham quam Theodoricus quietè, & absque omnium circum manentium inquietatione possidendam vobis dedit, eâ libertate, quod nullus infra metas contra vestram voluntatem piscari præsumat.* Celui qui donne un bien qui lui appartient ne prévoit pas qu'un tiers viendra troubler le donataire.

Les Chartres de Bouchard de 1294, de Gérard de 1299, rappellent mot à mot celle de Bertrand; ainsi elles sont des preuves constantes, que l'Abbaye jouissoit des droits qu'on veut lui disputer aujourd'hui, & qui sont encore confirmés par la Chartre d'Ademard de 1347.

Il ne scauroit rester le moindre doute sur la Mortagne.

Il en est de même pour le ruisseau de Chilimont.

La Chartre de Henri de Lorraine de 1489 est expresse, Ce Prince y reconnoît que les Abbé & Religieux, ont, & à eux appartient la riviere de Mortagne, ainsi comme elle se contient depuis Mossoux, &c. ensemble le rup des con-vers, (la Goutte de Chilimont) jusqu'à ladite riviere, lequel rup est du tout sur le Territoire de ladite Eglise; \* ce nonobstant plusieurs de nos sujets d'Illechts & autres s'ingerent de pêcher en ladite riviere & rup, violamment, sans le sçu & le vouloir dudit Abbé.... Voulons, ordonnons & statuons que d'ici en avant, nul de quelque état & condition qu'il soit ne pêche & ne presume de pêcher en ladite riviere & rup... sous la peine de payer 60 gros d'amende, de laquelle, réservons la moitié pour nous & nos successeurs, & l'autre moitié audit Abbé & ses successeurs, en réservant aussi pour nous la pêcherie, &c.

Il résulte donc encore que le ruisseau de Chilimont appartient à l'Abbaye, tout comme la Mortagne.

Qu'opposent les Agens du sieur Evêque de Metz à un titre aussi clair?

Ils disent que *Henri de Lorraine ne prit pas la peine d'examiner si la riviere de Mortagne appartenoit à l'Abbaye, qu'il se borna à faire défenses aux habitans d'y pêcher.*

*Ibid. p. 6.*

---

\* Voilà une preuve bien positive que l'Abbaye a la propriété du terrain qui borde la droite du ruisseau de Chilimont: aussi M. de Metz est-il le premier qui ait attaqué sans le moindre fondement, cette propriété dont l'Abbaye a toujours joui sans aucune contestation.

L'on croit pouvoir se dispenser de répondre à une pareille allégation. Ces Agens abusent encore de la diversité des noms donnés au ruisseau de Chilimont, pour se faire un prétexte de ne pas le reconnoître, ils avancent hardiment qu'il n'est pas dit un mot de ce ruisseau dans ces lettres.

Qu'ils indiquent donc quelque ruisseau, autre que celui de Chilimont, qui se jette dans la Mortagne; & qui ait les noms dont il s'agit; ou qu'ils conviennent franchement que leurs écrits ne font qu'un tissu de vaines & fausses allégations.

Depuis cette époque l'Abbaye n'a essuyé aucune difficulté par rapport au ruisseau de Chilimont; ce n'est qu'aujourd'hui qu'elle est attaquée pour la première fois à ce sujet. L'on répondra dans la suite de ce *Mémoire* à l'induction que les Agens prétendent tirer de la scirie de l'Abbaye établie à la droite de ce ruisseau.

Il est vrai qu'environ cent ans après l'Arrêt de Henri de Lorraine, il s'éleva une contestation entre l'Abbaye d'Epinal & l'Abbaye d'Autrey, sur les droits de propriété & de pêche de la rivière de Mortagne, dont l'Abbaye d'Epinal est également riveraine par le Fief de sainte Hélène.

Cette contestation fut terminée entre les deux Abbayes par une transaction passée, en 1577, par laquelle l'Abbesse d'Epinal, renonce & transporte pour toujours à l'Abbé d'Autrey & à ses successeurs tous tels droits, causes, raisons, propriétés & actions... en la pêcherie de ladite rivière, de Mortagne en tous ses cours, depuis le Void-Martin jusqu'à Baldonchamp.

Cette transaction fut faite en présence du Procureur Général de Lorraine, & du Procureur Général de l'Evêché de Metz; l'un & l'autre ayant charge, comme le dit la transaction, par leurs Souverains respectifs de voir les titres des Parties.

*Ibid.* p. 2. Qu'importe, disent les Agens de l'Evêché, que les Dames d'Epinal aient reconnu qu'elles n'en prétendoient point

*un ruisseau*

*la propriété, est-ce qu'elles ont pû nuire à l'Evêché seul Propriétaire, qui ne traitoit point avec elles ?*

Il est vrai que l'Evêché ne traitoit point avec ces Dames, parce qu'il n'avoit aucune raison pour le faire, & qu'il savoit bien qu'il n'étoit point Propriétaire ; mais l'Evêché étoit présent à ce traité dans la personne de son Procureur Général, à qui il avoit donné ordre d'y assister ; c'est à quoi il ne plaît pas aux Agens du sieur Evêque de Metz de faire la moindre attention.

Voilà ce qui confirme encore, indépendamment de tout ce qui a été dit ci-dessus, que l'Evêché de Metz n'avoit point la propriété de ladite riviere, depuis le Void-Martin jusqu'à Baldonchamp.

L'Abbaye croit avoir solidement établi qu'elle a la propriété du ruisseau de Chilimont & de la Mortagne, quoiqu'ils soient l'un & l'autre limites désignées, il lui sera tout aussi facile de prouver qu'elle est propriétaire de la moitié du ruisseau du Sapiné, qui borne ses possessions par sa droite, depuis sa source au pied du mont d'Autrey, jusqu'à la Mortagne, l'autre moitié appartenant à l'Abbaye de Remiremont.

Dans le Procès-verbal de 1608, on trouve dans l'énumération de ce que le Fondateur a donné à l'Abbaye *en propre & à perpétuité ; item, la riviere de Mortagne, depuis Mossoux jusqu'à Baldonchamp, ensemble les ruisseaux circonvoisins.*

Il n'y en a point d'autres que ceux de Chilimont & du Sapiné ; les Officiers de l'Evêché ne l'ont point contesté. Ils appartiennent donc à l'Abbaye.

L'Abbé a fait deux acensemens pour des moulins sur le Sapiné, l'un en 1623, l'autre en 1724. Les Agens du Sr Evêque de Metz ont cru remarquer dans ces deux pieces, des Propriétaires timides, ou plutôt des usurpateurs.

Les Agens ignorent sans doute, ou feignent d'ignorer, que l'Abbé qui acensoit, devoit respecter les droits de l'Abbaye de Remiremont sur ce ruisseau, & qu'ainsi la cession que l'Abbé faisoit de ses droits devoit être faite

avec prudence & circonspection : s'il eût été usurpateur , ç'auroit été à l'Abbaye de Remiremont à réclamer , & non à l'Evêché qui n'avoit rien à y prétendre.

Et y a-t'il la moindre vraisemblance que le Fondateur , qui avoit donné la Mortagne , & le ruisseau de Chilimont , & qui ne possédoit rien au-delà du Sapiné , ait voulu précisément se réserver la chétive propriété d'un pareil ruisseau , partagée entre lui & l'Abbaye de Remiremont. Cette vision est trop ridicule pour s'y arrêter davantage , le Fondateur avoit tout donné , *in aquis* , comme , *in Sylvis*.

Il reste encore deux autres limites : d'abord , les deux monts de Chilimont : il est bon d'observer que les Agens du Sr Evêque de Metz n'en font pas la moindre mention ; le Fondateur les compte entre les cinq limites qu'il désigne ; les Agens n'admettent que quatre limites : la Mortagne , le ruisseau de Chilimont , la Forêt du mont d'Autrey , & le ruisseau du Sapiné : ils ont de bonnes raisons pour garder un profond silence sur ces deux monts de Chilimont ; dans leur système de la Forêt du mont d'Autrey , qui étend ce mont par-tout , où il y a quelqu'arbre , & par conséquent sur les deux monts de Chilimont ; il est fort inutile de parler de ces deux monts ; alors ils cessent d'être une des limites & extrémités des fonds donnés à l'Abbaye ; car bien-loin de lui appartenir jusqu'à leur cime , ils ne limitent même rien qui appartienne à l'Abbaye. C'est une limite illusoire. Le Fondateur a donc eu tort ; il s'est trompé , & les Agens de l'Evêché ont seuls raison contre la fondation , par la nouvelle disposition qu'ils font des limites du canton d'Autrey. En partant du même principe , ils auroient dû supprimer une étendue assez considérable du ruisseau de Chilimont , & plusieurs parties du ruisseau du Sapiné. Ils ont senti qu'il étoit dangereux d'être si conséquent , ils n'ont osé. La surprise qu'ils se propoient de faire au Conseil du Roi , auroit été trop frappante.

Qu'ils permettent cependant qu'en attendant qu'on ait

rendu à l'Abbaye les fonds que les monts de Chilimont doivent tout au moins limiter, elle reclame la propriété de ces deux monts ; le Fondateur ne dit pas *intra* n'y *infra*, ils lui appartiennent donc en entier, depuis leur pied jusqu'à leur cime.

A l'égard du mont d'Autrey, son nom seul prouve que c'est une appartenauce du canton d'Autrey. Le Fondateur ne se l'est point réservé : il ne possédoit rien au-delà de ce mont qui sépare les possessions données à l'Abbaye, des bois qui appartiennent à l'Abbaye d'Estival. Les eaux tombantes en font la vraie séparation à la cime de ce mont & quelques bornes sur son dos jusqu'à la source du Sapiné. A quel propos le Fondateur, qui avoit donné les autres limites, comme on l'a prouvé, se feroit-il réservé le mont d'Autrey, c'est-à-dire, quelques arpens de bois entierement isolés de ses possessions ; il n'y en a aucune preuve, & il n'y a pas même la moindre vraisemblance.

Il est donc bien étonnant d'entendre pour la première fois après plus de six cens ans, les Agens du Sr Evêque de Metz avancer avec assurance que le Fondateur s'est réservé les limites du territoire qu'il a donné à l'Abbaye. Est-ce assez pour les croire ? Quelles preuves en donnent-ils ? Aucune, & on les défie de trouver dans l'énoncé de la fondation, ni dans l'espace de six siècles, aucune trace, aucun vestige de cette prétendue réserve faite par le Fondateur. Cependant quand un fondateur ou un donateur se réserve pour lui & pour ses successeurs une partie des fonds qu'il donne, ces réserves doivent être exprimées dans la fondation ou donation ; ou si elles n'y étoient pas énoncées, ce qui seroit fort extraordinaire, il faudroit du moins qu'une possession constante depuis la fondation ou donation, prouvât que ces réserves ont été conservées aux successeurs du Fondateur : or, & le titre de fondation & une possession de six cens ans, prouvent au contraire que l'Abbaye a toujours joui de ces prétendues réserves, c'est-à-dire, des limites désignées ; donc

elles appartiennent à l'Abbaye, à qui en effet tout a été donné en terres, forêts, & eaux ; le Fondateur n'a rien gardé pour lui dans le canton qu'il a donné en entier.

Il n'y a que trois objets d'une espece toute différente qu'il s'est réservé, & qui sont clairement exprimés dans la Bulle de Luce III, & dans la Chartre de Bertrand de 1187.

Le premier, est la haute justice dans tout le Territoire donné ; l'Abbaye n'y a jamais porté la moindre atteinte.

Le second, est la seule chasse du Castor ou Bievre, il n'y en a plus en Lorraine depuis des siècles.

Le troisième, est la pêche dans la riviere de Mortagne, & dans un seul cas.

Il est donc évident qu'excepté ces trois objets, le Fondateur ne s'est rien réservé : les faits qu'on vient de rapporter en font une preuve complete, & ces faits détruisent entierement les prétentions des Agens du sieur Evêque de Metz.

Voyons s'ils seront plus heureux en raisonnemens.

Ils commencent par établir comme un principe incontestable, *que les limites n'appartiennent point aux fonds qu'elles limitent*, & persuadés qu'on ne sauroit nier la vérité d'un pareil axiome, ils en concluent que la Mortagne, le ruisseau de Chilimont, &c. n'appartiennent point à l'Abbaye, puisqu'ils sont limites des fonds qui lui ont été donnés.

1°. On vient de prouver d'une façon convaincante, que ce prétendu principe n'étoit point applicable aux limites désignées par la fondation, en démontrant qu'elles font partie des possessions données à l'Abbaye dont elles ne font que les extrémités, que le Fondateur ne se l'est point réservées, & que l'Abbaye en a toujours joui.

2°. Cette proposition avancée comme un principe général & incontestable, est une assertion très-fausse dans mille circonstances. Les Agens du sieur Evêque de Metz en ont eux-mêmes mille preuves ; & n'est-il pas vrai que

s'il arrive quelquefois que les limites n'appartiennent point aux fonds qu'elles limitent, il y a mille autres cas où elles font partie de ces mêmes fonds, hors desquels elles ne sont pas, mais dont elles sont les extrémités, *termini*.

Des possessions qui sont limitées par un chemin Royal, ont une limite qui ne leur appartient pas.

Des possessions qu'un Propriétaire entoure d'un fossé ou d'un mur, en les prenant sur lui-même, ont ce fossé ou ce mur pour limites, mais ce fossé & ce mur appartiennent au fond qu'ils limitent.

Il y a des limites naturelles; il y en a de factices, & de convention, pour se mettre à l'abri de toute contestation entre voisins.

Les premières, sont des rivières & des montagnes. Si une longue possession nous apprend que ces rivières appartiennent aux fonds que l'on a acquis, ou qui nous ont été donnés, elles font partie de ces mêmes fonds, quoiqu'elles les limitent; il en est de même à l'égard des montagnes, & alors c'est leur cime ou les eaux tombantes, qui font la séparation des fonds qu'elles limitent, d'avec les possessions voisines.

Telles sont les limites du Territoire d'Autrey; elles font partie de ce Territoire, elles en sont les extrémités naturelles, elles appartennoient au Fondateur, & il ne se les est point réservées; elles appartiennent donc à l'Abbaye, à qui ce Territoire, que ces limites terminent, a été donné.

Il en est dans ce genre des plus petites possessions, comme des plus grands états. Lorsque des montagnes & des rivières séparent des états, c'est la cime des montagnes qui fait leurs limites réciproques; & les rivières ou ruisseaux suivant la plus ancienne possession appartiennent en entier, ou seulement en partie à l'un de ces états.

Il est donc démontré que les limites du Territoire d'Autrey, désignées par le Fondateur, appartiennent à

l'Abbaye, de même que tout le Territoire enclavé dans ces limites.

#### QUATRIEME PROPOSITION.

*Le Fondateur, outre la propriété du canton d'Autrey, a aussi donné à l'Abbaye un droit d'usage au-dehors dudit canton.*

L'Abbaye se fonde, 1<sup>o</sup> sur cette clause de sa fondation; *ita tamen quod si aliqua in finibus alteri ac ad edificationem Ecclesie Dei sint in usibus utilia, nullo prohibente, sive contradicente sumantur*: qui l'autorise d'une façon bien précise à prendre dans les confins, c'est-à-dire, dans le voisinage de son Territoire, dans les Forêts de Ramberviller, les bois qui pourroient lui être utiles pour ses bâtimens & pour tout ce qui y a rapport.

*Ibid.* pages 21  
& suivantes.

Le sieur Evêque de Metz fait deux objections: la première, que par *in finibus*, il faut entendre *les fins d'Autrey*: & qu'ainsi ces usages, quand le Fondateur les auroit accordés, ne peuvent point s'étendre au-delà des limites données au canton d'Autrey.

L'on observe, 1<sup>o</sup>. que *in finibus*, signifie *dans les confins*, c'est-à-dire, *dans le voisinage*.

2<sup>o</sup>. Qu'éant évidemment démontré que le Fondateur a donné en toute propriété à l'Abbaye tout le canton d'Autrey, ainsi que les limites qui le terminent, sans qu'il se soit rien réservé de cette propriété, ni pour lui, ni pour ses successeurs, il suit qu'il n'a pu donner à l'Abbaye un usage dans ledit Territoire; car celui qui a donné le plus, a nécessairement donné le moins; ainsi l'on ne peut entendre par ces mots, *in finibus*, que *dans le voisinage, dans les confins*. Le sieur Evêque de Metz en convient dans un de ses écrits, mais il entend *les confins & voisinage*, non des bois de Ramberviller, quoique limitrophes, mais uniquement de la Forêt d'Autrey, qu'il veut supposer ne pas appartenir à l'Abbaye.

*La*

La clause de la Bulle de Luce III, n'exprime que la II<sup>e</sup>. Objection  
*permission une fois donnée par le Fondateur, de prendre  
 dans sa Forêt les matériaux qui pourroient servir à la cons-  
 truction de l'Eglise, s'il en étoit besoin : cette permission a  
 eu tout son effet, lorsque l'Eglise a été construite ; elle n'a  
 plus eu d'objet après la construction.*

L'Abbaye a déjà répondu, 1<sup>o</sup> : que *Ecclesia dei*, si-  
 gnifie non-seulement une Eglise, un Temple, mais aussi  
 un Monastere & les bâtimens qui en dépendent, qu'on  
 désignoit par le nom de la partie principale, & la plus  
 éminente. La lecture de la Bulle & des Chartres subse-  
 quentes, suffit pour se convaincre d'une vérité aussi triviale.

Réponse.

2<sup>o</sup>. On répondra encore que le mot *edificatio*, bien-  
 loin de signifier simplement premiere construction, ne  
 signifie pas même toujours construction de bâtiment, mais  
 signifie aussi *bâtiment*, de même que ce mot, *edificium* :  
 il n'y a qu'à consulter les Dictionnaires pour s'en assurer.  
 Ainsi le droit d'usage accordé par le Fondateur, n'est pas  
 une permission passagere, mais un bienfait accordé à  
 perpétuité en bois nécessaire pour tous les bâtimens de  
 l'Abbaye, & pour les réparations qu'il y auroit à faire.  
 D'ailleurs *edificare edificatio* signifient fonder, donner  
 des fonds, fondation ; ainsi la signification la plus na-  
 turelle du terme *edificatio* dans la Bulle & la Chartre de  
 Bertrand, c'est dotation.

L'on voit par les écrits qu'ont produit, dans l'instance  
 présente les Agens du sieur Evêque de Metz, qu'ils sont  
 forcés de reconnoître le don que le Fondateur a fait à  
 l'Abbaye d'Autrey, d'une propriété de bois qu'ils placent,  
 à la vérité comme il leur plaît, malgré les limites dési-  
 gnées, pour se ménager un prétexte de l'anéantir. L'on  
 voit ces Agens faire en même tems tous leurs efforts pour  
 détruire les usages que le même Fondateur a ajoutés à  
 cette propriété. Ce double bienfait étonne l'âme des  
 Agens de l'Evêché. On remarque plus de surprise  
 que de solidité dans les raisons par lesquelles ils cher-  
 chent à combattre ces usages. S'il leur étoit possible de s'

mettre un moment à la place du Fondateur, quelques réflexions suffiroient pour faire cesser leur étonnement.

Etienne de Bar fondeoit une Abbaye, c'étoit son ouvrage, il l'aimoit, il l'affectionnoit; c'étoit d'un bien qui lui étoit propre, & qu'il pouvoit employer comme il le jugeoit à propos, qu'il dotoit cette Abbaye. Il savoit que son revenu devoit consister dans les bois, qui faisoient la principale partie du canton d'Autrey, dont le terrain étoit sec & aride; il savoit que ses intentions à cet égard auroient été vaines, & tout son projet renversé, si l'Abbaye, au lieu de tirer tous les ans le parti le plus lucratif de ses bois, étoit obligée d'en destiner & employer une grande partie à tous les besoins qu'exigent la construction, l'entretien & les réparations des bâtimens, l'aliment de ses usines lorsqu'elles travailloient pour de tels objets, le charonnage & autres nécessités pareilles.

Voilà l'origine & la cause des usages donnés à l'Abbaye & ajoutés à sa propriété.

Alors, encore plus qu'à présent, il falloit dans ces contrées présenter une très-grande quantité de bois pour en tirer un très-petit profit; c'étoit cependant le seul revenu de l'Abbaye: c'étoit sa seule ressource, pour payer le salaire des ouvriers qu'elle employoit, & pour faire face aux autres dépenses inévitables. Pour qu'elle eût donc ce revenu qui étoit de première nécessité, le Fondateur veut qu'elle puisse prendre dans ses forêts de Remberviller, qui sont dans les confins, dans le voisinage du canton d'Autrey, les bois qui lui seront nécessaires, non pour augmenter le revenu qu'il a donné à l'Abbaye, mais pour ne pas le diminuer, pour ne pas l'anéantir, en un mot pour le lui assurer. *Si aliqua sint in usibus utilia sumantur.*

L'on voit, par les propres termes de la Fondation, que ce droit d'usage donné à l'Abbaye, est illimité & limité en même tems. Il est illimité, en ce que l'Abbaye peut prendre dans les bois de l'Evêché voisins, tout ce qui lui est nécessaire pour les besoins dont il s'agit; mais il est en même tems limité, parce que l'Abbaye ne pouvoit faire

usage que pour ses besoins des bois qu'elle coupoit dans les forêts de Remberviller; & qu'elle étoit obligée de les employer pour l'entretien & les réparations de ses bâtimens, &c. *Si aliqua sint in usibus utilia sumantur.*

C'est ainsi que l'Abbaye a exercé son droit d'usages jusqu'en 1721, tant qu'elle a eu la propriété de la forêt d'Autrey, & les Agens de l'Evêché, au lieu d'affecter une terreur qu'ils n'éprouvent point, mais qu'ils voudroient inspirer au Conseil de sa Majesté, devoient être les premiers à convenir de la modération de l'Abbaye dans l'exercice qu'elle a fait pendant six siècles de ce droit d'usages, sans qu'il y ait jamais eu la moindre plainte contr'elle. On voit même l'Abbaye, sans vouloir perdre un droit si intéressant, ne l'exercer qu'avec la plus grande retenue, ne recourir aux forêts de l'Evêché que dans les besoins qu'elle en a pour ses bâtimens. On la voit même, lorsque ses facultés le lui permettent, prendre dans sa propre forêt d'Autrey, tous les bois que ses titres l'autorisoient à prendre dans les forêts de l'Evêché.

Peut-être n'avoit-on pas encore présenté dans son vrai jour, ce droit d'usages de l'Abbaye; droit réel, aussi solidement établi par la Fondation, & par une possession de six cens ans, que la propriété de la Forêt d'Autrey, comme on le verra dans l'article suivant.

Ce qui avoit répandu quelque obscurité sur cet objet, c'est le peu de soin qu'on a eu de distinguer deux époques principales dans l'exercice de ce droit d'usage, qui y mettent une différence totale; sçavoir, l'époque qui a précédé l'Arrêt de 1721, & dont on vient de parler, & celle qui l'a suivi. C'est cet Arrêt dont on parlera dans la suite, qui, en confondant dans ses dispositions l'exercice que faisoit l'Abbaye de ce double droit de propriété & d'usages, a occasionné cette confusion.

On vient de voir qu'avant cet Arrêt, l'Abbaye étant propriétaire & usagere, n'exerçoit cette dernière qualité que pour ses besoins en fait de bois; comme propriétaire, elle faisoit de ses propres bois l'usage qu'elle croyoit lui être

le plus lucratif; de là une forge, une scirie, une tuillerie qu'elle tenoit plus ou moins en activité, suivant les circonstances & suivant qu'elle y trouvoit plus ou moins d'avantages : ces usines lui avoient paru les moyens les plus propres pour mettre à profit sa propriété; & elles étoient alimentées par les bois de l'Evêché, lorsque les bâtimens appartenant à l'Abbaye le requéroient.

Voilà donc quel a été son premier état en vertu de la Fondation, & pendant six siècles jusqu'en 1721.

Alors les Religieux se voyant à la veille de devenir les victimes du crédit de l'Evêché, à la Cour de Lorraine, après l'avoir été de la violence de ses Officiers, se réservèrent, quelque Règlement qu'on fit, la conservation de leurs anciens droits que l'Abbaye exerçoit auparavant, comme propriétaire & comme usager. L'Arrêt de 1721 intervint; il a eu son exécution jusqu'en 1735.

Lorsque l'Abbaye a vu que seul le sieur de Saint-Simon & le sieur de Montmorency-Laval ne vouloient point exécuter les dispositions de cet Arrêt, quelque favorables qu'elles soient à l'Evêché, elle a réclamé ces mêmes droits, ainsi que cet Arrêt les lui avoit conservés. C'est alors & depuis ces nouvelles vexations, qu'elle a dit que toutes les forêts de l'Evêché étoient devenues ses tributaires; qu'elle a dit que ses droits sur les forêts de l'Evêché étoient illimités, puisqu'en effet, du moment qu'on lui a ravi la forêt d'Autrey, c'étoit dans les forêts de l'Evêché qu'elle devoit se remplir du double droit de propriété & d'usages que lui donne la Fondation; & puis-que, par ce même Arrêt de 1721, ces droits lui sont conservés, quoique l'exercice en ait été mis sous la dépendance de l'Evêché, parce qu'en même tems que cet Arrêt lui laisse des droits de propriété, il ne lui donne que le titre d'usager.

L'Abbaye sçait donc bien que son état actuel n'est point son premier état, mais celui où la réduit un Arrêt injuste; état cependant dont on ne peut la tirer, qu'en remettant toutes choses en règle, qu'en faisant rentrer l'Evêché & l'Abbaye dans l'ordre prescrit par la Fonda-

tion qui fait, & doit toujours faire leur Loi suprême, & dont on n'a jamais pû s'écarter, que par une injustice & une mauvaise foi manifestes ; qu'en remettant enfin l'Abbaye dans l'état que lui assurent cette même Fondation & une possession de six cens ans.

### CINQUIEME PROPOSITION.

*Le double droit de propriété & d'usages que reclame l'Abbayé est constaté par une possession de plus de six cens ans, appuyée des titres les plus formels & les plus positifs.*

1°. La chartre de Bertrand de 1187 confirme la façon Droit d'usages. dont on vient d'expliquer la Fondation, quant aux droits d'usages donnés à l'abbaye ; *si que verò in finibus ejus, scilicet Alteriaci, ad ædificationem sunt in omnibus usibus utilia, nullo prohibente, sive contra dicente sumantur.*

2°. La chartre d'Adémard de 1347 ne laisse aucun doute à ce sujet ; après avoir dit qu'il a vu, tenu & lu plusieurs Lettres scellées du scel de plusieurs de ses Prédécesseurs, confirmées par la Cour de Rome, saines & entières sans nulle corruption, il reconnoît entr'autres avoir été donné à l'Abbaye à toujours, & sans rappeler & sans aller à l'encontre, un usage de bois, qu'il laisse également dans son illimitation.

Il y explique clairement en quoi consiste le droit de pâture donné par le Fondateur à l'Abbaye dans tout le ban de Remberviller, *cum pasturis totius banni de Rembertiviller. Voulons & consentons que lesdits Religieux puissent mettre en nos bois de Remberviller, jusqu'à la somme de trois cents porcs franchement, sans payer nul débit, ni à nous, ni à aucuns de nos sujets ou Officiers, pour tout le tems qui est à venir.*

Il s'exprime avec la même clarté sur un droit d'usages pour la forge d'Autrey : *Voulons encore, & à ce nous consentons, que lesdits Religieux d'Autrey prennent & puissent panre charbon en nosdits bois du ban de Remberviller,*

pour leur forge en la forme & maniere qu'ils en ont usé jusqu'ici.

Voilà qui prouve clairement que l'usage de bois accordé à l'Abbaye par le Fondateur n'étoit pas dans l'intérieur des limites du territoire qui lui étoit donné, mais *in finibus*; c'est-à-dire, dans les confins ou voisinage du canton d'Autrey.

Suivant la Bulle & les Chartres antérieures à celle d'Adémard, l'on remarque que la Châtellenie de Remberviller étoit composée de trois bans : le premier, le ban de Remberviller qui confine à celui d'Autrey, *Bannum de Remberviller*. Le second, le ban de Noffoncourt, composé du lieu de ce nom & de plusieurs Villages, *In banno de Noffoncourt*. Le troisième, le ban d'Autrey, *Bannum hujus loci in manu nostrâ retinuimus*. Lors donc qu'Adémard veut que l'Abbaye puisse prendre du charbon pour sa forge dans ses bois du ban de Remberviller : il est incontestable que cet usage de bois s'exerçoit hors du territoire d'Autrey. Qu'opposent les Agens de l'Evêché à cette Charte ?

Ils la divisent d'abord en deux parties : ils prétendent que, dans la première, Adémard confirme les concessions confirmées par la Bulle de Luce III.

Cela est vrai ; il les reconnoît en général.

*Ibid.* p. 50.

Ils ajoutent qu'Adémard n'avoit point la Bulle de Luce III : il se souvient seulement qu'il l'a vue en bonne forme, entière, sans nulle corruption.

Les Agens avancent ce fait contre l'énoncé de la Charte par laquelle il est d'ailleurs manifeste que ce Prélat avoit entre les mains l'acte de fondation ; & la confirmation qu'en avoit fait Thierry, successeur immédiat d'Etienne de Bar ; mais ces titres ont disparu des archives de l'Evêché.

Les Agens de l'Evêché, suivant toujours leur système, prétendent que l'usage de bois que reconnoît Adémard, est la permission accordée par le Fondateur aux premiers Religieux de prendre dans sa Forêt d'Autrey quelques maté-

*riaux pour la construction de l'Eglise.*

Ils ne veulent pas appercevoir dans cette Chartre qu'Adémard reconnoît que *c'est à toujours, sans rappeler*, que cet usage de bois a été accordé à l'Abbaye. S'ils daignent y faire attention, ils verroient qu'il ne peut pas être question de matériaux une fois donnés pour la construction de l'Eglise, mais d'un usage de bois perpétuel. Et ils conviendroient de bonne foi qu'Adémard sçavoit mieux qu'eux, quels étoient les droits dont jouissoit & dont devoit jouir l'Abbaye, & la maniere dont elle exerçoit ses droits en vertu de sa fondation. On leur a d'ailleurs démontré jusqu'au plus haut degré d'évidence que le Fondateur avoit donné en propriété à l'Abbaye la forêt d'Autrey; & qu'ainsi cette prétendue permission d'y couper des bois est illusoire.

Les Agens de l'Evêché passent ensuite à la seconde partie de cette Chartre.

L'on remarquera que cette seconde partie, ainsi qu'ils l'appellent, commence par ces mots : *encore est à sçavoir que nous, de grace spéciale, & pour éviter aucuns débats & discors qui pourroient mouvoir ou être mûs entre nous, nos Gens ou Officiers & lesdits Religieux.*

Ainsi les *graces spéciales* sont une décision en faveur du droit de l'Abbaye contre les vexations qu'elle essuyoit de la part des Officiers de l'Evêché : voici d'abord comme s'expriment les Agens.

*La premiere est une aumône de charbon qu'il permet de prendre dans les bois où sans doute il en faisoit faire, (c'est du charbon qu'il donne & non du bois pour en faire) & le Prélat n'en faisoit pas tous les ans. C'étoit donc une grace momentanée.*

*Ibid. p. 51.*

A entendre ces petits détails, ainsi rendus par les Agens du sieur Evêque de Metz, on croiroit qu'ils y étoient, ou qu'ils ont sous leurs yeux les états de la maison d'Adémard; mais, comme ils ne parlent point avec plus d'exactitude des tems présens que des tems passés, laissons leur faire

tous leurs romans , écoutons Adémard qui y étoit véritablement.

*Voulons encore , & à ce nous consentons , que les Religieux d'Autrey prennent & puissent paître charbon en nos bois de Remberviller pour leur forge , en la maniere qu'ils en ont usé jusqu'ici.*

Ce n'étoit donc point une grace spéciale , une grace nouvelle : l'Abbaye , comme on le voit , étoit en possession d'exercer ce droit d'usage dans les bois du ban Remberviller.

Cela est plus positif que toutes les allégations des Agens de l'Evêché.

*Ibid. p. 52.*

*La seconde grace spéciale , continuent les Agens , concerne la glandée. Les Religieux avoient mis à la glandée un plus grand nombre de porcs qu'ils ne devoient en mettre pour leurs besoins personnels ; les Officiers de l'Evêché vouloient leur faire payer l'excédent.*

Cette grace n'étoit point non plus une grace spéciale , ni une grace nouvelle : *Cum pasturis totius banni Remberviller & totius banni de Nossuncurt* , disent la Bulle de Luce III & la chartre de Bertrand : or une étendue aussi considérable que tout le ban de Remberviller & tout le ban de Nossoncourt , accordée par la Fondation à l'Abbaye , pour la grasse pâture , comporte beaucoup au-delà de trois cens porcs ; c'étoit donc plutôt restreindre qu'étendre le droit de l'Abbaye , que de fixer à ce nombre la quantité de porcs qu'elle étoit autorisée à mettre à la Glandée dans tout le ban de Remberviller : *Cum pasturis totius banni Rembertiviller.*

Toujours des faits supposés par les Agens du sieur Evêque de Merz dans les titres mêmes qu'on a sous les yeux. Il n'est pas dit un seul mot de ce que prétendent les Agens , que l'Abbaye avoit mis à la glandée un plus grand nombre de porcs qu'elle <sup>ne</sup> devoit , pour ses besoins personnels ; le reproche qu'on lui en fait auroit ~~été~~ été ridicule. Il faut croire que les Officiers de l'Evêché avoient assez de discernement  
pour

pour appercevoir que le Fondateur n'avoit pas donné à l'Abbaye tout le ban de Rembertiviller<sup>T</sup> pour la grasse pâture (1) afin qu'elle n'y envoyât à la glandée que les porcs dont elle avoit besoin pour sa consommation; une pareille étendue n'étoit pas nécessaire pour un objet aussi mince, mais il est clair que les Officiers de l'Evêché commençoient à exiger qu'on leur payât l'exercice de cette glandée; & Adémard décide que *l'Abbaye mettra trois cens porcs*, comme elle avoit sûrement coutume de faire, *de quelque lieu qu'elle les puisse avoir franchement, sans payer nul débit, à nous, ni à aucuns de nos Officiers, pour tout le temps qui est à venir.*

Les Agens de l'Evêché ne se sont point contentés des objections auxquelles on vient de répondre; ils ont encore voulu jeter des doutes sur l'authenticité de cette Chartre, mais on leur a fait voir que la copie en parchemin que produit l'Abbaye, 10. a été collationnée plusieurs fois sur l'original, auquel elle s'est trouvée conforme, ce qui est attesté par le témoignage de quatre Notaires.

20. Elle a été aussi collationnée en 1601 par le sieur Aubertin, Chancelier de l'Evêché, qui atteste encore sa parfaite conformité avec l'original qui devoit être alors dans les Archives de l'Evêché.

30. Et que c'est enfin d'après cette même copie présentée au Cardinal Charles de Lorraine, que ce Prince rendit un jugement en 1601, en faveur de l'Abbaye.

Les Agens du sieur Evêque de Metz ont donc mauvaise grace de vouloir aujourd'hui suspecter l'authenticité de cette Chartre.

Il reste donc établi: 1°. qu'avant Adémar, l'Abbaye jouissoit d'un droit d'usages en bois, lequel est reconnu perpétuel par ce Prélat; que ce droit d'usages consistoit

---

(1) *Cum pasturis totius Banni Rembertiviller & pasturis totius Banni de Nozuncourt*, dit la Bulle de Luce III.

dans les bois dont elle avoit besoin pour l'entretien des bâtimens qui lui appartenoient.

2°. Qu'avant Ademar l'Abbaye uſoit du droit de prendre dans la Forêt de Remberviller le bois qui lui étoit néceſſaire pour ſa forge à façonner le fer.

3°. Que quoiqu'Ademar ne parle qu'en détail de deux droits d'uſage, parce que c'étoit ſur ces deux droits que les Officiers de l'Evêché avoient élevé quelque conteſtation, ſavoir, ſur la franchise du droit de glandée, fixée à 300 pores, & ſur le droit de prendre du bois dans la même Forêt de Remberviller, pour la forge ; il reconnoît que l'Abbaye jouiſſoit d'un droit d'uſage qu'il laiſſe dans ſon illimitation, & qui comprenoit par conſéquent les autres beſoins de l'Abbaye.

Outre ſa forge elle avoit une ſcirie, & une tuillerie, ce qui avec le marnage, l'aſſouage, & le charonnage, conſtitue les ſept droits dont elle a parlé dans toutes ſes écritures, & dont elle a toujours joui, puisſqu'elle n'avoit que ces moyens d'uſer de ſon double droit de Propriétaire de la Forêt d'Autrey, & d'uſagere dans les Bois de Remberviller.

Elle n'a jamais déſavoué que, lorsqu'elle a formé ſes diverſes uſines, telles que ſa ſcirie, ſa forge, & ſa tuillerie, elle n'en prit l'aliment dans ſes Bois d'Autrey, de même que dans ceux de Remberviller, lorsque ſes beſoins l'exigeoient; ſouvent même de préférence dans les premiers, lorsque les circonſtances le lui permettoient, mais cela ne prouve que ſa modération ; & en effet, l'Evêché de Metz doit certe juſtice à l'Abbaye, que dans toutes les querelles que lui ont ſuſcités les Officiers de l'Evêché, ceux-ci n'ont jamais eu à ſe plaindre qu'elle ait abuſé de ſon droit d'uſage ; auſſi voit-on les ſucceſſeurs du Pondacteur, à qui ils étoient redevables de la Châtellenie de Remberviller, ſe faire un devoir de remplir exactement les vues de leur bienfaiteur, en arrêtant les vexations de leurs Officiers, & en protégeant conſtam-

ment. l'Abbaye contre leurs injustes entreprises. Aussi les allarmes qu'on a feint de la part de l'Evêché de Metz, sur l'exercice des droits de l'Abbaye, n'ont elles éclaté pour la première fois, que lorsque les Agens de l'Evêché ont voulu la dépouiller & l'empêcher ensuite de revendre ce qu'on lui enlevait.

En 1600 les Officiers de l'Evêché de Metz voulurent troubler quelques particuliers dans la jouissance des acensemens qui leur avoient été faits par l'Abbaye : en conséquence les Abbé & Religieux présentèrent une Requête à Charles de Lorraine, Evêque de Metz, & lui exposèrent que leur dotation, *consistoit en une grande & notable étendue de terres, bois, haies, & buissons, bornés & limités par les deux montagnes de Chilli, celle d'Autrey, les ruisseaux de Chelmini, rivière de Mortagne, & Val-des-Sapins..... suivant & en conformité de laquelle donation, les Supplians & leurs prédécesseurs auroient de tout tems non-seulement cultivé quantité de terres sises & comprises dans ledit circuit, mais aussi en auroient fait divers acensemens à plusieurs particuliers.... selon les occurrences qui se sont présentées ; auquel droit & pouvoir d'acenser...., ils ont été tellement maintenus par vos prédécesseurs, qu'étant remonté à feu d'heureuse mémoire, Monseigneur le Cardinal de Lorraine (a) comme un sien Receveur de Remberviller, auroit acensé à ladite contrée, audit circuit, pour le profit de votre recette, il auroit voulu que ledit acensement fut nul, & en laisser le profit aux Supplians, qui produisirent les lettres d'acensemens antérieures.*

Propriété de tout le territoire & de la Forêt d'Autrey, appartenants à l'Abbaye.

Celui dans lequel les Officiers de l'Evêché vouloient les troubler, étoit l'acensement que l'Abbaye venoit de faire de la basse des sept Fontaines, située au milieu de la Forêt d'Autrey, avec pouvoir d'essarter, de défricher, de

---

(a) Mort en 1574.

bâtir maison, d'avoir affouage, marnage & pâturage.

Charles de Lorraine par son décret renvoya ladite Requête aux Gens de son Conseil-Privé à Vic, *pour entendre & connoître du contenu en icelle, s'en informer & lui en faire leur rapport bien ample, avec leur avis, afin d'en ordonner ce qu'il jugera être de droit & raison.*

Le Conseil commit & députa le Procureur Général & le grand Gruyer de l'Evêché (C'étoient ceux-mêmes qui avoient causé le trouble, mais qui ne purent se refuser à l'évidence des faits & des raisons.) *pour visiter & reconnoître les efforts & acensemens déclarés en la présente Requête, & s'informer exactement du contenu en icelle, pour du tout dresser Procès-verbal, & pour en faire rapport par écrit, afin que icelui vû au Conseil, il soit par nous satisfait au décret de Monseigneur. Fait au Conseil, à Vic, le 28 Janvier 1600.*

Après avoir vu le rapport par écrit desdits Procureur Général & grand Gruyer, Contrôleur, &c ; oui l'avis de son Conseil, Charles de Lorraine, par son jugement du 12 Mai, ordonna la levée de la saisie faite sur les particuliers, à qui l'Abbaye avoit acensé.

Malgré tout ce qui vient d'être exposé, les Agens du sieur Evêque de Metz répondent froidement que cet acensement *n'a été fait que par la permission du Cardinal de Lorraine.* Rien ne paroît les arrêter ni les embarrasser ; ils ont un plan d'attaque & de défense très-commode : supposer des faits qui n'ont jamais existé, nier simplement ceux qui existent.

Mais le contraire de ce qu'ils avancent est évidemment établi, puisque les Abbé & Religieux articulent de la façon la plus positive le droit qu'ils ont d'acenser, & dont ils ont joui de tout tems. Il faut avouer que ce n'est point là le langage de gens qui demandent une permission : d'ailleurs, bien-loin de leur disputer le droit qu'ils réclament, Charles de Lorraine, après le rapport de ses Officiers & l'avis de son Conseil, décide conformément à ce droit.

Une observation très-importante à faire, c'est dans

quelle contrée & dans quel circuit les Abbé & Religieux disent avoir ce droit ; ce circuit est désigné par les mêmes limites énoncées dans la fondation , & dans toutes les Chartres subséquentes. Or, la contrée dans laquelle les Religieux ont acensé , & qu'ils ont fait essarter , parce qu'ils l'ont jugée propre à être convertie en Prés , se trouve précisément dans la Forêt d'Autrey , que les Agens appellent *Forêt du mont d'Autrey* , & qu'ils veulent qui soit limite de la contrée donnée à l'Abbaye. Donc les Religieux en 1600, *ces anciens, qui selon le S. Evêque de Metz savoient mieux ce qui appartenait à leur Abbaye* , étoient bien persuadés que cette Forêt faisoit partie de leur dotation : donc l'Evêché de Metz en 1600, étoit également convaincu de cette vérité , puisqu'il prononce en faveur d'un droit qui ne peut émaner que de la seule propriété : donc la propriété de la Forêt d'Autrey étoit incontestablement reconnue appartenir à l'Abbaye.

En 1601, les Officiers de l'Evêché voulurent imposer une redevance de 300 francs, sur les 300 porcs que l'Abbaye avoit droit de mettre à la glandée dans les bois de Remberviller.

Heureusement ils eurent la même bonté que les agens actuels du sieur Evêque de Metz , de ne pas compter les Religieux avec leurs 300 porcs ; mais comme les Officiers furent déboutés par jugement du 18 Juin 1601 , de leurs prétentions sur les porcs , il y a tout lieu de croire que ces Officiers n'eussent pas été mieux accueillis s'ils eussent voulu les étendre sur les Religieux.

Avant de continuer la discussion des titres qu'à produits l'Abbaye , il convient de s'arrêter sur les seuls titres que l'Evêché a présentés , qui ne lui soient point communs avec elle.

Le premier, qui est un Procès-verbal de 1605 , ne l'a été dans toutes ces contestations, que par les Agens du sieur Evêque de Metz.

L'autre qui est de 1607 , ayant été signifié par les Agens du sieur de Coislin , comme contenant les vrais droits de l'Abbaye , dans le Procès qui précéda l'arrêt de 1721 ,

Nouvelle  
preuve du droit  
de glandée  
pour trois cens  
porcs.

*ibid. p. 42*

Deux seuls  
titres qu'a pro-  
duits l'Evêché  
& qui ne lui  
sont pas com-  
muns avec  
l'Abbaye.

*ibid. p. 42*

l'ayant été également par feu le sieur de S. Simon, & l'étant encore aujourd'hui par le sieur Evêque de Metz, il est nécessaire, malgré l'ordre des dates, de le faire passer le premier.

Cas qu'on  
doit faire de  
ces deux pieces

Quoique l'ignorance, l'incapacité des Religieux d'Autrey, & la terreur dont ils furent saisis dans le Procès que leur suscitèrent les agens du sieur de Coislin, ne leur permirent pas d'appercevoir combien le Procès-verbal de 1607 est fautif & vicieux, l'Abbaye n'en est pas moins fondée aujourd'hui à rejeter ce prétendu Procès-verbal.

1°. Il a été fait à son insçu : on n'y a point appelé l'Abbé, ni les Religieux d'Autrey, ni personne pour eux ; aussi n'y ont-ils point comparu, ni par eux-mêmes, ni par aucun autre, comme le Procès-verbal le prouve ; or, une pareille piece ne peut avoir quelque autorité, qu'autant qu'elle a été contradictoirement faite avec les Parties intéressées, sans quoi chacun pourroit se faire des titres, comme il lui plairoit, pour les produire cent ans après.

2°. Il n'y a qu'à comparer ce Procès-verbal de 1607, avec la Requête & le Jugement de 1600, qu'on vient de rapporter, & avec le Procès-verbal de 1608, dont on parlera bien-tôt, titres communs à l'Evêché & à l'Abbaye, & l'on verra une contradiction frappante entre les faits incontestablement établis par ces deux pieces, & les faits supposés par le Procès-verbal de 1607, qui est l'ouvrage des seuls Officiers de l'Evêché.

3°. Enfin cette piece a déjà été juridiquement convaincue de fausseté dans les faits qu'elle avance en faveur de l'Evêché. 1°. Par un arrêt contradictoirement rendu vers 1680 entre l'Evêché & la Communauté de Houfferas, pour l'arpentage de la Fayne. 2°. En 1759, par un autre arrêt contradictoire entre le même Evêché & l'Abbaye d'Autrey. Ainsi l'Evêché ne sauroit tirer aucun avantage du Procès-verbal de 1607.

Cependant puisqu'il a été produit par les adversaires, l'Abbaye est autorisée à s'en servir contre eux pour le maintien des droits qu'on lui dispute aujourd'hui, & que les

agens du sieur de Coislin soutinrent en 1721 être les seuls, dont l'Abbaye devoit jouir ; ce qui fut exécuté par l'arrêt intervenu la même année, entre l'Evêché & l'Abbaye, même pour la tuillerie, quoiqu'oubliee dans ce Procès-verbal.

Voici ce qu'on lit dans l'original, folio 164, v°. *Les Abbé & Religieux d'Autrey prétendent avoir droit d'y prendre ( dans les hauts bois ) tous les bois nécessaires à leur assouage & marnage de leurs maisons , & le pouvoir de les prendre sans assignat , le droit d'une scie , en payant quelques planches à la recette de Remberviller ; de faire charbon autant qu'il leur en peut falloir pour le défrai de leur forge , & de mettre en tems de glandée jusqu'à 300 Porcs , soit ou non de leur nourriture.*

Folio 135. v°. Le Procès-verbal de 1607, s'exprime ainsi : *mondit sieur d'Autrey a en cette contrée ( dans le Territoire d'Autrey , sur la goutte de Chilimont ) une scie pour laquelle il prend tout le bois sapins qui lui est nécessaire , à quoi faire il se dit fondé non-seulement en longue possession mais en titres.*

Venons à présent au Procès-verbal de 1605.

Il étoit réservé aux agens du sieur Evêque de Metz d'être les premiers à le produire au grand jour ; l'impétueux M. de S. Simon n'avoit osé le faire ; cette pièce existoit vraisemblablement lors du Procès du sieur de Coislin ; ses agens n'en firent aucun cas. Le sieur de S. Simon se borna à faire essayer par les siens, si elle feroit quelque impression sur les Religieux d'Autrey. Le sieur Jacquot, Receveur de ce Prélat à Remberviller, en parla au Prieur actuel d'Autrey, comme d'une pièce foudroyante. Le Prieur lui demanda d'en voir quelques articles, le Receveur lui lut précisément l'article rapporté dans les Mémoires du Sr Evêque de Metz, le Prieur répondit avec vivacité, *c'est un titre faux, L'Abbé n'a point comparu ; montrez moi sa signature* : le Receveur s'arrêta tout court, referma ce Procès-verbal, & il n'en fut plus question dans la longue querelle entre le sieur de S. Simon & l'Abbaye.

Ce Procès-verbal paroît enfin aujourd'hui , & voici l'article qu'en ont extrait les Agens contre les demandes de l'Abbaye.

*M. l'Abbé d'Autrey doit par chacun an à Monseigneur, au terme de S. Remi, pour reconnoissance de la permission à lui octroyée de bâtir, comme il a fait, une scirie ès bois de Monseigneur, sur le ruisseau des vieux Autrey, au-dessous ou souloit être un étang, deux charées de planches, cy, deux charées de planches.*

*Ledit sieur Abbé comparant, personnellement oui, a reconnu ladite redevance de planches, & l'obligation de les payer, tant & si longuement que la scirie sera en être.*

*ibid: p. 136.*

*D'où il résulte, disent les agens, 1°. Que le moulin à planches ou scirie de Chilimont n'existe pas depuis six cents ans.*

*2°. Que cette scirie n'a existé qu'au commencement du siècle dernier, puisqu'elle n'a été construite que sous l'Épiscopat, & par la permission du Cardinal de Lorraine, mort en 1607.*

C'est bien dommage que ce prétendu Procès-Verbal, ou papier terrier, ainsi que l'appellent les agens du sieur Evêque de Metz, n'ait point été connu des agens du sieur de Coislin, & il est bien extraordinaire que le sieur de Saint-Simon, qui le connoissoit, ne l'ait pas crû digne de voir le jour. Quel avantage n'en auroit pas tiré son Prédécesseur, & lui sur-tout ? Le premier, pour ne pas souffrir qu'on assignât deux cents cinquante sapins pour alimenter cette scirie ; & le second, pour faire connoître que l'Arrêt de 1721 n'avoit accordé ces deux cents cinquante sapins, que parce qu'on ignoroit alors l'origine de la scirie de Chilimont ; armé du Procès-Verbal de 1605, il auroit confondu & terrassé toutes les prétentions & les demandes de l'Abbaye.

Quel peut donc être le motif de la retenue singulière & du profond silence du sieur de Saint-Simon sur cette piece dans une circonstance où il auroit pû en tirer un parti si avantageux ? C'est qu'il l'avoit examinée ; c'est qu'il

qu'il l'avoit comparée avec les titres & les Procès-Verbaux qui l'avoient précédée & suivie : c'est qu'il avoit été frappé de la contradiction qu'il y a entre ce qu'on fait dire au même Abbé en 1605, & ensuite en 1607, où il détruit tout ce qu'on prétend qu'il a dit deux ans auparavant. *Mondit sieur d'Aurey a en cette contrée une scie pour laquelle il prend tout le bois sapin qui lui est nécessaire : à quoi faire il se dit fondé non-seulement en longue possession, mais en titres.*

Peut-on démentir plus complètement ce qu'on suppose qu'il a dit en 1605, aucun des Officiers de l'Evêché n'ose le contredire en lui rappelant en 1607, ce qu'il disoit lui-même deux ans auparavant.

Quelle preuve plus évidente de la fausseté de ce prétendu Terrier de 1605, & même de celui de 1607 ? N'est-il pas manifeste que les Officiers de l'Evêché de Metz cherchoient à faire des titres à leurs maîtres, titres fabriqués dans les ténèbres d'où ils n'auroient jamais dû sortir.

En voilà plus qu'il n'en faut pour faire tomber toutes les conséquences que les agens du sieur Evêque de Metz voudroient tirer de ce prétendu Procès-Verbal : elles tombent d'elles-mêmes dès que le titre est démontré apocryphe. Qu'ils montrent cette convention, ce contrat dont ils parlent, entre le Cardinal de Lorraine & l'Abbé qui s'y oblige à *payer deux chartées de planches pour la permission.*

*Ibid. p. 39.*

Mais l'Abbaye a payé une redevance en planches ; quelle est la cause de cette redevance ?

Il est vrai qu'il y a deux ou trois anciens comptes de l'Abbaye qui parlent d'une redevance de cinquante planches envers la recette de Remberviller. Voilà d'abord une très-grande différence entre cinquante planches, & les deux chartées de planches à payer suivant le Procès-Verbal de 1605, défavouées même deux ans après par le Procès-Verbal de 1607.

Il y a encore une seconde observation à faire ; c'est

F



qu'il y a plus de soixante-dix ans que cette redevance n'a été payée, & qu'on désire de prouver le contraire.

Quelle est donc l'origine d'une redevance dont les titres respectifs ont prouvé l'existence, & qui a cessé d'avoir lieu depuis si long-tems.

Cette redevance paroît avoir une cause certaine, l'Evêché l'aura exigée contre la teneur de la fondation pour les Sapins que l'Abbaye coupoit, comme usager, dans les bois de Remberviller; à quoi elle aura d'abord acquiescé pour éviter des contestations; voici ce qu'on trouve dans un compte de l'Abbaye de 1670.

*La scirie scise dans le terrain d'Autrey, appartenante pour la moitié aux Religieux, contre M. l'Abbé pour l'autre moitié, pour laquelle l'Abbaye a droit de faire couper sans marque dans les bois d'Autrey & de Remberviller, moyennant une redevance annuelle de cinquante planches, à la recette de Monseigneur, laquelle redevance est seulement pour lesdits bois de Remberviller.*

L'on ne voit point de part ni d'autre le moment où les Religieux cessèrent de payer cette contribution; mais on voit clairement qu'ils ne la payerent plus lorsque l'Evêché de Metz de son côté fit construire une scirie à la même rive droite du ruisseau de Chilimont sur un terrain appartenant à l'Abbaye; ce qui est suffisamment établi par une lettre de 1712 du sieur Thorel, Avocat & Conseil du sieur de Coislin; où il s'exprime en ces termes.

*Sur la seconde difficulté, comme les titres respectifs portent la redevance de cinquante planches annuellement au domaine de l'Evêché, & que les Religieux prétendent qu'au moyen de la liberté qu'ils ont accordée de construire la nouvelle scirie sur ce ruisseau qui leur appartient, il a été convenu entr'eux & M. Brachet, au nom de Monseigneur, qu'ils seroient quittes à l'avenir de cette redevance; de quoi il n'y avoit rien eu d'écrit: il a été déterminé d'écrire à M. Brachet, pour sçavoir de lui la vérité de ladite convention, pour après sa réponse terminer à l'amiable cette difficulté.*

Or la certitude de cet arrangement verbal & amiable est bien constatée par la cessation, toujours soutenue depuis comme auparavant, du paiement de la redevance ; & il ne reste plus de doute là-dessus après l'Arrêt de 1750, qui, ayant maintenu l'Evêché dans ladite scirie de Blanchefontaine, n'a plus parlé de la redevance de l'Abbaye, quoique cet Arrêt dont elle a obtenu la cassation, lui adjuge également deux cens cinquante sapins tous les ans pour sa scirie de Chilimont.

Mais il suffit que cette redevance ait été seulement demandée, pour que l'Abbaye, à qui elle est objectée, en tire une nouvelle preuve en faveur de ses droits de propriété & d'usage.

Car enfin cette redevance prouve évidemment que l'Abbaye coupoit des sapins ; or elle ne pouvoit les couper que dans la Forêt d'Autrey, dont elle étoit Propriétaire, ou dans la Forêt de Remberviller, où elle étoit usagère ; elle n'avoit aucun droit ni usage de bois ailleurs ; la situation même de la scirie sert à le prouver ; cette scirie a été construite à dessein, à une égale portée de ces deux Forêts.

Le sieur Evêque de Metz, prétend que ce ne peut point être dans une Forêt appartenante à l'Evêché, car on n'auroit pas laissé construire à l'Abbé sa scirie, *s'il eut osé faire la ridicule proposition de lui fournir des sapins.*

Pag. 37.

L'Abbé n'avoit pas besoin de faire cette proposition ; son droit étoit reconnu par l'Evêché, & les comptes de l'Abbaye de 1670 le confirment. L'on a d'ailleurs prouvé aux Agens du Sr Evêque de Metz, que l'Abbaye avoit un droit d'usage dans les bois de Remberviller, *si aliqua ad ædificationem sunt in omnibus usibus utilia sumantur* ; droit reconnu par Ademard, &c. Mais du moins faut-il qu'ils conviennent que c'est donc dans la Forêt d'Autrey que l'Abbaye faisoit couper ces sapins.

Les Agens de l'Evêché ont senti toute la force de cette difficulté ; elle est trop frappante. Ne pouvant y répondre, & pour tâcher de l'éluder, ils ont, à leur ordinaire, re-

cours aux fictions, lorsque les réalités leur manquent. Ils ont apperçu que, dans l'aveu & dénombrement fait par l'Abbaye, à la Chambre Royale de Metz, en 1681; il étoit question de plus de trois mille arpens de bois dans la Seigneurie de Fremi-Fontaine, acquisition faite par l'Abbaye long-tems après la fondation: enchantés de cette heureuse découverte, ils se sont permis de présenter ces bois comme les seuls qui appartenissent à l'Abbaye, & qui ayent pu être employés pour alimenter la scirie;

Pag. 42. *si les adversaires, disent-ils, n'avoient pas produit l'aveu de 1681, il auroit été impossible de découvrir si l'Abbaye avoit des Bois, & de pénétrer les raisons de la construction de la scirie.*

Il est bien étonnant que les agens du Sr. Evêque de Metz ayent lu tous les titres qu'a produit l'Abbaye depuis la Bulle de Luce III, de 1182, jusqu'au dénombrement de 1681, & que ce ne soit que par la lecture de ce dernier, qu'ils ayent enfin découvert que l'Abbaye avoit des Bois. Sont-ils de bonne-foi, quand ils parlent ainsi? Et à qui se flattent-ils d'en imposer, en tenant un pareil langage? De semblables ressources prouvent l'embarras extrême des Agens; ils ne sauroient se dissimuler que l'Abbaye a toujours coupé des bois pour sa forge & pour ses autres usines, soit dans la Forêt d'Autrey, en sa qualité de Propriétaire, soit dans celle de Remberviller, comme usagere, lorsque les circonstances l'exigeoient: s'ils osoient le nier, six siècles déposeroient contre eux. Au moyen de la singulière découverte qu'ils viennent de faire, voilà la Forêt d'Autrey & celle de Remberviller libres, l'Abbaye n'y a jamais coupé, elle avoit les bois de Fremi-Fontaine, elle vouloit en profiter, disent-ils, & faire des terres labourables. C'est pour convertir ces bois en planches qu'ils avoient fait une scirie sur le ruisseau de Chilimont.

*Ibid.*

Que les Agens du sieur Evêque de Metz nous permettent de leur faire quelques observations. Ne leur paroît-il pas bien extraordinaire que l'Abbé ait imaginé d'aller construire une scirie sur le haut du ruisseau de Chilimont,

à une distance aussi considérable des bois que cette scirie devoit exploiter, & qui ne pouvoient y être transportés qu'avec beaucoup de peine & à grand frais ? Ne leur paroîtroit-il pas plus simple & plus naturel ( les Bois de Fremi-Fontaine étant sur les bords de la Mortagne, au-delà des limites ) que l'Abbé eût fait construire sur cette rivière une scirie, qui auroit été si à portée de ces Bois, & en même tems plus voisine des lieux marchands & du Monastere ? Et en supposant pour un moment que le ruisseau de Chilimont & la rivière de Mortagne appartiennent à l'Evêché, comme le prétendent les Agens, n'étoit-il pas égal à l'Abbé, & même plus commode pour les raisons qu'on vient de dire, de payer cette redevance sur la Mortagne si voisine des bois qu'on vouloit exploiter, que d'aller chercher à la distance de deux lieues, & par des chemins si difficiles, un terrain, pour y construire une scirie ?

Indépendamment de raisons aussi frappantes, cette idée d'aller bâtir une scirie sur le haut du ruisseau de Chilimont, que les Agens du sieur Evêque de Metz prêtent à l'Abbé pour y scier ses bois de Fremi-Fontaine, leur paroîtra bien plus extravagante encore, quand ils sauront qu'à l'époque dont ils parlent, l'Abbé en sa qualité de Seigneur de Fremi-fontaine, pouvoit établir une scirie sur la gauche de la Mortagne, tout à côté de ses Bois, sans que personne pût le trouver mauvais, & sans avoir de redevance à payer.

Ces réflexions seroient suffisantes pour dissiper l'illusion qu'ont crû faire les Agens de l'Evêché, par la prétendue découverte des Bois de Frémi-Fontaine, exploités à la scirie de Chilimont, & cette découverte si merveilleuse est anéantie par le fait.

Les Bois de la Seigneurie de Frémi-Fontaine, consistant en 2816 arpens n'appartiennent point à l'Abbaye. Les Agens du sieur Evêque de Metz diront le contraire tant qu'il voudront, ils ne le prouveront jamais, il est même incompréhensible qu'ils osent encore l'avancer après qu'on leur a démontré par l'aveu même de 1681,

que l'Abbé n'a dans cette Seigneurie, ni bois, ni terres; qu'il n'y possède que la haute-Justice, à raison de laquelle il n'a que les amendes & les confiscations pour les délits commis dans lesdits Bois. Quant au Bois de Voivrelles de 380 arpens, on le répète encore, les habitans de Pierrepont y ont leurs usages, & comme ces Bois n'excèdent point les droits des usagers, l'Abbé, suivant les loix de l'équité devant remplir tous ces droits en entier, leur a abandonné ces Bois.

Telle est l'histoire au vrai de ces 3000 & tant d'arpens de Bois de Fremi Fontaine qui, à entendre les Agens du sieur Evêque de Metz, ont alimenté la scirie en question, & dont cependant l'Abbaye n'a jamais coupé, ni pû couper un arbre. Si ces Agens vouloient agir franchement, ils se feroient assurés de la vérité, soit par eux mêmes, soit par leurs correspondans; & ils se feroient épargnés de longs raisonnemens pour établir un fait qui n'existe que dans leur imagination. Est-il donc permis de hasarder sans cesse des fables pour défendre une cause qu'on sent être très-mauvaise; & croit-on par des chimères présentées avec un ton d'assurance détruire des faits prouvés par une possession de 600 ans? Une pareille conduite de la part des Agens de l'Evêché, ne met-elle pas l'Abbaye dans le cas de rejeter sur eux le reproche qu'ils lui font sans fondement, & n'est-elle pas plus en droit de leur dire que cette obstination de leur part sert à manifester leur caractère, & qu'elle prouve le désagrément qu'il y a de défendre son bien contre des adversaires si persévérans à combattre la vérité par des faits inventés.

Pag. 43.

Nouvelles  
preuves de la  
propriété de  
tout le Canton  
& de la Forêt  
d'Autrey, appartenant  
à l'Abbaye.

Pag. 27.

Reprenons les titres produits par l'Abbaye.

En 1608, les Abbé & Religieux présenterent Requête, non pas comme disent les Agens du sieur Evêque de Metz, pour avoir la liberté de couper leur bois sans assignat, non pas pour qu'il fût permis à l'Abbaye de bâtir sur le petit terrain des sept Fontaines, mais pour se plaindre, 1°. De ce que les Officiers de l'Evêché vouloient assujettir l'Abbaye à cet assignat. 2°. De ce que ces

mêmes Officiers recommençoient à troubler les censitaires de l'Abbaye.

Dans cette Requête, l'Abbaye expose ce qui lui a été donné en propre & à perpétuité, comme terres, prés, bois, haies, & buissons; selon les limites désignées..... Item, la rivière de Mortagne depuis le lieu appelé Mossoux, jusqu'à un autre dit Baldonchamps, ensemble les ruisseaux circonvoisins.

Voilà les ruisseaux de Chilimont & du Sapiné qui se jettent dans la Mortagne, bien clairement exprimés.

Cette Requête produite par les Religieux, continuent les Agens, est de la plus grande importance: elle mérite l'attention du Conseil: cela est vrai.

Elle renverse tous leurs systèmes: nous allons voir ce qui en est.

Leurs prédécesseurs rebutés du peu de succès des prétentions hasardées en 1607, (a) voulurent obtenir la permission de couper leur bois sans assignat, & celle de bâtir sur le terrain des sept Fontaines, ( nous reprendrons ces deux objets) se déterminèrent à dire la vérité. Pag. 287

Cela n'est pas étonnant: les Officiers de l'Evêché avoient fait parler l'Abbé dans le prétendu terrier de 1605, & dans le Procès-verbal de 1607, au lieu que c'est lui même qui parle à présent.

Ils reconnurent par leur Requête que c'est aux bois limités suivant leurs titres; entre les deux Chilimonts, le mont d'Autrey & la goutte de Chilimont, jusqu'à la rivière de Mortagne, & de l'autre côté par le gué du Sapiné jusqu'à Mossoux, qu'ils ont usage & faculté de prendre sans

---

(a) C'est ainsi que parlent aujourd'hui les Agens de l'Evêché: ceux du sieur de Coislin disoient, en 1721, que l'Abbaye n'avoit d'autres droits que ceux qui étoient énoncés dans ce Procès-verbal de 1607. C'est-à-dire que les Agens ne cessent de jouer l'Abbaye, tantôt d'une façon, tantôt d'une autre: & toujours pour la dépouiller tout à fait.

assignat de qui ce soit, tous les bois à eux nécessaires, tant pour leur chauffage que pour leurs bâtimens & entretiens de l'Abbaye, usines & édifices en dépendans, en outre pour le charbon de leur forge, & les bois qu'il convient brûler en leur tuillerie.

Suppliant MM. d'ordonner très-expressement que dès-à-présent, pour l'avenir, à tout jamais, ils, ni leurs successeurs, soient troublés, inquiétés, ni empêchés par qui que ce soit en leur faculté & usage, de prendre aux bois ci-dessus déclarés & au district des limites, tout le bois qui leur sera nécessaire, tant pour leur chauffage, charbon pour leur forge, & bois pour leur tuillerie, comme aussi le bois merrain pour les bâtimens & réparations de ladite Abbaye, usines & maisons.

Pag. 29. C'est donc, concluent les agens, & nous concluons de même avec eux, aux bois déclarés & limités, aux bois que le Fondateur leur avoit donnés dans l'enceinte des limites par lui désignées, qu'ils avoient droit de prendre tout ce qui leur étoit nécessaire.

C'est-là, concluent encore les agens, c'est dans le terrain seulement donné par le Fondateur, qu'à l'époque de 1608, les Abbé & Religieux avoient droit de prendre le bois nécessaire pour leur chauffage, bâtimens, forge, tuillerie, & usines. Ce n'étoit donc ni dans la Forêt d'Autrey, (l'on ne s'attend pas à une pareille conclusion) ni dans les bois de Remberviller. C'est encore une autre affaire. Dans la contestation de 1608, il n'étoit question que de ce qui avoit été donné en propriété à l'Abbaye.

A peine les agens du sieur Evêque de Metz, ont-ils dit tout ce qu'on vient d'exposer, qu'ils paroissent se repentir des aveux qu'ils viennent de faire, & que la force de la vérité leur a arrachés malgré eux.

Ils croient détourner les conséquences qui retombent sur eux, en disant : les bois que les Religieux avoient au-dedans des limites n'existent plus ; mais parce qu'on les a détruits, l'Evêché doit-il en fournir ? N'apperçoit-on pas que la prétention est insoutenable. Il est donc évident, c'est  
la

la dernière conclusion des agens , *Que l'Abbaye n'a jamais eu la propriété de la Forêt d'Autrey.*

*Qu'objecte-t-on à cette démonstration ?*

On seroit en droit de leur demander *où est donc la démonstration ?* Il n'y a qu'eux qui puissent appeller ainsi un raisonnement, d'où ils concluent d'une manière diamétralement opposée à la vérité des faits qu'ils viennent d'exposer, à l'évidence même.

Suffit-il de dire, *que les Bois que les Religieux avoient au-dedans des limites n'existent plus, parce qu'on les a détruits ? Est-ce les Religieux qui les ont détruits ? Et quand est-ce qu'ils l'ont fait ? C'est-là ce qu'il faut prouver, ou ne pas se permettre de l'avancer.*

Comment auroient-ils détruit depuis 1608, des bois qui faisoient depuis la fondation, la principale & l'unique ressource de l'Abbaye ? Comment les Religieux auroient-ils détruit des Bois sans lesquels, comme ils le disent eux-mêmes, *ils n'avoient point, ou fort peu de moyens de s'entretenir, attendu même la situation de ladite Abbaye qui est dans les Bois, en une terre sabloneuse, infertile, & de fort petit rapport, ce qui sans doute a été bien considéré & reconnu par ledit feu Fondateur, &c*

Mais il est absolument faux que ces Bois soient détruits ; ils ont été dévastés, il est vrai, par le feu sieur de S. Simon, qui en a coupé mille arpens, qui ne produisent plus que de la bruyere; mais ces bois dans quelqu'état qu'ils soient, existent toujours, ils sont, & ne peuvent être autres que les bois de la Forêt d'Autrey.

L'on croiroit que les agens du sieur Evêque de Metz possèdent l'art merveilleux de la baguette. Les Bois que le Fondateur a donnés à l'Abbaye sont, par leur pouvoir, une Forêt enchantée ; elle disparoit à leur gré. Ils l'avoient anéantie en 1605 : à les entendre, les Religieux n'avoient alors d'autres Bois que ceux de Frémi-Fontaine.

Ces mêmes agens voient en 1608, trois ans après, ce même Abbé, ces mêmes Religieux, parler des bois

qu'ils ont en propriété dans l'intérieur des limites désignées : ils voient ces mêmes Religieux y couper sans assignat, comme ils l'avoient toujours fait : ils voient cette propriété reconnue par les Officiers de l'Evêché : ils sont forcés de la reconnoître eux-mêmes. Les agens ne sont point étonnés de la contradiction, où les jette cette nouvelle forêt, qui n'existant point en 1605, fournit à tous les besoins de l'Abbaye & de ses usines en 1608. Si cette forêt n'est pas la même que la forêt d'Autrey, qu'ils nous disent donc où elle étoit située à l'époque dont il s'agit. L'Abbaye avoit défriché depuis long-temps tout ce qui en avoit été tant soit peu susceptible & où le bois dépérissoit. Tous les acensemens qu'elle avoit pu faire, sont antérieurs à 1608. Où étoit donc située cette nouvelle forêt appartenante à l'Abbaye dans l'intérieur des limites en 1608? forêt qui existoit en 1619, encore en 1696, & même en 1713? Qu'est-elle devenue, si elle n'est pas la même que la forêt d'Autrey? Encore un coup de baguette de la part des Agens, elle a totalement disparu; mais heureusement ces Agens n'ont pas eu le même pouvoir sur toutes les limites désignées : ces limites existent toujours. Or, par le moyen de ces limites désignées, si les bois qu'elles limitoient ont disparu, nous trouverons du moins le terrain où étoient ces bois donnés à l'Abbaye, à moins qu'ils n'aient aussi fait disparaître le terrain. Nous leur dirons toujours : n'est-il pas vrai que les monts de Chilimont doivent circonscrire, entourer les fonds donnés à l'Abbaye, soit en terres, soit en prés, soit en bois? Montrez-nous donc quel est le terrain appartenant à l'Abbaye, qui soit entouré par les monts de Chilimont? Il n'y en a aucun, si la forêt d'Autrey ne lui appartient pas; montrez-nous quel est le fond donné à l'Abbaye depuis la source de la Goutte de Chilimont, jusqu'à un quart de lieue au-dessous, si la forêt d'Autrey n'appartient pas à l'Abbaye? Montrez-nous comment ce ruisseau qui a été donné pour limites, sans aucune exception & dans toute son étendue, aux fonds donnés à

l'Abbaye, lui sert de limites dans plusieurs parties, si la forêt d'Autrey n'appartient pas à l'Abbaye ? Montrez-nous comment le ruisseau du Sapiné donné encore pour limites aux possessions de l'Abbaye depuis sa source jusqu'à la Mortagne, lui sert de limite, si la forêt d'Autrey n'appartient point à l'Abbaye, puisque cette forêt le côtoie en quelque parties, comme vous êtes forcés d'en convenir vous-mêmes ? Ou avouez que les limites désignées par le Fondateur, sont nulles, vaines & chimériques ; convenez des contradictions dans lesquelles vous ne sauriez faire un pas sans tomber ; convenez que vous voilà encore réduits à l'absurde ; ou plutôt rendez hommage à la vérité & à la justice, en avouant que la forêt d'Autrey a toujours appartenu à l'Abbaye, & qu'elle lui a été injustement ravie.

Revenons à présent aux deux principaux objets de la Requête présentée par les Religieux en 1608 ; objets que les Agens du sieur Evêque de Metz défigurent à leur ordinaire : l'on verra qu'il ne s'agit ni de grace, ni de permission demandées par l'Abbaye.

*Qu'il vous plaise, disent les Religieux, commander bien sérieusement & sur grosses peines ; ( les Agens avoueront sans doute que ce n'est point là le langage de Gens qui demandent des graces ou des permissions pour des choses à quoi ils n'ont aucun droit ) auxdits gruiers & forestiers présens & avenir, de ne molester lesdits ni leurs successeurs, & ne les empêcher en leurs acensemens, soit pour les cultiver, ou y bâtir selon leur commodité.*

Est-ce sur ce ton là qu'on demande une permission ?

*En outre d'ordonner très-expressement que dès-à-présent comme pour l'avenir à tout jamais, ils, ni leurs Successeurs soient troublés, inquiétés, ni empêchés par qui que ce soit en leur faculté & usage, de prendre aux bois ci-dessus déclarés, & au district de ses limites, tout le bois qui sera nécessaire, &c.*

Cette Requête fut renvoyée au Conseil privé de l'Evêché pour voir les titres & en faire le rapport ; & le Con-

soil renvoya au Procureur-Général & Gruier de l'Evêché pour faire l'examen des titres & note des droits dans lesquels l'Abbaye se disoit troublée, & du tout dresser Procès-verbal.

Par ce Procès-verbal, il est clair que de tous les faits exposés dans la Requête de l'Abbaye, ces Officiers ne lui en contestent que deux.

Le premier, que les Censitaires de l'Abbé puissent bâtir dans les terres qui leur sont acensées ; ce qui prouve évidemment la mauvaise foi & la mauvaise volonté de ces Officiers ; car dès-que l'Abbé avoit le droit d'acenser, (droit qui avoit été reconnu, & qui prouvoit sa propriété) il n'avoit pas besoin d'exprimer dans les acensemens que le Censitaire pourroit bâtir maison, comme le prétendent les Officiers, puisqu'il est du droit naturel que celui à qui l'on cede la propriété d'un terrain & toute sa disposition, puisse y bâtir.

Le second fait contesté à l'Abbaye, ce n'est pas qu'elle ne prît le bois sans marque de Gruerie, car le fait existoit & les Officiers en convenoient, mais c'est qu'elle pût le faire. *Il ne peut donc se prévaloir, disent-ils, ledit sieur Abbé, de ce droit de possession qu'il allègue, étant chose assurée, qu'il lui a été signifié plusieurs fois de ne prendre, bois que par marque des Officiers de Gruerie de quoi n'ayant fait compte, il auroit été plusieurs fois rapporté & sur séance es dits rapports donnée, attendant qu'il soit pourvu, ce qu'il n'auroit fait jusqu'à maintenant. Ainsi sa possession prétendue auroit été interrompue, & principalement pour le charbon qu'ordinairement il fait façonner pour sa forge d'Autrey, en quoi il emploie une grande quantité de bois, le prenant au plus beau & au meilleur, sans vouloir être assigné.*

Les Agens de l'Evêché ne s'expriment donc pas avec exactitude, quand ils disent qu'en 1608, on avoit refusé aux Religieux la faculté de couper sans marque leurs bois situés dans l'intérieur des limites.

Car, par ce que viennent de dire les Commissaire des

L'Evêché, il conſte que, quoiqu'il eût été ſignifié pluſieurs fois à l'Abbé de ne couper ſes bois que par marque des Officiers, il n'en avoit jamais rien voulu faire. Il conſte auſſi qu'on avoit fait des rapports contre lui à l'occaſion de l'exercice de ce droit ; mais que, malgré ces rapports auxquels les Officiers mêmes avoient ſurcis, l'Abbé continuoit dans une poſſeſſion dont il avoit joui de tout tems ; cette poſſeſſion n'avoit donc point été interrompue ? L'on n'avoit pas encore oſé juridiquement attaquer ce droit. Les Officiers ne ſ'y déterminèrent, comme on le verra, qu'en 1695 ; & ils furent condamnés par Arrêt.

Une obſervation qui n'eſt que trop fondée, & qui trouve ſa place ici, c'eſt que cette prétention des Gruyers, dont ils ne ſe ſont jamais départis, eſt la ſource de tous les malheurs de l'Abbaye. Si elle avoit voulu ſ'aſſujettir à cette marque que les Gruyers exigeoient, elle auroit eu tôt ou tard, il eſt vrai, des honoraires à payer ; c'étoit le projet des Gruyers qui auroient bien ſçu l'y amener une fois qu'il auroit été décidé que la marque devoit être un préalable néceſſaire. Mais l'Abbaye auroit conſervé la propriété de la Forêt d'Autrey, dont l'avidité, la violence & l'injuſtice de ces Gruyers, l'ont dépouillée.

Les Officiers de la Gruerie renouvelèrent en 1619 leurs vexations contre les Cenſitaires de l'Abbaye. La façon dont elle ſ'exprime toujours, & en particulier dans ſa Requête, confirme bien qu'elle ne demandoit, ni la permiſſion d'acenser, ni celle de bâtir, mais qu'elle étoit très-aſſurée de ſon droit qu'elle avoit toujours exercé, & qu'elle ſçavoit bien être une ſuite de la Donation qui lui avoit été faite de tout le canton d'Autrey, & par conſéquent de la forêt de ce nom, puisſque c'étoit au milieu de cette forêt qu'elle avoit fait ces acenſemens.

Remontrent les Abbé & Religieux, &c. qu'ayant pour dotation une notable étendue de terres, bois, haies & buiſſons, bornés & limités par les deux montagnes de Chilmont, la rivière de Mortagne & le void du Sapiney, ſui-

*Tout cela d'Autrey borné par le Chilmont*

seurs desdits Abbé & Religieux auroient de tout tems non-seulement cultivé & ensemencé grande quantité de terres y encloses & comprises, mais aussi fait divers acensemens à plusieurs particuliers, tant dudit Autrey que des lieux circonvoisins avec permission d'y construire maison, avoir du bois pour leur chauffage & autres nécessités, y tenir bétail, & l'envoyer pâturer par les bois & contrées des environs, auquel droit & faculté d'acenser ce qui s'est trouvé propre en icelle étendue, à être converti en prairies & terres labourables; ils ont été tellement maintenus, &c.

Ils rapportent tout de suite les deux jugemens des Cardinaux de Lorraine. Le premier, contre le Receveur de Remberviller qui s'étoit avisé d'acenser quelques terres audit circuit. Le second, pour maintenir l'acensement fait par l'Abbaye, & ils concluent à ce que le nommé Milot, Prévôt de Bruyeres, à qui ils avoient acensé de nouveau les deux Basses des Sept-Fontaines & des Fournels, ne soit point troublé ni inquiété dans tous ses droits de censitaire, en payant par lui trois gros à la recette de Remberviller; ce qui fut décidé conformément à leurs conclusions, par le jugement du 14 Mai 1619.

Les Agens du sieur Evêque de Metz voudroient conclure de cette redevance de trois gros, que la propriété des lieux acensés appartient à l'Evêché. L'on voit par là qu'ils n'ont pas fait attention que tous les habitans de la Châtellenie de Remberviller & ceux du ban d'Autrey paient par chaque feu la même redevance, ainsi que ceux des Villages hors de la Châtellenie, qui sont de Souveraineté différente, pour avoir droit de vain pâturer; ce cens est un ancien Droit Régalien conservé aux Evêques de Metz en reconnoissance du haut Domaine & de la Souveraineté sur tous les lieux dont il s'agit, & non un aveu de leur propriété; puisque les Fermiers de la partie du territoire d'Autrey, que les Agens ne contestent point à l'Abbaye, & où l'Evêché n'a pas un pouce de terre, payent aussi ces trois gros: c'est une ancienne imposition sur le bétail qui subsiste toujours.

Depuis cette époque jusqu'en 1696, l'Abbaye jouit paisiblement de tous ses droits; alors fut résuscitée l'ancienne querelle des Officiers de l'Evêché contre l'Abbaye, parce qu'elle coupoit toujours ses bois sans marque de Grurie, malgré tous les rapports qu'ils ne cessoient de faire, & auxquels, comme on l'a vu, l'Abbaye n'avoit aucun égard, ayant à cœur de conserver un droit aussi précieux, & dans lequel elle s'étoit toujours maintenue: les Officiers de l'Evêché voulant de leur côté profiter de l'état où étoit M. de la Feuillade, crurent le moment favorable pour vexer impunément l'Abbaye, & l'attaquer judiciairement sur un droit dont ils ne la voyoient jouir qu'avec le plus grand regret, & qu'ils étoient continuellement occupés à lui enlever.

L'Ouvrier préposé à la scirie de l'Abbaye ayant à l'ordinaire coupé, sans marque, les bois nécessaires, il fut poursuivi à la Gruerie de Remberviller, & condamné à l'amende & aux dépens, avec défense à lui & à l'Abbaye, de faire couper désormais aucuns bois, que préalablement ils ne fussent marqués par lesdits Officiers.

Les Religieux n'ayant trouvé dans ceux-ci qu'obstination & fureur, prirent la défense de leur Ouvrier; & dans l'impossibilité de recourir au sieur de la Feuillade, ils furent obligés pour la première fois de s'adresser à l'autorité de la Justice: ils appelèrent de la Sentence de ces Officiers, à la Table de Marbre au Souverain du Palais à Metz.

La question principale, si souvent & toujours vainement élevée par les Officiers de l'Evêché, fut décidée contradictoirement en faveur de l'Abbaye: ses conclusions lui furent accordées. Les Religieux demandoient *d'être maintenus & gardés au droit & possession de couper sans marque tous les bois, tant ceux dont ils ont droit (la Forêt d'Autrey) que ceux appartenant à l'Evêché de Metz dont ils sont Usagers, ainsi qu'ils ont toujours fait, pour employer leur scirie.*

La Cour jugea contradictoirement entre le Procureur-Général de l'Evêché & le Curateur d'une part, & les Ab-

bé & Chanoines Réguliers de l'autre : elle mit l'appellation & ce dont avoit été appelé au néant, émendant déchargé les Abbé & Religieux de la condamnation, leur enjoit d'user des bois sapins en question en bons peres de famille, sauf a y remédier en cas d'abus.

Un Arrêt qui renverse absolument le système imaginaire des agens du sieur Evêque de Metz, est bien digne de toute leur colere : aussi crient-ils de toutes leurs forces au dol, à la séduction ; mais voyons si cet Arrêt en est la fuite, & s'il mérite en effet ces invectives.

D'abord ces agens auront de la peine à persuader que les Religieux aient séduit, aient même tenté de gagner les Officiers de l'Evêché ; c'est-à-dire, les ennemis les plus déclarés, les plus implacables, les plus acharnés qu'ait constamment eu l'Abbaye depuis la donation de la Châtellenie aux Evêques de Metz jusqu'aujourd'hui. Des Enemis qu'il a fallu toujours combattre vis à-vis de leurs maîtres, des ennemis furieux d'avoir succombé dans toutes leurs attaques, anéanties par les décisions de ces mêmes maîtres, prendront-ils le moment où leur maître est nul pour favoriser une Abbaye qu'ils ont toujours persécutée, & dont ils ne respirent que l'entière destruction ? Cela est-il vraisemblable ? N'est-il pas plus naturel de penser, les faits mêmes le démontrent, que les Officiers de l'Evêché se crurent assurés d'une victoire complete, lorsqu'ils pourroient, sous le nom d'un grand Seigneur, attaquer l'Abbaye dans un nouveau Tribunal ?

D'ailleurs, de quoi s'agit-il dans cet Arrêt ? L'on voit ces Officiers faire revivre l'ancienne querelle de la coupe des bois sans marque : elle ne leur avoit point réussi jusques là, parce que le droit de l'Abbaye étoit incontestable : ils y joignent en 1696, une entreprise qu'ils ne s'étoient point permise du vivant de leurs maîtres, en attaquant judiciairement l'Abbaye à ce sujet. L'Arrêt prononce en faveur de l'Abbaye ; qu'y a-t-il d'extraordinaire, & qui ne soit dans la plus exacte équité ? Est-ce un nouveau droit qu'on reconnoît à l'Abbaye ? C'est un droit qu'elle

qu'elle avoit toujours exercé depuis la fondation. Les Agens ont beau dire, ce n'étoit pas non plus une nouveauté qu'elle l'exercât comme usagere, de même qu'en sa qualité de propriétaire, puisque personne ne doutoit alors, qu'elle ne réunit ces deux droits; & tout prouve assurément qu'elle n'avoit jamais abusé de celle d'usagere. C'est donc mal-à-propos que l'on voudroit faire prendre le change sur un Arrêt qui n'accorde rien de nouveau à l'Abbaye, & qui ne fait que confirmer des droits dont elle avoit toujours joui, & qu'on vouloit encore injustement attaquer.

Les Officiers de l'Evêché la laissèrent tranquille pendant quatorze ans; mais ne pouvant supporter qu'elle coupât ses bois sans marque de Gruerie, comme elle continuoit de le faire; en 1711, ils firent trois rapports contr'elle; sçavoir, le 29 Avril, 22 Septembre & le 2 Octobre.

A la fin l'Abbaye lassée d'essuyer une persécution aussi opiniâtre de la part des Officiers de l'Evêché, accoutumée depuis six siècles à recourir dans toutes les circonstances à la souveraineté & à la protection des Evêques de Metz, s'adressa directement au sieur de Coislin, en lui remettant ses titres & une carte topographique qui ne contenoit que le terrain enclavé qui avoit été donné à l'Abbaye. Ce Prélat renvoya le tout à M<sup>e</sup> Thorel, son Avocat & son Conseil.

Voici ce que ce dernier écrivit à l'Abbaye : *J'ai en qualité d'Avocat & Conseil de Monseigneur, examiné ces titres avec la carte topographique qui y est jointe; après quoi, j'en ai fait rapport à Monseigneur en présence dudit P. Procureur: sur quoi il a été déterminé que, comme la topographie a été faite à la diligence des Religieux sans la participation de Monseigneur, il étoit nécessaire de la faire vérifier sur les lieux par une personne intelligente & non suspecte; & pour cela, on a nommé M. Liégeaut, à qui, au consentement du P. Procureur, Monseigneur a donné com-*

*mission de se transporter sur les lieux, & de reconnoître le terrain; à l'effet de quoi, ladite carte & les titres lui seront remis entre les mains, ladite carte ayant été signée de moi; après quoi, si la carte est reconnue véritable, & que le terrain où la reprise a été faite soit enclavé dans les limites des concessions portées par les titres, comme elle le désigne; on fera justice sur ce rapport à l'Abbaye, en la laissant jouir des bois du Rhim<sup>z</sup> des chevaux, comme à elles appartenans.*

Rien de plus juste que ce que proposoit le Sr de Coislin. En conséquence le sieur Liégeant se transporta sur les lieux assisté de Gruyer de Remberviller, & de beaucoup d'autres personnes pour lui donner les connoissances nécessaires.

Il en résulta qu'il reconnût que la carte topographique signée par M<sup>e</sup>. Thorel étoit fidele : il dressa son procès-verbal, & fit son rapport.

Le sieur de Coislin déclara, par acte du 23 Janvier 1713, que, *POUR TERMINER LES DIFFICULTÉS QUI ÉTOIENT PRÊTES A SE MOUVOIR entre lui & les Abbé, Prieur & Chanoines Réguliers d'Autrey au sujet de trois reprises que les Officiers de la Gruerie de Remberviller avoient faites, tant sur lesdits Chanoines Réguliers, que sur leurs Fermiers, le 29 Avril, 12 Septembre, & 2 Octobre 1711, dans les bois & climats appelés le climat des Sapins, autrement le Rhin des Chevaux, & au-dessus de la basse la vielle, contre lesquels ils prétendoient se pourvoir; il déclare & consent que lesdites reprises soient regardées & censées comme non avenues, & que sur icelles il ne soit fait aucune poursuite.*

Cet acte fut signifié le 20 Février suivant, aux Officiers de la Gruerie de Remberviller, à la Requête des Abbé, Prieur, & Chanoines Réguliers de l'Abbaye d'Autrey: Voici comment ceux ci s'expriment dans cette signification : *soit aux sieurs. . . donné & laissé copie, en parlant à Jean Michel, Greffier au même Siège, à lui enjoint de*

les avertir de l'acte en forme de transaction, passé entre les Réquerans & mondit Seigneur, le 23 Janvier dernier, au sujet de plusieurs reprises & assignations à eux données, pour avoir coupé dans leurs Bois, sans marque, ni délivrance de la part desdits sieurs Officiers, aux protestations en cas de plus longues poursuites, tant contr'eux que contre leurs Fermiers, de prendre à partie lesdits sieurs Gruyers & tous autres, & de récupérer le cas échéant, leurs dommages & intérêts, & attendu que l'intention de Monseigneur, est que les Réquerans, conformément à leurs titres, jouissent paisiblement, & en pleine propriété de leurs Bois, suivant la reconnoissance que le sieur Liégeaut, Procureur Général Fiscal de l'Evêché, à Vic, en a faite sur les lieux, accompagné dudit Gruyer, le 16 Décembre 1712, sans qu'à l'avenir on puisse davantage sous son nom y faire aucune coupe de bois sapins ou autres, les Réquerans n'ayant dissimulé celles qui ont été faites depuis peu que par déférence, & dans l'espérance qu'ils obtiendroient de sa pitié, ce qu'on n'auroit pu leur refuser en Justice. Sera aussi déclaré auxdits sieurs Officiers qu'à l'avenir ils ayent à s'abstenir de plus faire aucune marque, délivrance, ou assiette de bois, tant de chauffage qu'autrement, pour qui que ce soit, dans les cantons enclavés dans la carte qui a été vérifiée par ledit sieur Liégeaut, & dont le double sera déposé au Greffe de la Gruerie, à peine de tous dépens, dommages & intérêts. . . .

Il résulte bien clairement de cet acte, que ce n'est que sous l'Episcopat du Duc de Coislin, que les Officiers de l'Evêché avoient entrepris pour la première fois de couper des bois dans la Forêt d'Autrey, & que les coupes qu'ils y avoient faites, étoient même récentes. Le silence profond de ces Officiers, à la signification d'un pareil acte, & qui a duré même long-tems après cette signification, mérite la plus grande attention.

L'Abbaye ne s'en tint point là. Le même jour 20 Février, elle fit déposer au Greffe de la Gruerie de Remberviller, la carte faite par le sieur Liégeaut, & le Procès-

verbal de confrontation & de vérification, avec la carte signée Thorel, & elle se fit donner acte de ce dépôt, par le Greffier de ladite Gruerie, lequel certifie *que le P. Procureur de l'Abbaye d'Autrey, assisté de Me Jean-François Connot, son Procureur, a déposé entre les mains du suscrit Greffier, le double de la carte Topographique y énoncée, ensemble une copie de la vérification d'icelle, faite par le sieur Liégeaut, le 16 Décembre dernier, lesquelles cartes & vérifications ayant été confrontées avec leurs originaux, l'un signé de Me Thorel, l'autre du sieur Liégeaut, se sont trouvées véritables : de tout quoi le P. Procureur a requis acte, qui lui a été octroyé pour lui servir, &c. & ont signé.*

Il est bien extraordinaire que les Agens de l'Evêché qui se prétendent si certains de la vérité des faits qu'ils avancent, refusent constamment de répondre aux sommations qui leur ont été faites de produire cette carte du sieur Liégeaut, & son Procès-verbal de vérification & de confrontation ; ces pièces répandroient la plus grande lumière sur les contestations présentes ; ils le savent bien ; que sont-elles devenues ? L'on a vu la carte du sieur Liégeaut entre les mains du sieur Jacquot, Procureur Fiscal de Remberviller, mort il y a cinq ans, au service de l'Evêché ; & le Greffier que l'Abbaye a fait sommer de donner une expédition de cette carte & de ce Procès-verbal, a répondu *qu'il n'y avoit aucune de ces pièces dans le Greffe.* Tout a donc disparu ?

L'on ne peut plus se flatter après la Requête du sieur Evêque de Metz du 11 Juin dernier, relativement à cet objet, que les Agens changent de conduite, puisqu'ils s'étant déterminés auparavant à produire une carte signée *François Colin*, dressée au hasard ; ils veulent aujourd'hui donner comme suffisans les plans du sieur de Lesseux, qui n'y ont aucun rapport, & qui marquent seulement l'étendue des Forêts, possédées actuellement par l'Evêché, dans lesquelles est par conséquent comprise, d'après l'arrêt de 1721, la Forêt d'Autrey.

Quoi qu'il en soit , les pièces qu'on vient de rapporter à la suite de tous les faits qui avoient précédé & qui ont été exposés ci-devant , forment encore une nouvelle reconnaissance , une nouvelle preuve , & bien convaincante , que l'Abbaye avoit la propriété de la Forêt d'Autrey , & non pas que ce soit la première tentative de l'Abbaye , pour s'emparer de cette Forêt , comme osent l'avancer les Agens du sieur Evêque de Metz , contre la notoriété des faits les plus évidents. La fondation , tous les titres , toutes les pièces que l'Abbaye produit ; une possession de 600 ans , lui avoient incontestablement assuré cette propriété.

Si les Officiers de l'Evêché , plus irrités encore de ce dernier avantage que l'Abbaye venoit de remporter contre eux , la laisserent jouir en paix pendant près de deux ans , des droits qu'elle venoit de réclamer , ce ne fut que pour mieux préparer les moyens que méditoit l'esprit d'animosité & de vengeance de ces Officiers , pour enlever à l'Abbaye la portion la plus précieuse & la plus considérable de la fondation.

Les Religieux n'apprirent que par son exécution le projet violent & inoui qu'on avoit formé contre eux dans le plus profond secret.

A la fin de 1714 , on vient leur dire qu'on coupe dans leur Forêt. Le fait vérifié , ils courent à Remberviller , les Gruyers pour toute réponse les renvoient au sieur de Coislin , *puisque* , leur disent-ils , *l'Abbaye étoit dans l'usage de s'adresser directement à ce Prélat*. Les Religieux sentirent toute la malignité & toute la noirceur de ce trait ; ils vont à Metz ; M. de Coislin , quoique prévenu par ses Officiers , paroît touché des représentations des Religieux ; ne pouvant entrer par lui-même dans toutes ces discussions , il écrit aux premiers de tâcher de terminer à l'amiable.

Deux ou trois mois se passèrent en négociations , pendant lesquels on coupoit , & l'on amusoit toujours les Religieux. L'Abbaye se voyant jouée par les ventes de

12000 sapins & 4000 cordes de bois faites à deux particuliers de Remberviller, elle fit signifier le 14 Mai 1715, ses-actes d'opposition & de protestation contre ces ventes. Elle coupoit toujours de son côté les bois qui lui étoient nécessaires ; la Forêt s'épuisoit entierement : les plaintes des Religieux n'étoient point écourées. Les Agens du sieur de Coislin offroient à l'Abbaye de remplir ses droits, conformément au Procès-verbal de 1607, pourvu qu'elle se contentât de les exercer comme simple usagere.

Le Roi venoit de céder par le traité de 1718 la Souveraineté de Remberviller, d'Autrey, &c. au Duc de Lorraine : le sieur de Coislin saisit avec adresse l'avantage que lui présentoit ce changement de domination. Son empressement à se rendre à la Cour de Lorraine, toucha l'ame sensible du Duc. Les prompts hommages d'un grand Seigneur François furent accueillis de la maniere la plus flatteuse & la plus distinguée. L'exemple d'un Souverain, adoré de ses sujets, fut suivi par toute la Cour, & fit peut-être trop d'impression sur la plus grande partie des Magistrats qui composoient son Conseil. Les Religieux d'Autrey ne furent pas les derniers à le craindre, & à en être convaincus, & ne sentant que leur foiblesse, n'écourant que leur frayeur, ils se crurent voués à subir la loi du plus fort.

Le sieur de Coislin demanda au Conseil de Lorraine un Règlement au sujet des usages exercés dans les Bois de l'Evêché. L'Abbaye continuoit de couper dans la Forêt d'Autrey, mais en 1720 les Officiers du sieur de Coislin portèrent, pour la premiere fois, la témérité, jusqu'à faire saisir 50 sapins que l'Abbaye venoit de faire abattre. En répondant à la demande en règlement pour les usages, l'Abbaye demanda aussi l'évocation de l'instance indécise en la Grurie de Remberviller, à l'occasion de cette saisie des 50 sapins.

Elle distingua son droit d'usage dans les Bois de Remberviller, de sa propriété de la Forêt d'Autrey. Elle éta-

blit cette propriété, mais elle n'y conclut pas, parce qu'elle voyoit cette Forêt dévastée, parce que les Officiers de l'Evêché dans le cours de la Procédure avoient offert de remplir ses anciens droits, par lesquels elle avoit exercé son double droit de propriété & d'usage, parce que les menaces de ces Officiers lui faisoient craindre qu'elle ne fût point indemnisée de la dévastation de sa Forêt, parce qu'enfin, l'Abbé & le Prieur, Religieux ineptes & timides, ne prenant conseil que de leur terreur, effrayés du crédit immense du sieur de Coislin à la Cour de Lorraine, n'attaquerent point, ainsi qu'ils le pouvoient avec le plus grand avantage, le système monstrueux du mont d'Autrey, hasardé par les Agens de l'Evêché, système fondé sur de fausses allégations, absolument contradictoire avec la fondation, à côté de laquelle il ne sauroit subsister un moment, comme on l'a démontré. Ils ne sçurent même rien opposer à une pièce aussi apocriphe que le Procès-verbal de 1607, & c'est cependant cette supposition démontrée fautive, & cette pièce informe & ténébreuse, qui firent la base de l'Arrêt de 1721, dicté par les Agens du sieur de Coislin.

Cet arrêt dépouille, 1°. l'Abbaye de sa propriété, contre la teneur de sa fondation, de ses titres, & contre les dispositions d'un arrêt contradictoirement rendu en 1696.

2°. Cet arrêt en conservant à l'Abbaye ses anciens droits qu'il ne pouvoit s'empêcher de reconnoître sans l'injustice la plus criante, confond à dessein, pour plaire au sieur de Coislin, les droits qu'elle exerçoit auparavant, soit comme Propriétaire de la Forêt d'Autrey, soit comme usagere dans les Bois de Remberviller.

En 1730, le sieur de Coislin s'étant pourvu en nouveau règlement au Conseil d'État de Lorraine par voie d'interprétation de l'Arrêt de 1721, qui n'étoit que provisoire à l'égard des usagers particuliers, tels que Favres, Charrons, &c. Il les fit assigner : mais il laissa l'Abbaye tranquille. Les Officiers de ce Prélat sçavoient trop com-

bien il eût été dangereux pour l'Evêché d'ouvrir cette voie à l'Abbaye, pour revenir contre un pareil arrêt qu'ils avoient fait rendre définitif entre elle & l'Evêché : aussi l'exécuterent-ils toujours fidèlement pendant la vie du Sr de Coislin, & ils se garderent bien de provoquer l'Abbaye, en la faisant intervenir dans cette nouvelle instance.

Telle a été la position de l'Abbaye depuis l'Arrêt de 1721, jusqu'à la nomination du sieur de Saint-Simon à l'Evêché de Metz.

### SIXIEME PROPOSITION.

*Parallele de la conduite de l'Evêché de Metz, & de celle de l'Abbaye d'Autrey.*

Croiroit-on qu'après l'état où l'on venoit de réduire l'Abbaye d'Autrey, elle auroit encore de nouveaux combats à soutenir, pour tâcher de défendre contre l'Evêché de Metz ce qu'avoit daigné lui laisser l'arrêt de 1721, l'ouvrage du crédit & de la toute-puissance de ce même Evêché : & pourroit-on se persuader que cette défense si naturelle & si légitime au milieu des vexations les plus violentes que l'Abbaye n'a cessé d'éprouver, lui attirent encore les reproches les plus offensans, de mauvaise foi & d'avidité insatiable : l'Abbaye se tait. Les faits décideront qui des deux mérite de pareilles imputations.

Reprenons brièvement ce qui s'est passé.

1°. *Pendant tout l'Episcopat du sieur de Saint-Simon.*

A peine ce Prélat avoit-il pris possession de l'Evêché de Metz, que dès 1735, il commença par défendre aux Officiers de la Grurie de faire aucune marque ni délivrance de bois à l'Abbaye. Etonnée d'une pareille voie de fait, qui n'avoit été précédée d'aucune assignation, elle suivit la même conduite, qu'on voudroit imputer à méfiance de sa propre cause, & qu'elle a constamment tenue par respect vis à vis de tous les Evêques de Metz, même

même depuis qu'ils ne sont plus Souverains, de recourir sur le champ & directement à eux, dans les différentes vexations qu'elle a essuyées de la part de leurs Officiers ; elle s'adressa au sieur de Saint-Simon ; elle lui montra ses titres, & tâcha de lui faire connoître toute l'irrégularité de la défense qu'il avoit faite à ses Officiers. Elle le pria de vouloir bien exécuter l'arrêt de 1721, ou d'agréer qu'elle reclamât sa fondation. Les représentations verbales, les suppliques par requêtes, tout fut inutile. L'abbaye fut donc obligée de s'adresser au Conseil de Régence de Lorraine, dont elle obtint un arrêt le 7 Juin 1735, qui ordonna l'exécution de l'arrêt de 1721 : autre arrêt du 9 Août de la même année, qui ordonna sous peine de désobéissance de faire marquer incessamment les bois nécessaires à l'Abbaye. Les Agens de M. de Saint-Simon se moquerent d'abord de ces Arrêts, ils exécuterent cependant le second, mais forcément.

Aussi l'Abbaye fut-elle obligée de s'adresser en 1737 à la Cour Souveraine de Nancy, le Conseil du Roi Stanislas n'étant point encore formé, elle en obtint un arrêt le 16 Mai, qui ordonnoit que par provision l'Arrêt de 1721 seroit exécuté. Les Officiers du sieur de Saint-Simon ne déférerent pas plus à cet arrêt ni au décret du mois de Septembre suivant, qui ordonnoit son exécution, qu'à tous ceux qui avoient précédé.

Telle est la conduite qu'ont tenu les Agens du sieur de Saint-Simon, pour engager l'Abbaye d'Autrey dans un Procès qui dure depuis 35 ans. Telle est la maniere dont ils ont abusé de la Jurisdiction Gruriale de l'Evêché : ils font refuser par les Gruyers toute délivrance de bois : ils sont Juges & Parties. Voilà cette marque exigée par les Gruyers, toujours la source de tous les malheurs qu'à essuyés l'Abbaye, & voilà le moyen sûr dont ils se servent pour l'inquiéter & la vexer à leur fantaisie.

Cependant le sieur de Saint-Simon prit enfin le parti de se pourvoir au Conseil d'État du Roi Stanislas : il en obtint un arrêt le 19 Septembre 1737, qu'il fit signifier à

l'Abbaye, par lequel il fut ordonné que les Parties procédoient audit Conseil d'État, & qu'il seroit sursis à l'exécution des Arrêts de 1721, & du 16 Mai précédent pendant deux mois ; pendant lequel tems toutes les Parties devoient mettre l'instance en état d'être jugée.

Le sieur de Saint-Simon, par son crédit, & par les autres voies qui lui étoient familières, trouva le moyen de retarder ce jugement jusqu'en 1750. Ce long délai ne fut pas perdu pour lui : tout ce tems-là fut employé par ses Agens à dévaster les Forêts. Le sieur de Saint-Simon crioit & disoit dans tous ses écrits, qu'elles étoient entièrement épuisées, qu'il étoit impossible de satisfaire aux demandes de l'Abbaye d'Autrey : malgré toutes ces clameurs, il coupoit journellement, faisoit des ventes considérables, & ses Agens de leur côté faisoient des coupes nocturnes, qu'on appelloit lunaires dans le Pays (1).

*EXTRAIT des Procès-verbaux de la Maîtrise de Lunéville, en 1748, & en 1749.*

(1) » Nous nous sommes aperçus, disent les Officiers de cette  
 » Maîtrise, qu'on a appliqué un marteau à l'empreinte d'une S  
 » simple, que l'on a dit être nommé marteau de délit, & nous  
 » étant informés de ce qui pouvoit avoir donné lieu à cette nouvelle  
 » méthode de marquer des arbres, il nous a été répondu que les  
 » Agens de M. de Metz, pour éluder à son profit la disposition  
 » des Ordonnances, qui défendent aux Seigneurs Ecclesiastiques de  
 » vendre aucun arbre sans la permission du Conseil, ont trouvé,  
 » au moyen de ce marteau, le secret d'en vendre tous les ans en  
 » grande quantité ; & qu'à cet effet, lorsqu'un particulier ou autres,  
 » ont eu besoin d'arbres pour affouage & pour bâtimens, ils n'ont  
 » eu qu'à en demander : que les Agens de M. de Metz notamment  
 » le sieur d'Esttrand, leur en faisoit le prix, leur assuroit qu'ils pou-  
 » voient en abattre, après quoi ils imprimoient ce marteau sur la  
 » tranche, quelquefois même avant qu'elle fut achevée : ce qui nous  
 » a paru d'autant plus vraisemblable, que plusieurs desdites tran-  
 » ches ne sont marquées que d'un côté ; & au moyen de cette ma-  
 » nœuvre, celui à qui les arbres étoient vendus, les enlevoit sans

Elles ont produit plus de deux millions au fleur de Saint-Simon, tandis que l'Abbaye d'Autrey étoit constamment

» risque : que dans d'autres occasions, il se faisoit des abattis très-  
 » considérables, après lesquels ledit marteau rouloit, & sût qu'ils  
 » étoient coupés & la marque apposée, les Agens de l'Evêché de  
 » Metz les vendoient, ou en particulier par pied d'arbres, ou les fai-  
 » soient façonner, & les envoioient vendre sur les marchés & ailleurs,  
 » où toutes personnes pouvoient en avoir pour leur fourniture annuelle,  
 » étant par-là contraints d'en acheter faute de délivrance depuis qu'ils  
 » leur ont été refusés; qu'on a donné à ces bois le nom de lune,  
 » parce que ces délits prétendus concertés avec les Agens de M. de  
 » Metz, se commettoient ordinairement la nuit.

Lesdits Grayers de Lunéville déclarent dans leur Procès-verbal,  
 » qu'ils ont trouvé une si prodigieuse quantité d'arbres de toute  
 » espèce, abattus au profit de M. l'Evêque de Metz, depuis douze  
 » ou treize ans sans marque & contre les règles que pour ne pas  
 » entreprendre un ouvrage infini, ils s'étoient restraints à n'exami-  
 » ner les tocs que depuis un an ou deux dans certains endroits,  
 » depuis deux, dans d'autres, & enfin depuis trois ou quatre dans  
 » d'autres. *Ils ajoutent de plus*, qu'ils ont cru inutile de voir plu-  
 » sieurs cantons, parce qu'ils leur a été déclaré qu'ils étoient à-peu-près  
 » dans le même état que ceux qu'ils avoient vu, & qu'en outre il n'étoit  
 » pas douteux qu'il ne soit échappé à leur connoissance beaucoup d'au-  
 » tres arbres coupés, n'étant pas possible de les découvrir tous, tant par  
 » rapport aux épines & autres rejets qui les couvrent, que par rapport  
 » à l'étendue du terrain qu'il est moralement impossible de les par-  
 » courir en entier. »

Lesdits Officiers de Grurie racontent encore une autre manœuvre  
 singulière des Agens de M. de Metz : » dans le cours de notre visite,  
 » nous avons trouvé, *disent-ils*, en plusieurs endroits des troncs  
 » d'arbres marqués en craie rouge sur la tranche, & des tiges mar-  
 » quées de même à chaque bout, ou de plusieurs traits, ou de diffé-  
 » rens noms; & nous étant informés d'où provenoient ces marques,  
 » il nous a été dit que c'étoit une manœuvre inventée par les Agens  
 » de l'Evêché de Metz, depuis qu'ils ont cessé d'employer le mar-  
 » teau de délit, & qu'elle produit le même effet, en ce que quand  
 » ils vendent des arbres pour chauffage ou pour bâtimens, ils con-  
 » sentent qu'on les abatte, & pour les enlever librement, ils  
 » envoient les marquer, comme il vient d'être dit. »

privée non-seulement des Bois qui depuis sa fondation avoient toujours fait son principal & presque son unique revenu, mais même des bois les plus nécessaires pour ses besoins journaliers, qu'elle étoit forcée d'acheter des Officiers du sieur de Saint-Simon.

Cette privation totale a duré pendant 12 ans, & pendant tout ce tems-là l'Abbaye reclamoit sans cesse sa fondation, ou du moins l'exécution fidèle de l'arrêt de 1721.

Le sieur de Saint-Simon fatigué de l'éternelle répétition d'une demande, dont la justice étoit trop évidente, & ne sachant plus qu'y opposer, prit, comme on l'a déjà dit, le parti peu réfléchi de révoquer la fondation. Dans ce délire, il croyoit avoir pleinement succédé aux droits du Fondateur, & y avoir succédé au moment qui avoit précédé la fondation. Il croyoit avoir des droits à exercer: il oublioit qu'il n'avoit que des devoirs à remplir; les devoirs de la reconnoissance auroient pu lui rappeler ceux de la Justice. Il oublioit qu'Etienne de Bar n'avoit comblé l'Evêché de Metz de ses bienfaits, qu'après en avoir détaché, plusieurs années auparavant, une portion pour doter l'Abbaye d'Autrey qu'il créoit, qui étoit son ouvrage: il oublioit combien il étoit peu décent à un Evêque de Metz de négliger les égards dus à la mémoire de son bienfaiteur, au point d'abuser de ses riches bienfaits, pour usurper la portion que ce même bienfaiteur avoit donné à l'Abbaye d'Autrey. Aussi, faut il l'avouer, cette faillie du sieur de Saint-Simon, qui n'étoit pas une faillie d'équité, révolta-t-elle tous les membres du Conseil, même ceux qu'on savoit être le plus aveuglément dévoués à ses volontés. Le Conseil lui-même voulut à cette occasion donner à l'Abbaye une marque de justice. Il ordonna en 1749, pour la première fois & par provision, l'exécution de l'arrêt de 1721. Alors le Sr de Saint-Simon hâta le jugement, qu'il avoit toujours retardé, & l'arrêt fut prononcé le 31 Janvier 1750.

Il fut bien facile à l'Abbaye d'en faire connoître toute

l'irrégularité & toute l'injustice, aussi bien que toutes les différentes manœuvres employées par le sieur de Saint-Simon, pour surprendre la Religion du Conseil, qui cassa cet arrêt sur les chefs préjudiciables à l'Abbaye, par un autre arrêt du 14 Juin 1754, de sorte que les Parties sont revenues au même point où elles étoient après l'arrêt de 1721. Mais le sieur de Saint-Simon s'étant fait autoriser par cet arrêt de 1750, à épuiser le reste des Forêts, & son but étant qu'il n'y restât rien lors du jugement du fonds avec l'Abbaye; il se livra de nouveau à toutes les horreurs de la procédure & de la chicane, jusqu'à sa mort arrivée en 1760.

Tel est le tableau fidele de la conduite de l'Evêché & de celle de l'Abbaye, pendant l'Episcopat du sieur de Saint-Simon.

Suivons le même objet.

2°. *Depuis l'Episcopat du sieur de Montmorency-Laval.*

Une aussi grande naissance que celle de ce Prélat, un nom aussi illustre que le sien ranimerent les espérances de l'Abbaye d'Autrey, dénuée de tout secours, écrasée par les frais immenses d'un Procès qu'on lui avoit suscité & qui duroit depuis 25 ans; en apprenant la nomination de M. de Montmorency-Laval à l'Evêché de Metz, elle crut voir renaître ces tems heureux, où les Princes de la Maison de Lorraine occupant le même Siège, elle étoit assurée de trouver dans tous les Souverains autant de protecteurs, à qui elle représentoit ses griefs, avec cette confiance que lui inspiroient la grandeur de leur ame, & la justice de sa cause.

L'Abbaye s'empressa de donner au sieur Evêque de Metz les preuves les plus convaincantes de sa déférence & du respect qu'elle lui doit, elle le supplia de décider lui-même ce Procès: il eut la bonté de répondre qu'il vouloit voir les titres, & qu'il rendroit justice.

L'Abbaye, quelque épuisée qu'elle fût, envoya, comme le demandoit le sieur Evêque de Metz, un des siens à

Paris, avec toutes les piéces du Procès, qu'il remit à ce Prélat. Le langage que le sieur Evêque de Metz daignoit tenir à ce député pendant son séjour à Paris, étoit bien propre à confirmer l'Abbaye dans les espérances de conciliation & de paix dont elle s'étoit flattée. Le sieur Evêque de Metz lui faisoit l'honneur de lui dire qu'il détestoit les Procès, qu'il avoit en horreur de les voir prolonger par des chicanes, ou par des voies tout aussi malhonnêtes; que pour lui il avoit toujours terminé ceux qu'il avoit eus, en faisant des sacrifices, même des sacrifices d'argent : les desirs de l'Abbaye n'étoient ni déplacés, ni indiscrets : elle se borna à demander ce qui lui appartenoit; le sieur Evêque de Metz répondit qu'il vouloit finir cette affaire.

Le député fut obligé de séjourner six mois à Paris, pour donner aux agens de ce Prélat tout le tems d'examiner les piéces; leurs occupations ne leur ayant pas sans doute permis de faire cet examen aussi promptement qu'ils le faisoient journellement espérer. Au bout de ce tems les propositions que firent les agens, apprirent au député l'inutilité de son voyage, de son séjour, & des dépenses qu'ils avoient occasionnées (1).

(1) C'est relativement à ce qui se passa pendant le séjour du Député de l'Abbaye à Paris, en 1761, que les Agens de M. de Metz n'ont point craint de s'exprimer ainsi, page 49 d'un Mémoire intitulé *Reflexions*, & signé le 2 Octobre 1769.

» 5°. L'histoire d'un acte passé devant M<sup>e</sup> Boulard, Notaire à Paris, acte dont les Adversaires ont produit une expédition. » M. de Montmorenci auroit gardé le silence à ce sujet, parce que » cet acte ne fait pas honneur à la probité du Religieux convaincu » d'avoir voulu surprendre un honnête homme, & d'avoir fait un mensonge évident pour y parvenir. »

Comme ces imputations vagues attaquent la probité du Prieur d'Autrey, qui est le Religieux & le député dont il s'agit, il est obligé d'exposer le fait tel qu'il s'est passé, afin que le Conseil de S. M. soit plus en état de juger de quoi certains Agens de M. de

Cependant depuis cette époque, le sieur Evêque de Metz ayant témoigné à plusieurs reprises qu'il vouloit

Metz sont capables, & si en effet il a voulu *surprendre un honnête homme*, & s'il a fait un mensonge évident pour y parvenir.

Le Prieur d'Autrey ayant, à son arrivée à Paris en 1761, reçu ordre de M. de Metz, de remettre les pièces du Procès au Sr H. Agent de ce Prélat, il en retira un récépissé; à cette précaution essentielle il en ajouta une autre qui lui avoit été conseillée; il fit contrôler ce récépissé, à quoi il se détermina d'autant plus aisément, qu'il devoit compte à son Chapitre & à sa Congrégation de sa promptitude dans la remise des pièces, & du temps que les Agens les garderoient. D'ailleurs le sieur H... étoit complètement connu de toute la Maison d'Autrey, où il avoit demeuré environ six mois, & d'où il n'y avoit pas bien long-tems qu'il étoit sorti brusquement lorsque le Prieur d'Autrey fut y résider en sa qualité de Prieur, ce qui en conséquence l'avoit mis au fait du personnel du sieur H... Quand il fut question de retirer de celui-ci les pièces du Procès, qui désormais devenoient inutiles entre ses mains, le Prieur d'Autrey lui offrit un récépissé signé de lui à la place de celui qu'il en avoit reçu & qu'il desiroit de garder. Le sieur H... répondit qu'il vouloit absolument r'avoir le sien. *Cependant, Monsieur*, lui répliqua le Prieur, *si j'avois perdu le vôtre il faudroit bien que vous vous contentassiez du mien*. Alors le sieur H... se permit les invectives les plus violentes contre le Prieur, qui ne voulant point se commettre, crut les faire cesser en lui rendant le récépissé; mais lorsque le Sr H... vit que son récépissé avoit été contrôlé, il ne se posséda plus, & ses injures furent analogues à sa fureur. Sans doute que le sieur H... ne sentit pas, ou ne sentit que trop dans ce moment, que la nécessité de cette précaution qui lui paroissoit si offensante, avoit été imposée au Prieur; il est vrai qu'il arrivoit en droiture d'Autrey, & que depuis cette époque il n'a pu changer de façon de penser, sur-tout lorsqu'il voit dans les productions de M. de Metz que les Religieux ont fait bâtir quarante Fermes à la place des Bois de leur Maison, qu'ils ont défrichés, tandis qu'il auroit été si facile au sieur H... de désabuser le Prélat d'une pareille erreur, lui qui sait si bien pour les avoir fréquemment visités, qu'il n'y a dans tout le canton d'Autrey, que huit à neuf mauvais manoirs de Fermiers. D'après cet exposé, simple, succinct & vrai, l'on demande ou seroit, de la part du Prieur d'Autrey, vis-à-vis du sieur H... la surprise

un arrangement, l'Abbaye s'est livrée toute entière à ses volontés, toutes les fois qu'il les lui a fait connoître, ce qui a duré pendant quatre ans.

L'Abbaye doit présumer qu'il a fallu tout ce tems aux agens du sieur Evêque de Metz, pour surmonter le penchant qu'avoit montré ce Prélat de terminer ce Procès à l'amiable : car elle ne se permettra jamais de penser que s'il avoit fait quelque attention à l'état de souffrance, dans lequel étoit l'Abbaye, & que ces délais ne faisoient qu'aggraver, il eût voulu se servir d'un pareil moyen pour la mettre de plus en plus dans l'impuissance totale de soutenir plus long-tems un Procès ruineux.

qu'on a voulu faire à ~~un~~ <sup>un</sup> honnête homme, & le mensonge évident pour y parvenir. Est-il permis de vouloir perpétuellement en imposer, même par des calomnies ?

Où est la conviction, où est l'évidence ? point d'autre que celle de la mauvaise volonté de sa part : quand elle auroit son effet, cela ne fait rien à la cause ; mais ce qui ne lui est point étranger, ce sont les dire de l'Agent évidemment contraires à la vérité, qu'il va être convaincu de combattre : il dit que les Suppliants ont défriché tous les Bois de la dotation, & qu'en place ils y ont bâti quarante Fermes. Il ajoute que les Suppliants ont séduit par présents le Curateur à l'incapacité de M. de la Feuillade pour le faire prévariquer, afin qu'ils gagnent leur Procès en 1696, faits évidemment faux & calomnieux : il ose encore avancer, même en présence de son Maître, que l'Abbaye possédoit encore plus de trois mille arpens de Bois dans la Seigneurie de Fremifontaine, & il a offert pour preuve l'Acte de dénombrement & aveu de 1681 : ce fut à cette occasion que le député dit à M. de Montmorenci Laval, Monsieur, vos Agens vous trompent, les droits de haute-Justice consistans en amendes & confiscations, ne prouvent pas la propriété de ces Bois en faveur de l'Abbaye. Ces faits, avec une infinité d'autres, sont soumis au jugement de Nosseigneurs du Conseil, ils sont à la cause ; l'Agent persiste à les soutenir, il veut être connu pour ce qu'il est. Si le Prélat lisoit les pièces qu'on produit sous son nom respectable à tous égards, sa bonne-foi en seroit justement indignée & les défavoueroit. Les Suppliants sont fâchés de ce que cet Agent les force à parler.

Mais

Mais il est manifeste que les Agens de ce Prélat ne pensent pas de même. Les négociations de Metz furent aussi infructueuses que celle de Paris. C'est par égard qu'on ne rapporte point les propositions qui furent faites, ni les propos dont elles furent accompagnées. Il n'y avoit plus d'espoir de conciliation; lorsque ces mêmes agens obtinrent du Conseil de Lorraine, le 9 Septembre 1765, un nouveau délai d'un mois, sous prétexte encore, d'un arrangement à l'amiable. Ils ne furent pas plus exacts à l'expiration de ce délai, qu'ils l'avoient été dans tout le reste; les pièces qu'ils avoient gardées 13 mois, ne furent rétablies que le 31 Octobre. Il est vrai que peu après le sieur Evêque de Metz fit de nouveau demander à l'Abbaye qu'elle donnât une procuration à une personne qu'il désigna, en annonçant qu'il alloit faire des offres fort au-dessus de ce qu'on pouvoit imaginer.

L'Abbaye toujours prête à déférer aux desirs de ce Prélat, lui présenta le 21 Novembre les procurations qu'il avoit demandées; quelque court que fut l'intervalle entre la demande & la remise des procurations, les agens de l'Evêque de Metz avoient déjà détruit ses nouvelles idées d'accommodement; il ne fit aucune offre, il se contenta de dire qu'il feroit signifier à l'Abbaye qu'il vouloit remplir la fondation dans toute son étendue, qu'il ne vouloit rien de ce que la fondation donnoit à l'Abbaye d'Autrey, mais qu'on ne pouvoit lui rien demander de plus.

Les Agens de l'Evêché firent éclater la plus vive joie d'avoir pu donner cette nouvelle tournure au procès qu'ils forçoient l'Abbaye de poursuivre, dans l'espérance de l'épuiser en frais, & de la plaider jusqu'à ce qu'ils l'eussent absolument mise hors d'état de se défendre. *M. de Saint-Simon ne vouloit point de la fondation*, disoient-ils, *nous la voulons, nous l'adoptons*. Ils répandoient dans le public ce qu'ils avoient si souvent dit au Député de l'Abbaye, & qu'ils ont répété dans leurs écrits: qu'ils alloient faire casser les Arrêts de 1696, 1721 & 1730; que c'étoient

Requête du  
4 Décembre  
1765.

là les seuls titres de l'Abbaye, pour tous ses prétendus droits, qu'on alloit enfin la ramener à sa fondation, que c'étoit là son vrai titre; qu'elle ne pourroit se plaindre, puisqu'on lui accorderoit tout ce que cette fondation lui donnoit; mais qu'elle ne devoit rien avoir au-delà.

En effet, le 4 Décembre 1765, le Sr Evêque de Metz fit signifier une Requête, par les conclusions de laquelle, *il demande acte de la déclaration faite par les Religieux d'Autrey, comme ils reconnoissent que la Bulle du Pape Luce III, de 1182, rélatée dans la Charte confirmative de Bertrand de 1187, doit tenir lieu de titre primordial & constitutif de la fondation du Monastere d'Autrey.*

Il ajoute, *que c'est dans cette source qu'il faut puiser les connoissances exactes & précises sur l'étendue & les limites de la dotation de l'Abbaye, des biens & des droits qui en dépendent, & pour statuer sur les prétentions respectives des Parties.*

*Qu'il ne peut y avoir entr'elles de prescription, vû l'unité & la communion du titre, ensemble les qualités corrélatives & avouées de Fondateur & de Fondés.*

*Et il demande acte, comme il consent de remplir la Bulle de Luce III, & la Charte de Bertrand dans toute l'étendue, toute l'application & toute l'exécution que l'une & l'autre doivent légitimement & régulièrement avoir.*

L'Abbaye ne fut nullement effrayée du coup que croyoient porter à ses droits les Agens de l'Evêché, par leurs conclusions; il falloit, pour l'avoir imaginé, qu'ils eussent entièrement oublié que depuis trente-cinq ans qu'a commencé l'instance actuelle, l'Abbaye ne s'est jamais présentée, que tenant d'une main sa fondation, & de l'autre, l'Arrêt de 1721; qu'elle n'a cessé dans toutes ses productions, dans tous ses écrits, d'offrir cette alternative, ou qu'on la laissât jouir de sa fondation en lui restituant la propriété de la Forêt d'Autrey, outre son droits d'usages dans les Forêts de l'Evêché; ou que du moins on exécutât fidèlement l'Arrêt de 1721; & en consé-

quencée, elle a toujours demandé d'être jugée ou suivant la Bulle de Luce III, & la Chartre de Bertrand de 1181, ou suivant l'Arrêt de 1721.

Le Sr Evêque de Metz a persisté pendant cinq ans dans l'option qu'il avoit faite par sa Requête du 4 Décembre 1765; il ne s'est point contenté dans celle du 24 Mars 1767, de déclarer, *qu'il consentoit de remplir les clauses de la Bulle de Luce III*, il a demandé, QU'IL FUT ORDONNÉ que cette Bulle seroit exécutée suivant sa forme & teneur.

Par les conclusions de sa Requête du 18 Décembre 1767, il a demandé *acte des déclarations faites par l'Abbaye, qu'elle reconnoissoit que la Bulle de Luce III devoit tenir lieu de titre primordial & constitutif de sa fondation.*

Il ajoute encore, *que c'est sur les dispositions textuelles de ce titre, qu'il falloit juger, tant de l'étendue que des limites de la dotation de l'Abbaye d'Autrey, & statuer sur les prétentions respectives.* Il finit par demander également acte, *de ce qu'il consent d'exécuter les clauses de ladite Bulle.*

Enfin, par sa Requête insérée dans l'Arrêt du Conseil du 17 Juillet 1769, il répète, *qu'il a demandé acte des déclarations des Religieux, sur la Bulle de Luce III, & de ce qu'il a consenti qu'elle serve de base pour la décision de toutes les contestations, & que les Religieux jouissent de tous les biens & de tous les droits qui y sont énoncés.*

L'Abbaye ne pouvant plus douter que ce ne fût un parti très-décidé & très-soutenu de la part du Sr Evêque de Metz, puisqu'il y insistoit toujours & avec tant de force, elle y déféra sans aucune difficulté. C'étoit une des alternatives qu'elle n'avoit cessé d'offrir, & par sa Requête du 14 Septembre 1769, elle demanda pareillement acte de ces déclarations & consentemens du Sr Evêque de Metz : elle déclara qu'elle consentoit de son côté, que la Bulle tint lieu de titre primordial & constitutif de sa dotation, & que les demandes respectives fussent jugées

sur cette Bulle jointe à la Chartre de Bertrand & des autres Evêques de Metz; & elle conclut en conséquence à être maintenue dans la propriété de la Forêt d'Autrey & au droit & possession d'usages, &c.

Requête du  
26 Février  
1770.

Pag. 10 & 11.

Après la façon si formelle & si énergique dont le sieur Evêque de Metz s'étoit expliqué dans quatre Requêtes différentes, & pendant cinq ans, l'on a dû s'étonner de voir les Agens, précisément à la veille d'un Jugement attendu & demandé depuis trente-cinq ans, l'on a dû s'étonner de les voir déterminer ce Prélat à se dédire & à se rétracter de toutes ces déclarations & de tous ces consentemens, sous prétexte qu'il ne les avoit faits *que relativement aux usages* que réclamoit l'Abbaye. La lecture des quatre Requêtes démontre la fidélité de l'exposé des Agens: croient-ils qu'on a déjà oublié ce qu'elles contiennent?

Ils veulent cependant aujourd'hui *que la Bulle ne puisse être adoptée à la place du titre de fondation que pour servir à la décision sur les droits d'usages.*

Qu'ils conviennent du moins que rien n'est plus contradictoire avec tout ce que le sieur Evêque de Metz n'a cessé de dire depuis 1761, & d'écrire depuis 1765, en demandant qu'il fût ordonné *que la Bulle seroit exécutée selon sa forme & teneur; qu'il vouloit que l'Abbaye jouît de tous les biens & de tous les droits qui y sont énoncés.*

Quel est donc le motif de ce changement? voici celui que présentent les Agens du Sr Evêque de Metz.

Pag. 11.

*Il seroit trop déraisonnable, disent-ils, d'imaginer qu'il ait voulu renoncer au bénéfice de la disposition de l'Arrêt de 1721.*

Mais 1°. il y a renoncé formellement dans la Requête du 4 Décembre 1765, il déclare consentir qu'on agite une seconde fois la question de la propriété de cette Forêt d'Autrey, que l'Abbaye soit remise dans tous les droits qui lui compétoient à cet égard avant l'Arrêt de 1721, que ce même Arrêt soit envisagé comme non-venu, même sur ce sujet, & qu'elle obtienne les fins & conclusions qu'elle

prend au procès, si par l'événement de la décision, elle en est jugée propriétaire.

L'on ne croit pas qu'il puisse y avoir rien de plus positif; il est vrai que le sieur Evêque de Merz y met une condition; mais à charge, dit-il, & condition, ainsi que la chose est plus que juste, que si la décision lui est contraire, elle sera déboutée de ses mauvaises prétentions, & bornée à la Bullle.

Qu'y a-t-il donc de si extraordinaire & de si allarmant dans cette condition, pour que les agens ajoutent tour de suite, que le pas est on ne peut pas plus glissant pour l'Abbaye; que si elle a dit vrai, on lui fait un pont d'or, que néanmoins, si elle accepte la proposition, elle est perdue.

Eh! Quand est-ce qu'elle a refusé d'accepter une proposition qu'elle ne cesse de faire depuis trente-cinq ans, en réclamant perpétuellement sa fondation? C'est tout ce qu'elle desire; elle consent très-volontiers à être déboutée des prétentions qu'elle n'établirait pas solidement.

2<sup>e</sup>. Quand même le Sr Evêque de Merz n'aurait pas fait, d'une façon aussi précise, la déclaration qu'on vient de lire, qu'y aurait-il donc de si déraisonnable dans un pareil procédé de sa part, & qui au contraire ne fût conforme à sa façon de penser? Pourquoi ce Prélat qui a déclaré ne vouloir rien de ce que la fondation donnoit à l'Abbaye? Pourquoi ce Prélat, accoutumé, comme il l'a dit lui-même, à terminer par des sacrifices de son propre argent les procès qui peuvent l'être de cette manière? Pourquoi, s'il voyoit que l'arrêt de 1721 lui a donné une propriété dont on a injustement dépouillé ceux à qui elle appartenait, ne renonceroit-il pas à cette propriété? Pourquoi, dans cette circonstance, n'aurait-il pas autant de plaisir à faire des actes d'équité & de justice, qu'il en a à faire des actes de générosité dans celles dont il a parlé? L'Abbaye est persuadée qu'il y renonceroit, comme il l'a avoir annoncé, si l'on ne cherchoit continuellement à étouffer les sentimens nobles qui l'animent.

Elle est dans des principes bien opposés; elle est si fort

éloignée de rien vouloir, de rien désirer au-delà de ce qui lui appartient, en vertu de sa fondation & d'une possession de plus de six cens ans, qu'elle ne craint point de déclarer ici à la face du Conseil de S. M. qu'elle est prête à s'en rapporter à la consultation que les agens du Sr Evêque de Metz ont fait faire il y a quelque tems au nom de ce Prelat par plusieurs habiles Jurisconsultes, sur les droits que réclame l'Abbaye, en supposant, comme cela doit être, qu'ils ont donné leur avis sur l'exposé fidèle des faits & des titres authentiques qu'elle produit & qui sont avoués par l'Evêché.

Les agens vont nous dire à présent quelle est la raison qui les avoit déterminés à vouloir avec tant de vivacité qu'on s'en tint uniquement à la Fondation dans les contestations actuelles; il est curieux de les entendre.

*Ibid. p. 12.*

*La vérité est, disent-ils, que les Défenseurs du Suppliant n'ayant découvert dans la Bulle de Luce III aucune énonciation dont les Religieux pussent tirer aucun avantage pour soutenir leurs prétentions, quant aux droits d'usages, seuls objets de la contestation, ne firent aucune difficulté de partir à cet égard de la Bulle, comme d'un titre qui pouvoit tenir lieu de l'acte de Fondation sur ce point-là. Voilà le vrai: tous ceux qui l'aiment le reconnoîtront & le sentiront sans peine.*

Le vrai est donc que les agens de l'Evêché n'ont voulu de la Fondation, dans les démêlés avec l'Abbaye, que parce qu'ils ont cru que cette Fondation ne prouvoit rien. Ils le disent avec franchise, & on doit les croire: mais est-ce-là la conduite de ceux qui aiment le vrai & le juste, on le leur demande? Qu'ils jugent eux-mêmes de ceux qui tiendroient un pareil langage. Après avoir distingué, comme ils l'ont fait par leurs requêtes, plusieurs clauses dans la Bulle, après avoir fait déclarer par le Sr Evêque de Metz dans ces mêmes requêtes, qu'il consentoit d'exécuter, non une seule clause, mais les clauses de ladite Bulle, & que les Religieux jouissent de tous les biens & de tous les droits qui y sont énoncés?

Quels singuliers aveux, & toujours arrachés par la force de la vérité aux agens! Ces aveux dévoilent toute la crainte que leur cause aujourd'hui l'exécution de la Fondation tant réclamée, tant voulue par eux, tant que l'illusion du faux système (*du mont d'Autrey*) leur a fait croire que cette Fondation ne prouvoit rien.

Ces aveux prouvent donc bien clairement que les agens de l'Evêché, malgré le ton d'assurance dont ils avancent le contraire, ne sont que trop convaincus que le Fondateur a donné à l'Abbaye la propriété de la forêt d'Autrey.

Suivons encore les agens dans les excuses qu'ils font d'avoir réclamé la Fondation.

*Les Religieux, disent-ils, n'avoient pas encore imaginé leur nouveau système de propriété, lorsque furent données les deux requêtes du Suppliant des années 1765 & 1767, les seules où l'on ait consenti à ce que la Bulle de Luce III fût prise pour servir de titre commun.*

*Ibid. p. 13.*

Le Sr Evêque de Metz y a consenti dans quatre requêtes dont la dernière est de 1769, & l'on a vu la déclaration de ce Prélat sur cette propriété. Il a consigné lui-même dans la requête de 1763 les offres verbales qu'il avoit faites, *de remplir les titres de Fondation dans toute l'étendue qu'ils peuvent & doivent avoir.*

Les agens sont sujets à des oublis & à des distractions qui vont jusqu'à déguiser, supposer, altérer, dénaturer totalement les faits. Qui auroit la patience d'éplucher tous ceux qu'ils rapportent dans leurs productions, l'on seroit étonné de n'en pas trouver peut-être un seul rendu avec quelque exactitude. N'importe, il faut le leur pardonner, mais il est bon d'y prendre garde.

*Toutes les déclarations à ce sujet, continuent-ils, n'ont donc trait qu'aux usages, c'est le langage même de l'évidence.*

Quelle évidence que celle des agens de l'Evêché! Il faut cependant les remercier de nous avoir enfin avertis de la restriction mentale dont ils se réservoient de faire usage, & qu'on n'auroit pas soupçonnée lorsqu'ils offroient

si positivement de remplir la *Bulle de Luc: III & la Charte de Bertrand dans toute leur étendue* ; lorsqu'ils consentoient que les Religieux jouissent de tous les biens & de tous les droits qui y sont énoncés ; en un mot, d'exécuter les clauses de ladite *Bulle*.

Ils croyoient, donc au moyen de cette ingénieuse restriction mentale, tendre un piège à l'Abbaye : ils pourroient bien s'y être pris eux-mêmes. L'on voit qu'ils commencent à s'en appercevoir, un peu tard à la vérité ; & c'est à l'aide de cette restriction postiche qu'ils esperent qu'on aura la complaisance de les en tirer. La chose est devenue impossible, les engagements réciproques sont pris, les deux parties sont irrévocablement liées.

A entendre les agens du Sr Evêque de Metz, l'on croiroit qu'ils n'ont jamais lu les productions de l'Abbaye ; ils y verroient qu'elle a toujours commencé par établir sa propriété de la forêt d'Autrey : ils y verroient qu'avant l'arrêt de 1721, l'Abbaye ayant toujours employé cette propriété, & suivant que les circonstances l'exigeoient, son droit d'usages, dans l'exercice de ce qu'elle appelle ses anciens droits : elle les a toujours réclamés dans l'instance présente, comme représentatifs de ce double droit de propriété & d'usages.

Enfin les agens terminent d'une façon plus singulière encore, tout ce qu'ils viennent de dire au sujet de la Fondation, en prétendant que les Religieux, *par leur requête du 14 Septembre 1769, ont artificieusement conclu, à ce qu'il plût à S. M. ordonner l'exécution de la Bulle, &c.*

Les Religieux, qui ont toujours demandé à être jugés, ou suivant leur Fondation, ou suivant l'arrêt de 1721, voyant que le Sr Evêque de Metz vouloit faire casser cet arrêt, & n'en plus entendre parler ; lisant de leurs propres yeux dans la requête de ce Prélat, du 4 Décembre 1765, l'offre qu'il leur fait de regarder cet arrêt de 1721, comme non-venu, même pour la propriété & le défi dont il accompagne cette offre, lisant de leurs propres yeux dans cette même requête, la façon dont il les traite pour

pour oser encore parler de l'arrêt de 1721, qu'il dit annullé par ceux de 1741 & de 1750, tandis qu'il leur offre de remplir la Fondation, ont accepté l'alternative que ce Prélat avoit adoptée, & qu'il leur proposoit avec tant de véhémence : où est l'artifice des Religieux ? Pouvoient-ils honnêtement renoncer à leur Fondation, lorsqu'on veut les y ramener ? S'ils eussent osé le refuser, c'est alors qu'on auroit crié contr'eux, & le Sieur Evêque de Metz auroit eu droit de le faire. Un pareil refus eût prouvé qu'ils avoient usurpé ; mais ils acquiescent aux instances redoublées de ce Prélat, sans effort, à la vérité, car ils n'avoient jamais cessé de réclamer cette Fondation, & c'est lorsqu'ils se rendent aux desirs du Sr Evêque de Metz, que les agens en font un crime à l'Abbaye. Que vouloient ils donc ? A-t-elle partagé leurs restrictions mentales ? En vérité, on ne sçait trop ce que veulent ces agens, ils ne le sçavent plus eux-mêmes ; tout ce qu'on voit de leurs intentions, c'est qu'ils ne veulent de la Fondation qu'autant qu'elle ne prouveroit rien en faveur de l'Abbaye, & qu'ils ne veulent conserver dans les arrêts que les dispositions favorables à l'Evêché. Avec un plan si commode, mais si injuste, il est sûr qu'il ne resteroit plus rien à l'Abbaye de sa première dotation.

L'on est fâché d'être obligé de le dire : quel étrange personnage les agens du Sr Evêque de Metz osent-ils faire jouer à ce Prélat dans cette affaire ? Contre ce qui arrive presque toujours dans de pareilles contestations, l'on voit aujourd'hui, pour la première fois, le successeur d'un Fondateur, établi par les bienfaits de ce Fondateur, le protecteur & le défenseur né de cette Fondation, s'opposer à son exécution ; & ce qui n'avoit point encore eu d'exemple, vouloir qu'elle reste violée, & qu'elle soit rejetée, après avoir offert lui-même, comme il le devoit, de remplir toutes les clauses de cette Fondation.

L'on voit encore, à la manière réservée & insidieuse dont les agens de l'Evêché commencent à parler de la Bulle, qu'ils se préparent à ne plus la faire regarder

*Ibid.* p. 11  
& 12.

comme renfermant l'acte de Fondation ; elle ne peut être adoptée , disent-ils , à la place du titre de Fondation , que pour servir à la décision sur les droits d'usage , & qu'ils n'ont fait aucune difficulté de partir de cette Bulle , comme d'un titre qui pouvoit tenir lieu de l'acte de Fondation sur ce point.

Pourquoi ne peut-elle être adoptée qu'à l'égard des usages ? Pourquoi cette préférence exclusive d'une seule clause ? La Bulle , qui contient la Fondation , doit être exécutée dans toutes ses clauses ; la proposition des agens révolte par l'exces de son injustice.

Réflexions ,  
p. 24.

D'ailleurs , ils ne font pas sans doute attention qu'ils ne font pas les maîtres de restreindre ou d'anéantir à leur gré l'exécution d'une Bulle reconnue & exécutée pendant six siècles , comme contenant le vrai titre de la Fondation. Ils oublient peut-être encore qu'ils ont dit dans leurs écrits , que le Pape Luce III a copié dans sa Bulle l'acte de Fondation , comme il l'observe lui-même. Les nouvelles prétentions des agens ne sont pas plus équitables ni plus justes.

L'arrêt de 1721 , en dépouillant l'Abbaye de la propriété de la forêt d'Autrey , lui a conservé , à titre de simple usagere , les droits qu'elle exerçoit auparavant , & comme propriétaire & comme usagere , en l'assujettissant à la marque des Officiers de Gruerie de l'Evêché , & en réduisant à deux cens cinquante sapins par an , dont elle peut faire l'emploi qu'elle juge le plus avantageux , l'exercice qu'elle faisoit auparavant de son double droit de propriété & d'usages. Arrangement bisarre , inconséquent , contradictoire , l'on en convient ; mais ce n'étoit point à l'Evêché à s'en plaindre ; cependant depuis trente-cinq ans , c'est ce même Evêché qui fait tous ses efforts pour enlever à l'Abbaye ces restes , ces débris d'une propriété qu'il a usurpée sur elle.

Le premier prétexte a été , que cet arrêt n'étoit que provisoire pour l'Abbaye. Le Sr Evêque de Metz , d'après le Sr de S. Simon , se sert encore de ce moyen.

Il n'y a qu'à lire cet arrêt, pour se convaincre qu'il est définitif dans ce qui concerne l'Abbaye & l'Evêché. D'ailleurs, s'il n'étoit que provisoire entr'eux, il le seroit également pour la propriété donnée à l'Evêché, comme pour les droits reconnus appartenir à l'Abbaye.

Outre ce premier moyen, les agens de M. de Metz veulent que cet arrêt de 1721 soit regardé comme non venu, & soit cassé, quant aux dispositions qui concernent les droits que cet arrêt reconnoît appartenir à l'Abbaye; parce que, disent-ils, l'Abbaye ne jouissoit point de ces droits avant l'arrêt de 1721. Ils veulent, en conséquence, qu'on discute ces droits qu'ils traitent d'usurpations; mais qu'on ne parle nullement de propriété; que le Conseil prononce sur ces droits, & qu'il se taise sur la propriété.

Leur motif n'est pas difficile à deviner: cet arrêt a donné la propriété de la forêt d'Autrey à l'Evêché, il est donc inutile de la discuter; mais cet arrêt a reconnu des droits à l'Abbaye, & c'est de ces droits seuls, que l'Evêché veut encore lui ravir, qu'il faut faire mention; c'est-à-dire, qu'ils veulent que l'Abbaye ne se défende point, parce qu'ils ont résolu de lui enlever ces droits, comme ils lui ont enlevé la propriété.

Mais ne voyent-ils pas que quand même il ne seroit pas aussi impossible, qu'il l'est en soi, qu'on acquiesce à une pareille demande, ils y ont mis une impossibilité totale par leur propre fait. N'est-il pas vrai que le sieur Evêque de Metz attaque ces droits? N'est-il pas vrai que l'Abbaye ayant fait casser l'arrêt de 1750, le Sr Evêque de Metz en demandant aussi la cassation pour ce qui concerne l'Evêché, quoique les agens l'exécutent tout cassé qu'il est, en continuant de dévaster les forêts, malgré la défense de l'arrêt de 1758, n'est-il pas vrai que voilà donc l'Evêché & l'Abbaye revenus au même point où ils étoient après l'arrêt de 1721?

N'est-il pas vrai que le Sr Evêque de Metz, non plus que feu le Sr. de S. Simon, ne veut point exécuter cet arrêt de 1721; qu'il a même demandé qu'il fût cassé, quant aux

dispositions qui concernent les droits que cet arrêt reconnoît appartenir à l'Abbaye? Il suit donc nécessairement que l'Abbaye est forcée de défendre ces droits, puisqu'on les attaque comme autant d'usurpations; le Sr Evêque de Metz la mettant ainsi dans le cas, ou d'y renoncer, ou de prouver qu'ils lui sont dûs. Or, l'Abbaye ne prouve & ne peut prouver que ces droits, auxquels l'a réduit l'arrêt de 1721, lui appartiennent, qu'en démontrant, comme elle le fait, qu'ils sont fondés sur le double droit de propriété & d'usages; qu'ils y sont essentiellement liés, comme l'effet à sa cause; que le premier de ces droits lui a été injustement ravi en 1721, & qu'elle en a toujours joui sans trouble depuis & en vertu de sa Fondation, jusqu'en 1713, car la prétention de la marque de la Gruerie, élevée vers 1608, de la part des Officiers de l'Evêché, à quoi l'Abbaye n'a jamais acquiescé, n'attaquoit point le fond d'aucun de ces droits, & n'en attaquoit que la forme.

Hé! Comment le Conseil de S. M. pourroit-il juger si les droits qu'on dispute à l'Abbaye depuis trente-cinq ans avec tant d'acharnement sont légitimes, ou non, si elle ne prouve sur quoi ils sont fondés? Les agens de l'Evêché lui envient-ils jusqu'au triste avantage qu'elle a de démontrer qu'on a injustement substitué ce droit à un droit précieux & sacré dont elle a joui incontestablement pendant six siècles.

D'ailleurs, les agens devoient faire une réflexion qui est frappante: le Sr Evêque de Metz a demandé que cet arrêt de 1721 fût cassé, quant aux droits qu'il laisse à l'Abbaye, celle-ci a également demandé qu'il le fût quant à la propriété de la forêt d'Autrey qu'il lui enleve, & la demandé par des raisons plus légitimes encore, puisque, contre tout principe d'équité & contre toutes loix divines & humaines, cet arrêt la dépouille de cette partie précieuse de sa Fondation. Mais quand même l'Abbaye n'auroit pas fait une demande aussi juste, ne suffit-il pas de celle du Sr Evêque de Metz, pour que l'Evêché & l'Ab-

baye rentrent alors dans le même état où ils étoient avant l'arrêt de 1721 ? Car il n'y a pas de milieu ; il faut, ou que le Sr. Evêque de Metz exécute la Fondation dans toutes ses clauses, ce dont les agens n'auroient jamais dû le détourner, sur-tout après les offres si équitables & si authentiques qu'il en avoit faites, ou qu'il exécute fidèlement l'arrêt de 1721, ce qu'il n'a pas voulu faire jusqu'ici ; ou bien il faut que les Parties soient remises dans la même position respective où elles étoient avant cet arrêt, il est impossible d'oser proposer un quatrième parti, à moins de vouloir manifester l'injustice la plus décidée.

L'Abbaye se flatte que le Conseil de S. M. ne trouvera rien dans ces propositions que de très-conforme à l'équité ; ce sont les mêmes qu'elle fait, sans la moindre variation, depuis trente-cinq ans, que l'Evêché de Metz refuse d'exécuter l'arrêt de 1721.

Il est donc de toute nécessité de discuter dans les contestations actuelles le double droit de propriété & d'usages que reclame l'Abbaye. L'on ne peut donc juger les prétentions respectives que sur les titres antérieurs à ces arrêts.

On voit que les agens du Sr. Evêque de Metz pensent de même, par la façon dont ils terminent les reproches qu'ils font aux Religieux d'Autrey : des reproches d'usurpation de la part des Officiers de l'Evêché, vis-à-vis de l'Abbaye ; qui le croiroit, après tous les faits qu'on vient d'exposer ? Les agens ont du courage, voici comme ils s'expriment : *Les Religieux veulent qu'en 1721, le Conseil de Lorraine leur ait donné des droits d'usages, en échange de la propriété de la forêt d'Autrey.*

Req. p. 204

L'Abbaye fait mieux ; elle le prouve, ayant démontré depuis trente-cinq ans dans toutes ses productions qu'elle a été propriétaire de la forêt d'Autrey jusqu'à l'arrêt de 1721.

*Aujourd'hui ils demandent que cette propriété leur soit adjudgée en sus de ces droits d'usages.*

L'Abbaye demande au sieur Evêque ce qu'elle a toujours demandé au Sr de S. Simon : » Dès que vous ne voulez » pas exécuter l'arrêt de 1721 , je demande à rentrer » dans l'état où j'étois avant cet arrêt ; je réclame ma » Fondation , & par conséquent , le double droit de propriété & d'usages dont j'ai joui jusqu'à cet arrêt. «

*Le progrès de la cupidité est trop marqué ; une usurpation deviendrait donc le titre d'une autre usurpation ?*

Oui , de la part de l'Evêché , qui , après avoir dépouillé l'Abbaye de sa propriété , veut encore lui enlever des droits qu'il la représentent en partie , & les droits d'usages qu'elle a toujours eu.

*Avec ce plan , les Religieux parviendroient tôt ou tard à envahir la propriété de toutes les Forêts de l'Evêché : avec le plan des agens , l'Evêché veut achever d'anéantir l'Abbaye d'Autrey. Il est tems , concluent les agens , que le Conseil leur mette le frein en les réduisant à ce qui peut être dû par leurs titres.*

C'est tout ce que demande l'Abbaye : pourquoi les agens y mettent-ils tous les jours quelque nouvel obstacle ? Elle ne réclame que ce qui lui appartient & qui lui est dû par ses titres. Il est tems en effet , & plus que tems qu'elle voye la fin des vexations dont on l'accable depuis tant d'années. Si sa réclamation n'étoit pas juste , il y a long-tems qu'elle seroit jugée & condamnée.

Les agens du Sr Evêque de Metz diront tout ce qu'il leur plaira : le cri de la vérité est contre eux ; ils le savent. Ils conviennent dans leurs écrits , *que le public est dans la pleine persuasion des droits considérables & incontestables de l'Abbaye ;* cela n'est que trop vrai ; mais ils n'en doivent point être surpris. Les malheurs de l'Abbaye sont trop récents , pour que le souvenir en soit sitôt effacé. Une grande partie de la Lorraine , tous les voisins d'Autrey ont vu par eux-mêmes , ou ont appris de leurs peres les droits qu'exerçoit l'abbaye , comme propriétaire de la forêt d'Autrey ; ils l'y ont vu couper sans la moindre opposition de qui que ce soit : tout d'un coup ce même

public a vu l'Abbaye d'Autrey privée de ses droits; il a gémi de la cause qui les lui enlevoit; il a vu avec effroi jusqu'où pouvoit aller le pouvoir des Grands vis-à-vis des petits & des foibles, & il a frémi.

Mais sans parler de ce même public cité par les agens de l'Evêché, le cri de la vérité n'est-il pas encore contr'eux, par les faits solidement établis par l'Abbaye, & auxquels, quelques efforts qu'ils fassent, ils ne peuvent opposer que de vaines allégations. Ne sont-ils pas contrains de reconnoître que l'Abbaye depuis son existence n'a cessé de couper des bois? Ne sont-ils pas forcés d'avouer que, même après les époques, où ils ont dit qu'elle avoit épuisé ses Bois, ils la voyent couper encore, & toujours dans les Bois limités, qu'on leur a démontré ne pouvoir être autres que la Forêt d'Autrey. Ils la voyent couper dans les Forêts de l'Evêché, en vertu de son droit d'usage, lorsque ses besoins l'exigent, sans qu'on lui ait jamais fait le reproche d'en avoir abusé. Ils voyent l'Abbaye faire de ses Bois pendant six cens ans l'usage qu'elle croit lui être le plus avantageux & le plus lucratif: ils voyent pendant six siècles les Officiers de l'Evêché reconnoître ces droits de l'Abbaye, & ne lui faire d'autres querelles à ce sujet, que parce qu'elle ne vouloit pas de leur marque: ils voyent enfin l'arrêt même de 1711; cet arrêt préparé par la violence, dicté par le crédit, prononcé par l'adulation; ils voyent cet arrêt dans ses dispositions injustes, bizarres & contradictoires, dépouiller l'Abbaye de sa propriété, & forcé en même tems de reconnoître cette propriété qu'il enlève à l'Abbaye; vouloir en quelque sorte l'en dédommager, en lui conservant des droits qui en sont les suites nécessaires, & en lui faisant restituer les bois qu'elle avoit fait couper, comme elle en avoit le droit, & que l'Evêché avoit injustement fait saisir.

C'est cependant cet arrêt, dont l'Evêché de Metz est redevable à la toute-puissance du sieur de Coillin à la Cour de Lorraine; arrêt si favorable à l'Evêché, si injuste

pour l'Abbaye, que le sieur de Saint-Simon & les agens de son successeur ne veulent point exécuter : ils trouvent qu'il a encore trop laissé à l'Abbaye, & c'est pour défendre ces misérables restes de sa propriété & de son droit d'usage, qu'elle est contrainte de soutenir un Procès, qu'on voudroit perpétuer. Depuis 35 ans qu'il dure l'Abbaye n'a cessé de dire : ou rendez-nous la fondation, ou laissez-nous du moins ce que ne nous a pas enlevé l'arrêt de 1721.

Quelque juste que soit cette demande, il n'est que trop manifeste que les agens du sieur Evêque de Metz ne veulent ni l'un ni l'autre.

Ils osent avouer qu'ils ne veulent point de la fondation, puisqu'ils ne veulent plus en remplir toutes les clauses.

Ils déclarent qu'ils ne veulent point de l'Arrêt de 1721, quant à ce qu'il a bien voulu laisser à l'Abbaye ; & le moyen qu'ils proposent pour faire proscrire cet arrêt, est remarquable de leur part ; *parce que, disent-ils, le moyen pris du défaut de défense, ou de la non-valable défense, qui devient ici un moyen de cassation (contre cet arrêt) d'après les Réglemens de France & de Lorraine, est un moyen péremptoire.*

L'Abbaye plus légitimement fondée à faire valoir ce moyen de cassation, l'a adopté, entre plusieurs autres, pour elle-même, contre l'arrêt de 1721.

Mais le croiroit-on ? Ce moyen péremptoire pour l'Evêché, ne vaut rien, suivant les agens, pour l'Abbaye. Le sieur Evêque de Metz demande que l'arrêt de 1721 soit cassé ; & parce que l'Abbaye ne s'y oppose pas, & qu'au contraire elle se joint à lui dans la même vue, ses agens le trouvent fort mauvais. Cependant ce concours des deux Parties faciliteroit, s'il étoit nécessaire, la décision du Conseil sur cette cassation ; il feroit disparaître jusqu'à l'apparence de difficulté qui pourroit naître de l'opposition de l'une des deux, en supposant que les contradictions visibles & palpables, que contient cet arrêt,

ne fussent pas, indépendamment de plusieurs autres, un motif plus que suffisant de cassation, sans que le Conseil ait besoin de l'aveu, ou de la demande d'aucune des Parties.

Les agens de l'Evêché viennent de présenter une Requête fort ample, ou ils font un détail de la Procédure qui a précédé l'arrêt de 1721, pour prouver que l'Abbaye avoit employé tous les moyens possibles, pour défendre sa prétendue propriété de la Forêt d'Autrey, que lui contestoit l'Evêché. Le détail que font les agens du sieur Evêque de Metz est-il bien exact? S'il l'est, comme ils voudroient le persuader, & si l'Abbaye s'est aussi bien défendue, qu'ils le disent; qu'ils nous rapportent donc ce que l'Abbaye a opposé à la fable du mont d'Autrey, qui quoique limite des fonds qui lui sont donnés, en remplit les quatre cinquièmes, c'est à dire, presque tout l'intérieur des limites? Chimere dont il étoit si aisé de démontrer l'absurdité; chimere cependant sur laquelle, comme si elle eut été une réalité incontestable, l'arrêt de 1721 a été rendu.

Qu'ils nous disent pourquoi l'Abbaye n'a pas relevé la bévue qui donne 12000 arpens au mont d'Autrey; bévue qui ne fut pas faite sans dessein de la part des agens de M. de Coislin, & qui montre comme on s'étoit occupé de connoître le local, tandis que tout le canton d'Autrey, y comprises les limites, n'est que de 5300 arpens?

Pourquoi taisent-ils la déclaration que fit l'Evêché, qu'il n'avoit jamais refusé à l'Abbaye aucuns des droits portés par le Procès-verbal de 1607, excepté que les Officiers de l'Evêché ne convenoient point que les Abbé & Religieux eussent droit de prendre leurs bois sans assignat, ni de faire du charbon en *suffisance* pour leur forge.

Que les agens de M. de Metz nous instruisent de ce que répondit l'Abbaye à cette assertion, & de ce qu'elle opposa à une piece telle que le Procès-verbal de 1607?

Qu'ils rapportent ce que l'Abbaye a répondu à la fausse

Requête du  
11 Juin 1770.

allégation de l'Evêché qui osoit avancer que le Fondateur n'avoit donné à l'Abbaye *que quelques broussailles* tandis que par ses titres déclaratifs de la fondation, *c'étoit une grande & notable étendue de terres, bois, haies, & buissons*, &c. & il en est ainsi de cent autres faussetés pareilles, & auxquelles on ne voit point que l'Abbaye ait fait la moindre réplique. Elle avoit cependant alors les mêmes titres, les mêmes raisons, la même possession à faire valoir qu'aujourd'hui. Il faut donc que les agens de M. de Metz conviennent que le détail qu'ils font de la Procédure de 1721, est infidèle, ou qu'ils avouent que l'Abbaye ne s'est point défendue.

Eh ! qui est-ce qui ignore en Lorraine, la tradition ne s'en est même que trop conservée dans la maison d'Aurey, qui est-ce qui ignore à quels excès on porta les menaces contre le chef & les membres qui composoient alors l'Abbaye, parce qu'ils n'acquiesçoient pas à toutes les volontés des agens du sieur de Coislin ? Qui est-ce qui ignore à quel point ils furent intimidés, non-seulement par les menaces de ces mêmes agens, mais encore par celles de leurs propres Supérieurs Généraux, qui par une lâche condescendance sacrifiaient les intérêts de l'Abbaye à la crainte dont ils étoient frappés pour plusieurs autres de leurs maisons. Crainte dont les Religieux d'Aurey ont éprouvé plus d'une fois les effets depuis trente ans.

Pourquoi les agens de M. de Metz forcent-ils l'Abbaye à rappeler des faits qu'elle voudroit pouvoir entièrement oublier ? Pourquoi ces mêmes agens ne disent-ils pas un mot dans leur détail des plaintes qu'avoit formées l'Abbaye dans ses écritures sur la suppression d'un rapport qui étoit si nécessaire pour reconnoître le local ? Plaintes qu'elle n'osa plus suivre.

Cependant les agens de M. de Metz ne veulent pas que l'Abbaye puisse demander la cassation d'un pareil arrêt. Mais les Loix ne sont-elles pas pour les plus grands comme pour les plus petits ? Si l'Abbaye a besoin d'un relief de laps de tems pour pouvoir demander cette cassation,

par quel droit singulier l'Evêché n'en auroit-il bas besoin ? L'Evêché ne peut proposer aucun moyen légitime pour demander la cassation , qui ne lui soit nécessairement commun avec l'Abbaye , indépendamment des autres moyens qu'elle est seule fondée à présenter ; & il ne peut opposer aucun moyen contre la demande en cassation que fait l'Abbaye , que celle-ci ne puisse opposer d'une manière plus victorieuse encore à la demande en cassation que fait l'Evêché.

Cet arrêt a été fidelement exécuté par l'Evêché , pendant quatorze ans. L'Abbaye s'y est soumise ; pouvoit-elle faire autrement , après ce qu'on vient de dire ? Cet arrêt est définitif dans ses dispositions relatives à l'Evêché & à l'Abbaye. Voici ce qui s'oppose à la demande de l'Evêché & qui favorise celle de l'Abbaye : c'est l'Evêché qui a fait rendre cet arrêt ; c'est sur un exposé faux & absurde du local ; c'est sur le Procès-verbal de 1607 , pièce apocryphe & remplie de faussetés , que l'Evêché a fait rendre cet arrêt , qu'il a dicté les Loix qu'il contient pour l'Abbaye , & qu'il l'a dépouillé de la propriété de sa Forêt d'Autrey ; est-ce parce que ce même Evêché depuis 35 ans , c'est-à-dire , depuis l'Episcopat de M. de Saint-Simon , ne veut plus exécuter cet arrêt , qu'il croit pouvoir se faire , d'une obstination aussi injuste , un titre en sa faveur , qui n'en seroit pas en même tems un pour l'Abbaye ? Voilà précisément ce que prétendent les agens de M. de Metz.

Depuis que l'Evêché ne veut plus de cet arrêt , disent-ils , l'Abbaye l'a toujours invoqué , elle a donc mauvaise grace aujourd'hui d'en demander la cassation , c'est-à-dire , que l'Abbaye , après avoir été dépouillée de la propriété de la Forêt d'Autrey , ne devoit point défendre les droits que lui laissoit cet arrêt , & que l'Evêché vouloit encore lui enlever. Jusques-là tout est donc égal entre l'Evêché & l'Abbaye , pour la demande en cassation. L'Evêché avoit exécuté pendant 14 ans un arrêt qui étoit son ouvrage , & l'Abbaye , quoique lésée par cet arrêt , s'y étoit

soumise. Elle ignoroit encore le droit qu'elle avoit de demander la cassation de cet arrêt, puisqu'il renversoit sa fondation & tous ses titres. Elle croyoit le laps de 14 ans trop considérable pour pouvoir y revenir. M. de Saint-Simon pensoit sans doute de même.

C'est M. de Montmorency-Laval, qui par son exemple l'a tirée d'une erreur aussi grossière. Mais que pouvoit-elle faire alors dans l'ignorance où elle étoit, tout comme l'Evêché ? Que pouvoit-elle faire de mieux, que d'opposer aux nouvelles tentatives de l'Evêché, pour la dépouiller entièrement, un arrêt qui étoit le propre ouvrage de cet Evêché ? Pouvoit-elle imaginer alors ce qu'elle a de la peine à croire, même aujourd'hui qu'elle le voit ? Pouvoit-elle imaginer que parceque l'Evêché avoit violé le premier la loi qu'il avoit dictée, il se croiroit en droit de la faire proscrire en 1770, précisément, parce qu'il la violoit depuis 1735, & l'Abbaye pouvoit-elle enfin imaginer que parce qu'elle avoit demandé à l'Evêché d'exécuter un arrêt dont il étoit l'auteur, elle ne pourroit pas en demander la cassation, lorsque l'Evêché la demande, après 35 ans qu'il refuse de l'exécuter. L'Abbaye est persuadée que le Conseil ne verra qu'avec la plus grande indignation l'injustice excessive des prétentions qu'osent former les agens de M. de Metz.

Eh ! comment encore l'Abbaye a-t-elle réclamé l'exécution de cet arrêt ? l'a-t-elle regardé comme le seul titre de ses droits, comme un titre précieux dont elle ne voulut pas se départir ? elle l'a présenté au plus fort comme une loi qu'il lui avoit imposé lui-même, comme une loi à laquelle elle étoit toujours prête à renoncer, non pas pour consentir à un dépouillement total, mais pour être rétablie dans l'état que lui assuroit sa fondation, & qu'elle a toujours réclamé.

Eh ! comment ne réclamerait-elle pas plus fortement que jamais l'exécution de cette fondation ? Tout ce que le Conseil de Sa Majesté voit, qui se passe sous ses yeux de la part de l'Evêché ; 35 ans de persécutions n'en font

que trop sentir la nécessité à l'Abbaye d'Autrey. Il est de la plus exacte justice de la tirer de cette situation précaire où l'a mise l'Arrêt de 1721, & qui l'expose à chaque mutation d'Evêque, à toutes les avanies, à toutes les vexations auxquelles elle est en bute depuis tant d'années. En réclamant sa fondation, elle use du droit imprescriptible dont on ne sauroit la priver, sur-tout vis-à-vis d'un successeur d'un fondateur, *puisque*, comme le dit le sieur Evêque de Metz lui-même, *il ne peut y avoir entr'eux de prescription, vû l'unité & la communion du titre, ensemble les qualités corrélatives, & avouées de Fondateur & de fondés.*

D'après cet exposé, que l'on voye & que l'on juge de quel côté se trouvent cette cupidité insatiable; les usurpations & tant d'autres qualifications pareilles, que les agens de M. de Metz ont prodiguées dans leurs écrits contre l'Abbaye.

Elle croit en avoir assez dit, pour établir solidement tous les droits qu'elle réclame; elle ne peut cependant s'empêcher de demander encore aux agens de M. de Metz pourquoi cette affectation marquée de répéter dans leurs écrits, que l'Abbaye d'Autrey n'a été fondée que pour quatre ou cinq Religieux? Qu'ils le prouvent, on les en défie? Qu'ils présentent l'acte de fondation s'ils l'ont encore? Ils n'ont qu'à lire la Bulle de Luce III pour s'assurer du contraire: ils n'ont qu'à voir l'étendue de l'Eglise d'Autrey, celle du chœur & du sanctuaire, pour être convaincus que cette Abbaye a été fondée pour 15 à 20 Religieux; il n'y a qu'à voir la grandeur du Monastere qu'on n'a réparé qu'en suivant les anciennes fondations. Mais quand même le fait, qu'avancent les agens de M. de Metz, ne seroit pas aussi faux que le contraire est vrai; quel avantage prétendent-ils en tirer? Est-ce qu'une donation faite à 4 ou 5 personne n'est pas aussi sacrée que celle qui a été faite à un seul? Est-ce que la propriété de 4 ou 5 petits particuliers, qu'on les suppose, comme le font entendre les agens de M. de Metz, les plus petits, les der-

niers de la société ? Est-ce que la propriété d'un seul , même de cette espèce , ne doit pas être aussi respectée & aussi inviolable , que celle du plus grand Seigneur ? quelles maximes détestables osent insinuer par-là les agens du Sr Evêque de Metz : faut-il que , parce que ce Prélat est un grand Seigneur , il puisse impunément enlever ce qui appartient au plus petit particulier , qui est son voisin ? L'Abbaye d'Autrey , quoique d'un ordre très-différent , n'est-elle pas également à la nomination du Roi , tout comme l'Evêché de Metz.

Lorsqu'Etienné de Bar , Prince d'une Maison Souveraine , aux droits de laquelle à succédé Sa Majesté , eut donné à l'Abbaye le canton d'Autrey , en le détachant de la Châtellenie de Remberviller , & qu'il réunit ensuite la plus grande partie de cette Châtellenie à l'Evêché de Metz , crut-il faire un médiocre présent à ses successeurs ? Et au lieu de les intéresser au sort de l'Abbaye par ses propres bienfaits , les leur fit-il pour que l'Evêché cherchât à envahir encore ce petit canton qui avoit été auparavant détaché de cette Châtellenie ? L'on ne voit point qu'aucun de ses successeurs pendant plusieurs siècles , se soit permis de penser & d'agir de même. Ils étoient tous Souverains , ils avoient des guerres à soutenir , & l'Evêché de Metz n'étoit point encore enrichi des appanages considérables qu'il doit aux Princes de la Maison de Lorraine , qui ont occupé ce siège ; c'est cependant depuis que les Evêques de Metz sont débarrassés des soins , des dépenses , & du faste de la Souveraineté , que leurs revenus sont devenus immenses , & n'ont plus d'autres objets que l'entretien d'un grand Seigneur , & les aumônes qu'il juge à propos de faire. Ne seroit-il pas du dernier ridicule de vouloir se faire un titre de ce changement d'état , qui est réel , pour disputer aux Evêques de Metz quelque portion des biens qu'ils possèdent ? A plus forte raison n'est-il pas indécent de vouloir , par la supposition d'un fait qu'on fait être faux , faire entendre qu'il est tout simple d'enlever à l'Abbaye d'Autrey la seule partie de sa dotation ,

qui assure son existence, & qu'il lui en reste trop en lui laissant un petit terrain sec & aride, qui ne lui donne pas de quoi subsister, comme elle le disoit dès 1608, & qu'on ne consent de lui abandonner que parce qu'on le dédaigne; car dès qu'on viole la fondation, l'Abbaye n'a pas plus de droit à la propriété de ce terrain qu'à celle de la Forêt d'Autrey.

Que les agens du sieur Evêque de Metz conviennent donc que l'Abbaye est propriétaire de cette Forêt, & qu'elle n'a jamais pu cesser de l'être qu'injustement: qu'ils conviennent qu'en sa qualité d'usager, l'Abbaye ne peut être assimilée aux usagers ordinaires, parce que le droit d'usages que le Fondateur lui a donné dans les Bois de Remberviller, fait une partie essentielle de sa dotation, de même que la propriété de la Forêt d'Autrey.

Qu'ayant offert de remplir les clauses de la fondation, ils reconnoissent que le Fondateur a donné à l'Abbaye les pâtures de tout le ban de Remberviller & de tout le ban de Nossencourt exclusivement à tous autres, sans s'y rien réserver, pas même les prétendus bois de chambre; qu'ils conviennent donc, que c'est injustement, que feu le sieur de Saint-Simon s'étoit fait adjuger une partie de la glandée dans lesdits deux bans, par l'arrêt du 31 Janvier 1750, cassé quant à ce Chef.

Enfin que les agens de l'Evêché de Metz, au lieu de faire tous leurs efforts pour anéantir une fondation, dont l'Evêché devoit être le défenseur, n'oublient jamais que la Châtellenie de Remberviller n'a été réunie à l'Evêché de Metz que postérieurement à la fondation de l'Abbaye, & qu'avec la charge de cette fondation.

A CES CAUSES, SIRE: plaise à votre Majesté, & à Nosseigneurs de son Conseil, donner acte aux Supplians, de ce que pour réponse ampliative à tout ce qu'ont dit, écrit, & produit le sieur Evêque de Metz, & les sieurs héritiers du feu sieur de Saint-Simon, Evêque de Metz, & pour contredits aux pièces par eux y énoncées, ils em-

ployent le contenu en la présente, avec tout ce qu'ils ont ci-devant dit, écrit, & produit en l'instance.

Donner pareillement acte de la déclaration faite par lesdits sieurs héritiers du feu sieur de Saint-Simon, dans les conclusions de leur Requête du 13 Mai 1767, par laquelle ~~ceux-ci demandent acte de ce~~ qu'ils adhèrent aux demandes, fins & conclusions prises par le sieur Evêque de Metz, contre les Abbé & Chanoines Réguliers d'Autrey, dans sa Requête signifiée le 24 Mars dernier, en tout ce qui peut les concerner & les intéresser.

Leur donner encore acte de ce que reprenant ici toutes leurs conclusions, ils y ajoutent, en tant que de besoin, ils les expliquent & les simplifient, pour les rendre d'autant plus conformes à la Bulle de Luce III de 1182, titre aux clauses duquel les parties se sont irrévocablement soumises comme à la règle du jugement avenir; ils changent même leurs conclusions en quelques articles, attendu que le principal objet du litige, consistant en bois, le sieur Evêque de Metz change journellement l'état dedit bois, par ses exploitations, contre lesquelles les Supplians ont protesté.

Enfin leur donner acte de ce que le sieur Evêque de Metz a dit dans les conclusions de ses Requêtes du 4 Décembre 1765, 24 Mars, & 18 Décembre 1767, répété dans celle insérée dans l'arrêt du 19 Juillet 1769, qu'il demandoit lui-même acte de ce que les Supplians reconnoissoient que la Bulle de Luce III de 1182, & la Charte de Bertrand de 1187, devoient tenir lieu de titre primordial & constitutif de la fondation, & requerroit qu'on lui donnât acte de la déclaration qu'il faisoit, comme il *consentoit de remplir cette Bulle & cette Charte dans toute l'étendue, toute l'application & toute l'exécution que l'une & l'autre doivent légitimement & régulièrement avoir, en un mot comme il consentoit de remplir, d'exécuter les clauses de la Bulle, & comme il demandoit qu'il fût ordonné que cette Bulle seroit exécutée selon sa forme & teneur, que c'est sur ses dispositions textuelles qu'il faut ju-*  
ger,

*ger, tant de l'étendue que des limites de la dotation de l'Abbaye d'Autrey, & qu'il faut statuer sur les prétentions respectives, attendu qu'il ne pouvoit y avoir de prescription, vu l'unité & la communion du titre, ensemble les qualités corrélatives & avouées de Fondateur & de fondés.*

Les Supplians ont demandé acte, & persisté dans leur déclaration, qu'ils consentent que la Bulle de Luce III soit regardée comme le titre primordial de leur fondation, qu'elle soit exécutée selon sa forme & teneur, & que les clauses en soient remplies.

En conséquence procédant au jugement, sans s'arrêter aux fins & conclusions des sieurs héritiers du feu Sr de S. Simon, Evêque de Metz, non plus qu'à celles prises par le Sr de Montmorenci-Laval, Evêque de Metz, dans ses Requêtes du 4 Déc. 1765, 24 Mars & 18 Déc. 1767, dans sa Requête de l'arrêt de soit communiqué du 19 Juillet 1769, & dans sa Requête du 26 Février 1770, dans lesquelles ils seront déclarés non-recevables, où dont en tout cas ils seront déboutés, non plus qu'à l'arrêt du 23 Décembre 1721, en ce qui pourroit préjudicier à la propriété de l'Abbaye, sur la Forêt d'Autrey.

Réintégrer conformément à ladite Bulle de Luce III les Supplians, dans la pleine & entiere propriété de ladite Forêt d'Autrey, dont le mont ou haut d'Autrey & les deux monts de Chilimont font partie, de laquelle Forêt, ainsi que du canton d'Autrey, le Fondateur a désigné lui même les limites qui sont rappelées ici, savoir d'une part par le mont ou haut d'Autrey, partie à l'Orient & partie au Midi, & par la riviere de Mortagne à l'autre extrémité, au Couchant & au Septentrion : par les deux monts de Chilimont, & la Goutte du même nom, jusqu'à la Mortagne d'un côté, à l'Orient & au Septentrion : & par le void du Sapiné jusqu'à Mossoux ; de l'autre côté, au Midi & au couchant, tels que ces Forêt & canton sont figurés dans la carte topographique, dressée contrairement en 1712.

Réintégrer conséquemment les Supplians dans la pleine

& entiere propriété du mont ou haut d'Autrey, & des deux monts de Chilimont.

Les maintenir de même dans la pleine & entiere propriété & possession des trois autres limites, savoir, la Goutte de Chilimont, le Void du Sapiné, & la Mortagne.

Les maintenir pareillement dans les appendices, qui bordent la droite du ruisseau de Chilimont, conformément à la possession qu'ils en ont toujours eu, même en la propriété directe & fonciere de l'emplacement de la scirie de Blanche-Fontaine.

Les maintenir aussi conformément à la Bulle & à leur possession constante dans le droit d'usage dans les Forêts du ban de Remberviller, voisines & contigues du territoire d'Autrey; & pour éviter routes difficultés dans la suite, leur assigner à perpétuité & comme en propriété, un cantonnement de trois mille arpens mesurés sur base, en commençant par la Fayne, & continuant ce cantonnement dans le voisinage du territoire d'Autrey, selon l'esprit de la Bulle, jusqu'aux Bois d'Etival, de sorte que dans lesdits trois mille arpens, il y en ait au moins mille de sapinieres.

Et dans le cas ou les Forêts de Remberviller, depuis & au-dessous de Blanche-Fontaine, jusqu'à la basse des Aulnes, feroient partie dudit cantonnement, y ajouter mille arpens de plus, parce que ce canton est si aride & stérile en bois, qu'il n'y croît pas même d'herbe, n'étant que sable & rocs, & à l'exposition du midi.

Et alors tout ledit cantonnement demandé par les Supplians, doit être de quatre mille arpens, savoir, de de deux mille arpens, depuis & y compris la Forêt de la Fayne, & les angles, jusqu'à ladite basse des Aunes; & depuis cette derniere basse jusqu'aux Bois d'Etival, toujours dans le voisinage dudit territoire d'Autrey, deux autres mille arpens.

Et dans tous ces cas permettre aux Supplians de ressemer & de récolter partout où il sera jugé nécessaire, non-

seulement dans la Forêt d'Autrey, mais même dans ledit cantonnement.

Se chargeant les Supplians de faire garder ledit cantonnement, ainsi que la Forêt d'Autrey, à leurs frais & à la décharge de l'Evêché; & par cette considération leur adjuger (en cas de délit) outre la totalité des dommages & intérêts, la totalité des amendes & confiscations dans ledit cantonnement, & la Forêt d'Autrey: la Chartre de Henri, Evêque de Metz, de 1489, explicative de la Bulle, leur ayant adjugé dans tout le ban d'Autrey la moitié des amendes & confiscations, sans les charger de la garde.

Maintenir encore & garder les Supplians au droit accordé par le même titre de Fondation; de prendre tous leur bois, tant ceux dont ils seront propriétaires, que ceux qu'ils auront en cantonnement, sans empêchement ni contradiction, ni assignat, ni délivrance de Gruyers de l'Evêché, comme ils ont fait jusqu'en 1721, sauf l'inspection du Grand-Maître des Eaux & Forêts de Lorraine, pour se conformer à l'esprit des Ordonnances à l'égard des gens de main-morte, & pour faire cesser toute difficulté avec lesdits sieurs Evêques de Metz & leurs Officiers.

Et si V. M. jugeoit à propos d'ordonner des délivrances de Gruyers, ordonner en même tems qu'elles leur seront faites sans aucuns frais, & que dans le cas que lesdits Gruyers refuseroient de faire lesdites marques & délivrances, ou y apporteroient un délai affecté, qu'il sera permis aux Supplians d'aller en avant pour les bois qu'ils auroient à couper, ou qu'au bout de huitaine, que lesdits Gruyers auront été priés par requête, les Supplians puissent appeller les Officiers de la Maîtrise Royale, pour faire lesdites délivrances, aux frais des Gruyers de l'Evêché.

En vertu de ces clauses de la Bulle, *cum Pasturis totius bannide Rembertiviller, cum Pasturis totius banni de Noxuncurt*, sans s'arrêter à la restriction de l'Evêque Ademard,

à trois cens pores marchans, leur adjuger la totalité de la grasse & vaine pâture de tout le ban de Remberviller & de tout le ban de Nossioncourt, sans qu'on puisse en excepter, en faveur de l'Evêché de Metz, les prétendus bois de chambre, qui ne sont point exceptés dans le titre qui s'explique d'une manière nette & précise sur la concession de cet objet.

Donner acte aux Supplians de la déclaration qu'ils font, que toutes ces demandes sont formées sans préjudice des autres clauses & concessions de ladite Bulle de Luce III, dont ils ne jouiroient pas, se réservant d'en former la demande en rems & lieu, & ne la différant, quant à présent, que pour ôter tout prétexte à l'Evêché de Metz & aux sieurs Héritiers du sieur de S. Simon de retarder la décision de l'instance qui n'a déjà que trop duré.

Et, pour avoir privé les Supplians des concessions & clauses de la Bulle, ou des droits qu'y auroit substitué l'arrêt de 1721, condamner,

1°. Les sieurs héritiers du feu Sr de S. Simon, pour privation totale desdits objets pendant douze ans, de l'aveu des Parties adverses, sçavoir, depuis 1736 jusqu'en 1748, inclusivement, en une somme de douze mille livres, par forme de restitution, pour chacune desdites douze années.

2°. Pour privation des deux tiers, au moins, desdits objets pendant vingt-deux autres années, depuis 1749, jusques & y compris la présente année 1770; condamner pareillement lesdits sieurs héritiers en une somme de huit mille livres de restitution, par chacune desdites douze années; & pour les dix autres années, condamner le Sr de Montmorenci Laval, Evêque de Metz, en restitution d'une pareille somme de huit mille livres par chacune desdites années.

Et attendu que la Forêt d'Autrey est épuisée de vieilles écorces en chêne & en sapin, & qu'il y a environ onze à douze cens arpens exploités, sçavoir, mille à onze cens par feu le Sr de S. Simon, & cent deux & demi par

le Sr de Montmorenci Laval, contre la défense de l'arrêt du 4 Mars 1758; & que d'ailleurs les trois ou quatre mille arpens demandés en cantonnement sont dans le même état, de façon qu'il n'y a d'espérance que dans la sémence qu'on y jettera & le récépage qu'on y fera, ordonner que les Supplians exploiteront à leur profit, une fois seulement, & à leur choix, trois mille arpens de bois de ceux qui restent encore à exploiter dans les Forêts du ban de Remberviller à leur portée, & qui se trouveront en meilleure valeur. Ce ne fera qu'une foible indemnité de l'impuissance où on a mis les forêts de fournir aux Supplians des bois, vieilles écorces d'ici à longues années, & d'autres bois d'ici à trente-six ans, dans quatre ou cinq mille arpens, soit de la Forêt d'Autrey, soit dans les Forêts demandées en cantonnement.

Et au cas qu'il ne se trouveroit point, lors du Jugement définitif, de Forêts qui ne fussent dégradées, condamner lesdits sieurs héritiers en cent mille livres d'indemnité envers les Supplians, & le Sr de Montmorenci Laval en cinquante mille livres pareillement d'indemnité de la jouissance, dont les Supplians seront privés jusqu'à ce que la sémence & le récépage ayent repeuplé les Forêts.

Et encore, pour tous les préjudices & toutes les pertes que ce procès a causées aux Supplians, pour les aider à ressemer & récéper, pour la rente des sommes qu'ils ont été obligés d'emprunter pour vivre pendant ce tems de privation & poursuivre un procès si coûteux, condamner lesdits sieurs héritiers à payer une somme de cinquante mille livres aux Supplians, par forme de dommages & intérêts, & le Sr de Montmorenci Laval, Evêque de Metz, celle de dix-huit mille livres pareillement, par formes de dommages & intérêts, pour les mêmes motifs allégués ci dessus.

Condamner enfin lesdits sieurs héritiers & le Sr de Montmorenci Laval, chacun pour leur tems, en tous les dépens faits, tant au Conseil de la Régence de Lorraine depuis 1735, qu'à la Cour Souveraine de Lorraine

& Barrois, au Conseil du Roi de Pologne & au Conseil de V. M. même en ceux réservés dans l'arrêt de 1754, & dans celui du mois de Juin de la présente année, étant de la plus exacte équité que ceux qui font la cause injuste d'un procès, soient condamnés en tous les frais. Sauf, le cas échéant, à conclure autrement de la part des Supplians, lesquels ne cesseront de prier pour la santé & la conservation des jours précieux de V. M.

*Monsieur DE REVERSEAUX, Rapporteur*

*Signé LAURENT, Pricur d'Autrey.*

*HORDRET, Avocat.*

*De l'employ; au Supplis; infirmité sera fait) ont*  
*Et plus bas est écrit: Acte & soit signifié. Fait à*  
*Paris le 13 d'Octobre 1770. Signé pro av. l'act. D. de*  
*reverseaux, l'act. pr. ur.*

*ff. 61 v. 8. br. 1770*









